faire

mensuel pour le socialisme et l'autogestion

19

PS: LES ENJEUX D'UN CONGRÈS



mai 77
mensuel 10 F

L'équipe de faire

Comité d'orientation :

André Acquier, Jean-Paul Bachy, Pierre Beregovoy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Claude Germon, Henry Hermand, Jacques Julliard, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Legarrec, Guy Le Neouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Yves Person, Jean Pronteau, Jean Rey, Michel Rocard, André Salomon, Evelyne Sullerot, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Claude Vieira.

Rédacteur en chef :

Patrick Viveret

Comité de rédaction :

Martine Buron, Paul Chaslin, Stéphane Coquard, Pierre Dupuis, Patrice Finel, Jacques Gallus, Jean-François Huchet, Marc Osouf, Bernard Pingaud, Daniel Prat, Catherine Rebeyrolle, Alain Richard, Lucien Rioux, Gérard Sandoz, Patrice Veaugues, Jean-Pierre Worms.

Maquette :

Bernard Thomas

Photo :

Chantal Géron

Photo couverture :
Brucker/GAMMA.

Directeur de la publication :
Gilles Martinet

« faire » est édité
par la société des éditions
du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne
Paris 2e
742.84.05.

Numéro de commission paritaire : 56924.
ISSN : 0339-3070 -

Photocomposition :
GIRARD-Graphic, 75011-Paris.

Imp. Jean GROU-RADENEZ, PARIS XIV - 273.19.42

Abonnements

Compte tenu de notre rythme de parution, un abonnement reçu après le 20 ne sera servi que le mois suivant.
Pour signaler une anomalie concernant votre abonnement, ayez l'obligeance d'indiquer le maximum de renseignements, et notamment de joindre la dernière bande adresse mentionnant votre numéro de code.

Changement d'adresse

Joindre 2 F. en timbres et la dernière bande-adresse (indispensable).

Tarif étranger

120 F. : Courrier normal — 160 F : Par avion.

N° 19 SOMMAIRE

actualité

PS : Les enjeux d'un congrès 2



D'où viennent les courants ? 6
Le PS vu par ses observateurs 10
La victoire de Liu Shao-Ch'i 15
Les verts au-delà du Rhin 19

changer la vie

L'information dans la commune 23
Une coopérative de construction 24
Histoire d'une pelouse 26
Le PS et les écologistes 29

ou en sont aujourd hui...

Évolution et identité du PCF 31
Pourquoi le C.O.S.E.F. ? 37

recherches et débats

Atome : Un choix de dupes 39



Pour des intellectuels critiques 46

notes et critiques

Le poujadisme de Jacques Martin



Mon cœur est rouge
Ferrat
Foucault

dossiers

L'Europe : Une dimension nécessaire 51
Dialogue avec nos lecteurs 64

ACTUALITÉS

PS : Les enjeux d'un congrès



BRUCKER/GAMMA

Les dirigeants du PS lors du séminaire de Ceillac : comment préparer le Parti au Pouvoir?

Le débat préparatoire au prochain Congrès du Parti socialiste qui se tiendra les 17, 18 et 19 juin à Nantes est aujourd'hui ouvert.

Patrick Viveret en décrit les principaux enjeux et fait à cette occasion le point sur la fonction qu'entend jouer notre revue par rapport au PS.

Il y a quelques mois, l'un de nos lecteurs nous écrivait : « Je trouve votre revue intéressante et stimulante. Mais j'attends de voir comment vous vous prononcerez au prochain Congrès du PS ». Eh bien ce lecteur ami va être déçu : nous n'allons pas donner ici de consigne de vote. Est-ce par timidité ou par œcuménisme? Nous avons amplement démontré le contraire en posant systématiquement un certain nombre de questions difficiles au Parti socialiste, à commencer par celle du rapport entre son unité et sa démocratie interne qui est aujourd'hui au centre de ses débats. Non, si nous n'intervenons pas en tant que revue dans les choix entre les différents courants du Parti socialiste, c'est pour une série de raisons positives que nous avions exposées dès le lancement de « Faire » et qui n'ont cessé à nos yeux de se confirmer depuis. Que disions-nous en effet dans le texte de présentation de notre premier numéro, paru en octobre 1975?

Trois choses : d'abord que le débouché politique qu'exigeait la situation passait par la rencontre nécessaire de la dynamique unitaire de la gauche, scellée par le programme commun, et des nouveaux mouvements de contestation issus de mai 68, mouvements dont la perspective autogestionnaire nous paraissait le mieux exprimer l'originalité politique. Nous prétendions par ailleurs attacher une importance particulière aux « expérimentations » entreprises en France et à l'étranger. L'objectif essentiel de la revue, disions-nous, est « d'aider à réfléchir à la manière dont on peut réellement changer la vie ». Enfin, nous affirmions clairement notre position à l'égard du Parti socialiste en écrivant ceci : « *Ceux qui se rejoignent aujourd'hui pour poursuivre ensemble un effort d'information, d'analyse et de recherche ont suivi des voies différentes avant de parvenir à cette confluence. Il y a parmi eux*

des membres de la direction du Parti socialiste, des militants syndicaux, des chercheurs appartenant à différentes disciplines. Tous pensent que, dans la perspective des changements qui peuvent survenir à court terme, l'existence d'un puissant Parti socialiste est absolument fondamentale. En ce sens, cette revue concerne au premier chef le Parti socialiste, mais pour être fructueuse, une réflexion engagée ne saurait être soumise aux contraintes de la vie intérieure d'un organisme ». Nous avons par la suite plusieurs fois résumé ce dernier point en disant que nous n'étions pas un mensuel **du** Parti socialiste mais **pour** le Parti socialiste. Il n'a donc jamais été question pour nous d'être la revue d'un courant interne au Parti socialiste. Pourquoi? Parce que nous estimions que si ce parti constituait l'enjeu stratégique déterminant dont dépendait une victoire de la gauche en France et les prolongements qui lui seraient donnés, nous pensions aussi que cet enjeu n'était pas pour autant exclusif et que l'avancée du PS dépendrait pour une bonne part de la façon dont il assumerait ses rapports avec son environnement politique, social, idéologique et culturel. Il nous paraissait donc important de créer un lieu de rencontre qui échappe, au moins en partie, aux contraintes tactiques internes d'organisations politiques et syndicales.

Vers le pouvoir

C'est en fonction de ces objectifs que nous avons à la fois ouvert très largement le débat à l'intérieur et à l'extérieur du PS, et affirmé dans le même temps un certain nombre d'idées-forces qui ont dessiné progressivement l'originalité de la revue. On peut ainsi repérer quatre grands thèmes qui ont structuré notre recherche : les problèmes du pouvoir, de l'unité, d'une nouvelle culture politique et de la démocratie dans le PS.

Ce que l'on appelle la « dérive » social-démocrate, réformiste ou opportuniste, du mouvement socialiste, ne relève pas pour nous de la trahison ou de la déviation mais d'une insuffisante capacité à affronter les contraintes et les contradictions qu'entraîne une victoire électorale de la gauche. Lorsqu'il y a dissociation entre le discours et la pratique, nous croyons qu'il faut chercher l'origine de la difficulté, autant dans la non pertinence du discours par rapport à la réalité, que dans la non conformité de la pratique aux objectifs qui lui étaient fixés. Cette hypothèse nous a conduit à proposer simultanément dans nos « dossiers pour 1978 » un plus grand réalisme, notamment en matière économique et une plus grande audace s'agissant des transformations sociales et culturelles. Bref l'alliance « objective » diront certains, entre la critique de « droite » et la critique de « gauche ». Mais encore faudrait-il savoir de quel « centre » parlent ceux qui nous font ce reproche!

Toute politique a en effet ces deux faces. Dira-t-on que le Parti communiste est à droite du PS sur le thème de l'union du Peuple de France et à gauche sur celui des nationalisations? Que le CERES est à droite de la majorité du PS sur les thèmes du rapprochement avec les gaullistes ou de l'écologie et à gauche sur celui des rapports entre Plan et marché. En réalité, un projet se juge sur sa cohérence et son élément unificateur. Et celui qui nous paraît à nous déterminant, c'est la position par rapport à l'Etat : certes, on échappe difficilement à une phase conjoncturelle d'impulsion du pouvoir central de façon à engager l'organisation de la planification démocratique ou celle des nationalisations. Mais l'expérience nous prouve que la gauche peut être tentée par un renforcement de l'Etat quitte à proclamer qu'il ne s'agit là que d'une phase transitoire avant sa « destruction » ou son « dépérissement ». Nous pensons au contraire, comme l'indiquent clairement les textes du Parti socialiste et notamment les 15 thèses pour l'autogestion, que l'objectif principal d'une expérience de gauche est de libérer les forces à l'œuvre dans la société civile. Car ces forces et ces mouvements, du fait de la centralisation actuelle, ne peuvent être que des forces de revendication face à l'Etat, et non de construction dans la société (cf. le faible taux d'expérimentation dans les luttes sociales en France).

Dans cette perspective, le jacobinisme et le léninisme nous paraissent également dangereux. Le premier parce qu'il ne peut penser l'organisation de la société en dehors d'un Etat national tout puissant. Le second parce qu'il masque dans les brumes de l'idéalisme, sur la future « pyramide des conseils », le renforcement considérable de l'étatisation dans une phase de transition qui n'en finit pas de se prolonger.

Deuxième axe de réflexion sur les problèmes du pouvoir : les conséquences pour la gauche de ce que nous avons appelé « les deux stratégies de la bourgeoisie » (1). Il nous paraît en effet nécessaire de répondre de façon adéquate aux risques que feront courir à une gauche victorieuse les stratégies chiraquienne et giscardienne. Car ces risques, n'en déplaise au Parti communiste, ne sont pas de même nature. Le premier est un risque pour la démocratie. Il doit être combattu dès maintenant en éclairant l'opinion sur le caractère fondamentalement réactionnaire et autoritaire du projet chiraquien Le second est un risque pour l'unité de la gauche. En cas d'échec de son actuel premier ministre, Giscard est décidé à gérer une victoire de la gauche et à tenter une dissociation de ses forces en jouant sur les difficultés inévitables qu'elle rencontrera au pouvoir, tout en

(1) Voir Faire n° 11 et 16.



VIVA

Une manifestation écologique : déplacer le terrain de la bataille.

utilisant à fond ses pouvoirs constitutionnels pour freiner ou saboter les transformations prévues par le Programme commun.

Face à ce danger, il n'est qu'une seule réponse et c'est le deuxième thème de notre recherche : créer un niveau d'unité qualitativement supérieur à celui que nous connaissons actuellement. Nous croyons en effet que l'union de la gauche qui bénéficie aujourd'hui de la bipolarisation induite par le système institutionnel et des avantages de l'opposition devra disposer d'une solidité renforcée en situation de pouvoir. Cette solidité, elle ne s'acquière pas par la complaisance à l'égard du Parti communiste (ni non plus d'ailleurs par un comportement dominateur). Elle suppose que le Parti socialiste ne se considère pas satisfait par le rétablissement à son avantage du seul équilibre électoral au sein de la gauche. Il ne peut, en situation de pouvoir, accepter une infériorité trop importante vis-à-vis du Parti communiste sur le plan des rapports avec les organisations syndicales et l'ensemble des mouvements sociaux. Il doit par ailleurs créer les éléments d'une identité socialiste qui ne s'exprime pas seulement sur le plan idéologique mais à travers la constitution de ce que nous avons appelé **une nouvelle culture politique socialiste** (1). A travers ce terme, nous voulons montrer qu'un parti n'est véritablement en situation d'agir sur une société que s'il réussit à créer un mouvement culturel en rapport avec son combat. Le Parti communiste a conquis pendant longtemps une hégémonie sur le mouvement ouvrier non parce qu'il était idéologiquement « marxiste-léniniste », mais parce qu'il était tout à la fois le parti « des petits contre les gros », une école de formation et de promotion, une contre-société ; parce qu'il disposait aussi d'un langage, de mythes et d'événements de référence, capables malgré leur hétérogénéité, d'imprégner un tissu social. Les socialistes doivent aujourd'hui saisir la chance qu'offre depuis 1968 l'émergence progressive d'une nouvelle culture politique à travers les thèmes autogestionnaires. Celà suppose de leur part de travailler à la fois sur le plan théorique et sur celui d'une nouvelle pratique du changement social qui donne toute sa place à **l'expérimentation** (1).

(1) Voir « Faire » n° 4. : Dossier sur le PC, et « Faire » n° 13. : Une nouvelle culture politique.

La démocratie interne

Une telle démarche nous conduit évidemment à reposer le problème de la fonction d'un parti politique et plus précisément à interroger le Parti socialiste pour savoir si la référence à l'autogestion entraîne ou non une modification de la nature du pouvoir en son sein. Ce que nous avons en effet cherché à montrer à travers plusieurs articles (2) c'est que la question de la démocratie interne ne peut être pensée sans référence à la fonction que remplit un parti dans une société : la plupart des arguments « réalistes » qui sont avancés pour justifier les phénomènes de centralisation, d'insuffisance de l'information ou du débat démocratique au sein d'un parti de gauche reposent sur la vieille idée aussi bien social-démocrate que léniniste de la nécessité d'utiliser des moyens équivalents à ceux de l'adversaire, et de jouer les mêmes « règles du jeu ». Or, toute l'expérience des luttes aussi bien civiles que militaires des dix dernières

(1) Voir la recherche permanente que nous poursuivons sur ce point à travers la rubrique « Changer la vie ».

(2) « Faire » n° 14 : L'intellectuel et le pouvoir — Morale et politique.
« Faire » n° 16 : La difficulté démocratique.
« Faire n° 17 : La démocratie dans le parti.

années tendent à prouver le contraire. Que l'on pense au Viet Nam, à la défense passive tchécoslovaque en 1968, aux luttes nouvelles apparues en France et en Italie ou à la récente percée écologique : à chaque fois il y a déplacement du terrain classique de la bataille. C'est ce que résume parfaitement le texte de Saul Alinsky sur la tactique de l'agitation sociale, que nous avons publié dans notre numéro 15 (1) : « Sortez, écrit-il, du champ d'expérience de l'ennemi chaque fois que c'est possible ». C'est dire que notre affirmation constante en faveur d'une plus grande démocratie au sein du PS est corollaire de l'exigence d'un nouveau type de militantisme. Nous vivons en effet dans l'angoisse du Chili ou dans la peur du Portugal sans voir que le principal risque que nous courons est de disposer d'un parti fait prioritairement pour occuper l'Etat au moment où il faudrait d'abord une organisation capable de transformer la société civile. Or, une telle fonction ne peut être remplie que par des réseaux militants liés entre eux par une commune culture politique et bénéficiant d'un haut degré de formation et d'information.

Deux questions

C'est en tenant compte de cette démarche autonome de la revue que nous disons aujourd'hui qu'il existe des enjeux internes et externes au congrès du Parti socialiste, qui dépassent le seul problème des motions qui y seront présentées. Ces enjeux peuvent être exprimés par deux grandes questions :

1. Le Parti socialiste va-t-il se donner les moyens de préparer dans les meilleures conditions sa venue au pouvoir, en évitant un double écueil : la tentative qui sera celle du Président de la République de dissocier l'Union de la gauche en jouant sur ses faiblesses et ses contradictions ; la dissociation interne entre dirigeants et militants, entre experts et non spécialistes, qui pourrait devenir préoccupante en situation de gouvernement. La réponse au premier écueil, c'est la volonté de réouvrir face à l'opinion et avec nos partenaires « les dossiers peu sûrs » de la gauche en récusant nettement toute tendance économique et politique nous conduisant à l'autarcie et à la bureaucratisation. La réponse au second réside dans une qualité d'information, de formation et de débat démocratique permettant aux militants socialistes de comprendre la nature des contraintes que rencontrera un gouvernement de gauche et par conséquent d'être associés à la préparation des grandes décisions qu'il devra prendre dès son accession au pouvoir.

2. Le Parti socialiste cherchera-t-il à donner une réponse au problème de son homogénéité en termes politiques ou disciplinaires ? Nous avons plusieurs fois dans ces colonnes évoqué le risque d'immobilisme et à terme de dépolitisation que ferait courir au PS le fonctionnement figé de tendances « historiques ». Non pour remettre en cause le principe de la proportionnelle ou l'importance de courants de pensée. Mais pour évoquer la nécessité, en dehors des débats sur les grandes orientations du Parti faisant l'objet des motions de Congrès, de confrontations « transversales » sur des positions qui en réalité ne recouvrent pas les actuels courants. Nous en avons nous-mêmes donné l'exemple avec le lancement d'une discussion sur la force nucléaire (1). Celà dit, s'il est inacceptable de voir des courants se transformer en tendances figées puis en fractions, le respect des règles du jeu au sein d'un parti suppose que chacun s'y plie, la majorité autant que la minorité, la direction autant que les militants. S'il faut être très concret sur ce que recouvre aujourd'hui le terme de tendance organisée, il faut donc l'être tout autant sur ce que signifie celui « d'approfondissement de la démocratie ». (Par exemple sur la capacité de la presse interne du Parti à développer une information circulaire, et non simplement de haut en bas, et à permettre un débat suffisant pour retirer toute utilité aux actuels bulletins de tendance).

Des réponses décisives

Le pouvoir, l'unité et la démocratie au sein du PS, tels sont donc aujourd'hui les deux grands enjeux du prochain Congrès de Nantes. On ne peut les dissocier. Un débat sur le seul fonctionnement interne du Parti socialiste ne le préparerait pas à affronter l'échéance du pouvoir à l'heure où il doit faire preuve d'une capacité d'initiative sans précédent aussi bien sur le terrain social et culturel que proprement politique. De même une réflexion sur la question du pouvoir qui serait coupée d'un approfondissement des conditions de l'unité et de la démocratie au sein du Parti socialiste risquerait de provoquer en cas de victoire des phénomènes de dissociation entre parti et gouvernement, les militants n'ayant pas été suffisamment associés à la préparation concrète de l'expérience de gauche.

Il est clair enfin que la réponse aux deux questions que nous avons posées ne concernent pas le seul Parti socialiste. En dépendent aussi, à l'évidence, la nature de l'unité de la gauche, l'évolution du nouveau mouvement « extra-parlementaire » qui se dessine depuis les dernières municipales, et celle du mouvement syndical.

C'est dire l'importance du Congrès de Nantes.

Patrick VIVERET

(1) « Faire » n° 15 : Le jiu-jitsu de masse.

(1) Faire n° 16 : Pour ou contre la force nucléaire.

D'où viennent les courants ?

« La liberté de discussion est entière au sein du Parti mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée ».
François Mitterrand l'a dit très clairement dans le message qu'il a adressé à l'ensemble des adhérents du parti. Il faut désormais appliquer les statuts, ne plus tolérer l'existence de « partis dans le parti ». Est-ce à dire qu'il ne doit plus y avoir de « courants de pensée »? Le premier secrétaire ne le propose pas. Mais comment faire la différence entre une « tendance organisée » et un « courant de pensée »?
La plupart des nouveaux adhérents du PS connaissent mal l'origine de ces courants. Ils voient bien qu'il existe parmi les responsables du PS des sensibilités différentes; ils constatent que des solidarités anciennes rapprochent certains groupes de militants et, à moins de s'identifier à l'un de ces groupes, ils comprennent mal le sens de luttes qui ressemblent souvent à des rivalités. Et cependant le phénomène des courants ne saurait être confondu avec de simples combats de clans. Il y a, pour l'expliquer, toute une histoire que chaque adhérent du PS devrait connaître.

Premières étapes du renouveau

Cette histoire a sans doute des origines très lointaines mais elle commence véritablement en 1958, l'année ou le 13 mai algérien et la menace d'une intervention militaire porte le général de Gaulle au pouvoir. Ceux qui refusent de s'incliner devant le fait accompli ne représentent que 20 % des français. En dehors du parti communiste, il y a la minorité de la SFIO conduite par Depreux, Savary, Verdier et Daniel Mayer, il y a l'Union de la Gauche socialiste avec Gilles Martinet et Claude Bourdet, il y a le syndicat des instituteurs, « Reconstruction » c'est-à-dire l'aile avancée de la CFTC, l'UNEF et il y a aussi — ce sera pour la suite, l'élément déterminant — deux hommes qui ont marqué l'histoire de la IVe République, qui ne sont pas encore des socialistes mais qui pensent que, de la défaite, peut surgir la renaissance : Pierre Mendes-France et François Mitterrand.

Tous ceux-la créent, en juillet 1958 l'Union des Forces démocratiques, association dont l'existence sera éphémère mais qui a marqué un tournant dans l'histoire de la gauche française car elle a préfiguré le rassemblement qui, treize ans plus tard, donnera naissance au nouveau parti socialiste. Ces treize années seront caractérisées par un immense effort de remise à jour idéologique et politique sans lequel il n'y aurait pas eu de programme commun. Sur le plan des organisations elles sont marquées par la création en 1960 d'Un nouveau parti, le PSU, fusion de l'ex-minorité de la SFIO (devenue Parti socialiste autonome et rejointe par Mendés-France et ses amis) de l'Union de la Gauche socialiste et d'un petit groupe d'opposants communistes (tribune du communisme) entraîné par Jean Poperen et Serge Mallet, puis par la fondation de nombreux *clubs* dont le club Jean Moulin, le cercle Tocqueville et le club des Jacobins. A partir de 1964 naîtra la Convention des Institutions républicaines qui regroupera un certain nombre de « clubistes » et les anciens membres de l'UDSR restés fidèles à François Mitterrand (Dayan, Dumas, Mermaz, Beauchamps). On notera enfin l'apparition de nouveaux clivages au sein de la SFIO.

L'évolution de la SFIO

C'est en 1958 que l'autorité de Guy Mollet, établie depuis 1946, a été pour la première fois sérieusement contestée. Mais tandis qu'un certain nombre de ses adversaires quittaient le parti pour fonder le PSA puis le PSU, d'autres dont Gaston Defferre demeuraient dans la vieille maison. Guy Mollet bénéficia pour un temps de cette division. Mais à partir de 1962 il dut faire face à un double problème : d'une part le passage de la SFIO à l'opposition obligeait celle-ci à envisager des alliances électorales avec les communistes et non plus seulement avec les centristes, d'autre part le besoin de renouveau avait entraîné au sein même du parti la création d'un *courant « moderniste »*. En 1963, Guy Mollet dut accepter la réunion de « Colloques socialistes » ou se retrouvèrent sous la présidence de Brutelle, des membres de la SFIO mais aussi une délégation du PSU, des représentants des clubs, des responsables de la CFTC et du Centre des jeunes Agriculteurs. Cette première esquisse d'un regroupement socialiste allait bientôt être « soufflée » par une

initiative de l'Express qui, dès l'automne 1963, lança la candidature de Gaston Defferre à l'élection présidentielle prévue pour 1965. Cette candidature devait diviser les hommes qui s'étaient rencontrés aux colloques socialistes. Elle débouchait en effet sur une tentative de rassemblement centre-gauche où la SFIO et une partie des clubs allaient se retrouver aux côtés du Parti radical et du MRP. C'était ce qu'on appelait la « grande fédération ».

En soutenant l'opération les « modernistes » de la SFIO se coupaient des autres courants rénovateurs du mouvement socialiste qui préconisaient quant à eux non pas une coalition de centre gauche mais l'union de la gauche. Ils redonnaient en même temps à Guy Mollet une nouvelle capacité de manœuvre car le rapprochement avec le MRP était loin d'être populaire au sein de la SFIO. Mollet fit figure de leader d'une « aile gauche » face à une aile droite « moderniste ». Comme on le sait, la tentative de Gaston Defferre échoua en juillet 1965 à quelques mois de l'élection.

C'est alors qu'apparut François Mitterrand qui bénéficia de l'appui de Guy Mollet et de Waldeck Rochet et de celui, plus tardif, du PSU (lequel avait longtemps espéré que Mendès-France accepterait de se porter candidat). La campagne de 1965 devait bouleverser la plupart des données de la situation française. La politique de l'union de la gauche prenait corps.

La FGDS et le choc de 1968

A la « grande » fédération succéda la « petite » avec la SFIO, le Parti radical, la Convention des Institutions républicaines et quelques clubs de moindre importance. Mitterrand en était le président mais Mollet qui l'avait soutenu demeurait maître de la SFIO c'est-à-dire de l'organisation la plus importante. Aussi les courants qui se tenaient en dehors de la Fédération et, en premier lieu, le P.S.U. cherchèrent à modifier cet état de choses. Ils voulurent rassembler leurs forces puis négocier leur entrée dans la FGDS. Ce fut en 1966 le colloque de Grenoble qui fut marqué par la première intervention publique de Michel Rocard et auxquels assistèrent plusieurs membres de l'aile « moderniste » de la SFIO (dont Gérard Jaquet) et des représentants des clubs puis, en 1967, la conclusion d'un accord électoral entre le PSU et la FGDS. Mais la tentative n'alla pas plus loin car de même que les adhérents de la SFIO avaient renaclé devant la perspective d'une nouvelle alliance avec le MRP, de même les militants du PSU refusèrent le rapprochement avec une fédération encore dominée par la vieille SFIO. Gilles Martinet qui, avec Jean Poperen, Pierre Bérégovoy et Serge Mallet préconisait ce rapprochement fut battu au congrès de 1967 par une coalition conduite par Michel Rocard.

Pendant ce temps François Mitterrand maintenait le cap sur l'union de la gauche et obtenait des résultats électoraux non négligeables. L'union demeurait toutefois fondée sur des accords limités : elle ne disposait pas d'un véritable programme.

Mai 1968 modifie a nouveau tout le paysage. De nouvelles idées et de nouvelles revendications font leur apparition. La FGDS éclate cependant que le PSU se laisse porter par la vague qui l'entraîne tout près de l'extrême-gauche. C'est durant cette période difficile que s'opèrent les reclassements qui vont nous conduire au congrès d'Epinay.

Au sein de la SFIO l'opposition à Guy Mollet se renforce. Brutelle s'était déjà éloigné de lui ; un de ses jeunes lieutenants qui a pour nom Pierre Mauroy prend à son tour ses distances : il a fondé en 1966 une association, le CEDEP, qui regroupe des « modernistes » de la nouvelle génération. Il va maintenant quitter ses fonctions parisiennes pour s'enraciner dans sa région d'origine, le Nord. Après 1968, Mollet comprend qu'il lui faut accepter un changement. L'année suivante, la SFIO opère sa première mue : plusieurs clubs entrent dans le parti dont Alain Savary devient le premier secrétaire. Mais François Mitterrand n'a pas suivi le mouvement. Il voit que Guy Mollet reste le maître du jeu et il ne veut pas se soumettre à son arbitrage. Il n'en développe pas moins ses contacts avec les « modernistes » de la SFIO, c'est-à-dire essentiellement avec Defferre et Mauroy. Ceux-ci sont toujours minoritaires. Mais Mitterrand s'intéresse aussi aux autres éléments qui se manifestent au sein du parti : ceux qui, sous des étiquettes diverses, viennent du PSU et ceux qui ont formé un nouveau club : le CERES.

Les apports du PSU et le CERES

Alain Savary n'avait pas attendu le congrès de 1967 pour quitter discrètement le PSU. Après le congrès, il sera rejoint par Pierre Beregovoy et un certain nombre de membres de l'ancienne majorité de ce parti. Il a son club, l'UCRG et c'est avec lui qu'il entrera en 1969 dans cette SFIO rénovée dont il deviendra le secrétaire général. De vieux amis comme Robert Verdier et Robert Boulloche et des militants comme Jacques-Antoine Gau, Jean-Pierre Cot et Dominique Taddei le soutiennent. Il y a désormais un courant « savariste » dans le parti.

Un autre courant formé lui aussi par des anciens PSU le rejoint, tout en se situant plus à gauche : c'est celui de Jean Poperen qui a également son club l'UGCS.

Ces deux courants sont les alliés du courant Mollet. On pourrait s'en étonner car, dans le passé, ils ont l'un et l'autre vivement combattu le secrétaire général

de la SFIO. Mais en 1969 et encore en 1971, ils considèrent que, malgré ses défauts, Mollet représente la gauche face à des hommes qui ont participé à l'opération de la « grande fédération », c'est-à-dire qui ont préféré le centre gauche à l'union de la gauche. Ce n'est donc pas sur Savary et Poperen que peut compter, du moins dans un premier temps, François Mitterrand, pour renverser définitivement le pouvoir de Guy Mollet.

Reste le CERES, un autre club fondé au sein de la SFIO en 1966 (la même année que le CEDEP de Mauroy). Sur le plan de la doctrine peu de choses séparent ses animateurs (Chartier, Chevenement, Motchane, Sarre, Gomez) du PSU. Mais ils ne croient pas à l'avenir des petits partis. C'est pourquoi ils sont allés à la SFIO et comme ils veulent y faire accepter leur présence, ils confient la présidence d'honneur de leur club... à Guy Mollet. Ce qui ne les empêche pas de demander la négociation d'un programme commun avec le parti communiste, le rassemblement des socialistes et le dégagement du pacte atlantique. C'est avec eux que François Mitterrand, Pierre Mauroy et Gaston Defferre vont jouer la partie du congrès qui s'ouvre le 11 juin 1971 à Epinay.

François Mitterrand est décidé cette fois à prendre le risque d'une fusion entre la Convention des Institutions républicaines et le parti dirigé par Savary. Il s'agit donc d'un congrès d'unification. D'un côté on annonce 60 000 membres, de l'autre 10 000. Les deux chiffres sont sans doute « gonflés ». C'est que chacun sent que la partie va être serrée et veut pouvoir disposer du plus grand nombre possible de mandats.

Le Congrès d'unification

Six motions sont en présence :

— la motion Mauroy-Defferre : elle affirme que la gauche a besoin d'un PS fort et subordonne l'union de la gauche à un certain nombre d'exigences.

— la motion Savary-Mollet : elle est favorable a un dialogue avec le PC mais ne retient pas l'idée du programme commun.

— la motion CERES : elle se prononce pour la négociation de ce programme et lie le thème de l'unité a celui de la rénovation.

— la motion Poperen qui est pour la conclusion d'un contrat de gouvernement avec le PC mais après qu'un débat ait levé les hypothèques.

— la motion de Robert Buron et d'un petit groupe de chrétiens de gauche qui souhaite à la fois l'alliance avec le PC et des actions de masse avec toutes organisations sociales et révolutionnaires.

— la motion Mermaz-Pontillon qui lie la réalisation de l'union à un rééquilibrage de la gauche au profit des socialistes.

A la surprise de Guy Mollet, le courant Mauroy-Defferre et le courant Mermaz-Pontillon acceptent de se rallier à un texte rédigé par François Mitterrand mais dont la motion du CERES a fourni le canevas. La conjonction de ces trois courants permet d'obtenir une légère majorité. La coalition victorieuse emporte 43 sièges au comité directeur (23 partisans de Mauroy, 13 conventionnels et 7 CERES) contre 38 à l'ancienne majorité (28 pour Savary et Mollet et 10 pour Poperen). François Mitterrand est élu premier secrétaire.

De nouveaux apports

Ce renversement de situation va entraîner une série de nouvelles adhésions. En octobre 1971, Gilles Martinet qui est demeuré jusque-là au PSU rédige avec un certain nombre d'amis (Jean Monnier, Jean Rous, Laurent Schwartz, Yves Tavernier, Maurice Combes, J.-F. Kesler etc) un manifeste intitulé : « le socialisme pour aujourd'hui ». La plupart des signataires rejoignent le nouveau Parti socialiste au début de l'année 1972.

La principale vague PSU ne viendra que deux ans plus tard après la campagne présidentielle de 1974 et à l'occasion des Assises du Socialisme avec Michel Rocard, Robert Chapuis, Jean Le Garrec, Patrick Viveret, Michel de la Fournière, François Borella, Jean Verlhac. Elle entraînera dans son sillage des syndicalistes de la CFDT et de la CGT et une partie des adhérents de « Vie nouvelle » et d'« Objectif socialiste » qui formeront ce qu'on a appelé la « troisième composante » des Assises.

Depuis lors le PS n'a plus reçu que des adhésions individuelles. C'est qu'à la seule exception d'un noyau militant qui a estimé devoir rester au PSU tous les courants du socialisme français se trouvent désormais rassemblés en son sein.

Des reclassements se sont opérés. Au congrès de Grenoble en 1973, la majorité d'Epinay a reçu le renfort des « savaristes » et des « poperenistes » cependant que les partisans de Guy Mollet parvenaient de justesse à dépasser la barre de 5 %. Au congrès suivant en 1975 à Pau ils perdirent la possibilité de se faire représenter au Comité directeur. Une cassure se produisit cependant à ce même congrès entre les anciens alliés d'Epinay et le CERES.

Théoriquement, il n'y a donc plus que deux courants dans le parti. Mais la réalité est différente. Le passé pèse sur le présent; aussi n'est-il pas inutile de voir ce que sont devenus les différents éléments qui, sur près de vingt années, ont contribué à faire du mouvement socialiste ce qu'il est aujourd'hui.

Les « courants » actuels

Commençons par celui qui occupe une place prédominante dans l'appareil national du parti : le courant dit des « conventionnels » par référence à l'ancienne Conventions des Institutions républicaines. Son

noyau central est formé par les vétérans de l'UDSR (Dayan, Mermaz) et l'équipe de la campagne présidentielle de 1965 (Claude Estier, Georges Filloud, Marie-Thérèse Eyquem, Paul Legatte, Edith Cresson, André Labarrère, Charles Hernu). Ce sont les militants de la « longue marche », ceux qui sont restés aux côtés de François Mitterrand dans les années difficiles (1968-1971). Se sont joints à eux la plupart des anciens « mendésistes » et les jeunes enseignants de « Démocratie et Université » (fondé en 1967). C'est sous le couvert de cet organisme associé du PS que se tiennent aujourd'hui la plupart des colloques et que se diffusent la plupart des publications « conventionnelles ».

Au cours de ces deux dernières années un « sous-courant » plus « unitaire » et plus marxisant s'est constitué au sein du groupe des conventionnels. Il est animé par Pierre Joxe, André Laignel, Louis Mexandeau etc. et il publie un périodique « Pour l'Union ». Il est difficile de mesurer son influence car lorsqu'une divergence apparait à l'intérieur du courant (à propos des rapports avec le PC ou à propos des perspectives européennes) la fidélité à François Mitterrand l'emporte presque toujours sur les réticences que suscite tel ou tel aspect de sa politique.

C'est d'ailleurs, d'une manière générale, la puissante personnalité de François Mitterrand qui a attiré et continue à attirer dans la mouvance « conventionnelle » des militants venus au PS au moment d'Epinay (comme Lionel Jospin) ou plus tardivement.

Aussitôt après les « conventionnels », viennent (toujours au niveau de la direction du parti) les ex-SFIO. Ceux qui ont des responsabilités importantes ont tous appartenu au courant « moderniste » qu'ils soient proches de Mauroy ou proches de Defferre. Les ex-molletistes sont soit écartés (Fuzier, Piette) soit ralliés (Delelis). Les récentes élections municipales ont montré cependant qu'il existait des sensibilités assez différentes parmi les anciens de la SFIO sur le problème de l'alliance avec les communistes. Les amis de Pierre Mauroy tiennent, de temps à autre, des réunions discrètes mais ils n'ont pas de publications propres. Leur organisation se confond avec celle de quelques grandes fédérations.

Le courant « savariste » n'a pratiquement plus d'existence. Il reste des liens d'amitié entre ceux qui l'ont jadis formé. On peut, seulement parler d'une communauté d'idées, entre un certain nombre de jeunes députés ex-« savaristes » ou ex-conventionnels comme Jean-Pierre Cot, Jacques-Antoine Gau, Charles Josselin, Louis Le Pensec et des membres du comité directeur comme Dominique Taddei et Jean-Pierre Worms.

Le courant « popereniste », appelé par ses partisans « courant unitaire de lutte de classe » continue, en revanche, à se manifester. Il a un club, l'ERIS qui tient des colloques, publie des cahiers, et diffuse un bulletin régulier : « Synthèse-Flash ». Mais l'influence de ce courant n'est plus ce qu'elle était au moment du congrès d'Epinay. Il semble que Jean Poperen soit aujourd'hui surtout soucieux de travailler en étroite liaison avec les « conventionnels » et de se fondre dans « la majorité de la majorité ».

La rencontre des Assises pour le Socialisme (automne 1974) puis la présentation au congrès de Pau (janvier 1975) d'un « amendement Martinet » qui a recueilli 15,5 % des voix a fait apparaître un nouveau courant qu'on a nommé tour à tour « courant des Assises » ou « courant de l'amendement ». En fait, une grande partie des adhérents du PS qui ont approuvé l'amendement ne viennent pas des assises et Gilles Martinet n'a jamais souhaité constituer, à partir de cet épisode de 1975, une tendance permanente. De son côté, Michel Rocard (qui n'a pas voté l'amendement) s'est opposé à ceux de ses amis qui voulaient se structurer en courant. C'est ainsi qu'il a refusé de participer à la rédaction du « Manifeste » qui a, pendant un certain nombre de mois, reflété les points de vues d'anciens membres du PSU venus au PS à la suite des Assises.

Le CERES se distingue de tous les autres courants par son organisation et ses méthodes d'action mais aussi par les contraintes que lui imposent la logique minoritaire. Au lendemain d'Epinay, le CERES se voulait l'axe véritable du Parti, l'inspirateur de sa doctrine et de sa stratégie. Le choix de Pau l'a conduit à jouer le rôle d'une opposition de gauche, toujours prête à dénoncer les « dérives » de la majorité. L'attitude critique a pris plus d'importance que les propositions positives. Le noyau dirigeant du CERES demeure constitué par les chefs « historiques » (Chevenement, Sarre, Guidoni, Motchane, Charzat) mais la base militante et, par dessus tout, la base «électorale » est devenue beaucoup moins homogène. Il faut désormais gérer un capital de mécontentements, d'inquiétudes et d'aspirations très diverses.

Cette photographie des courants actuels du Parti pourra paraître partiale à certains. Nous l'avons voulue aussi vraie que possible. Il reste que les courants ne se définissent pas seulement par leur histoire mais par leurs positions présentes. Sont-elles aussi opposées qu'il peut le paraître à certains moments? N'existe-t-il pas beaucoup de faux clivages et beaucoup de procès d'intention? C'est l'une des questions qui est posée au congrès par la lettre de François Mitterrand.

François LECUYER

Le PS vu par ses observateurs

Chaque quotidien comme chaque hebdomadaire charge l'un de ses rédacteurs de suivre plus particulièrement l'action du Parti socialiste.
Ces journalistes ne se contentent pas d'assister aux conférences de presse et aux Congrès. Ils rencontrent souvent les dirigeants du PS et les animateurs de ses tendances. Ils effectuent aussi des enquêtes dans les fédérations. C'est ainsi qu'ils se font une certaine idée du Parti socialiste.
Celui-ci est, à son tour, influencé par leurs articles, qui mêlent fréquemment l'information et le commentaire. C'est particulièrement vrai pour les rédacteurs des journaux les plus lus par les adhérents du PS : le Nouvel Observateur (Franz-Olivier Giesbert), le Point (Danièle Molho), et Politique Hebdo (Hervé Hamon) pour les hebdomadaires; Le Monde (Thierry Pfister), Le Matin de Paris (Alexis Liebaert) et le Quotidien de Paris (Didier Buffin) pour les quotidiens.
Nous avons demandé à ces six journalistes de répondre à des questions qui nous paraissent particulièrement importantes pour l'avenir du PS. Nous avons ainsi placé celui-ci devant six miroirs. Ils ne nous ont pas renvoyé tout à fait la même image...

1) Quels sont actuellement les atouts majeurs du Parti socialiste?

Thierry PFISTER :

En premier lieu sans doute les erreurs des autres forces politiques. En second lieu le fait qu'il apparaît comme l'outil indispensable de tout changement réel et comme le creuset où se forme une nouvelle génération de cadres politiques.

Franz-Olivier GIESBERT

— J'en vois beaucoup. D'abord, un rayonnement électoral qui fait du PS le premier parti de France, avec cette « locomotive » qu'est François Mitterrand. Ensuite, une ligne politique claire axée sur l'Union de la gauche. Puis, une aptitude évidente à gouverner demain le pays avec un programme cohérent et des hommes compétents, comme Michel Rocard. Mais je crois que l'atout majeur du PS aujourd'hui est que, d'une certaine façon, l'idéologie dominante devient peu à peu socialiste, dans le pays.

Alexis LIEBAERT :

— La personnalité de François Mitterrand qui a sû incarner le renouveau du socialisme français.
Sa diversité idéologique qui en fait un lieu de rencontre privilégié pour les différentes sensibilités de la gauche non communiste. Chrétiens de gauche séduits par la générosité de ses idées, cadres attirés par « l'idéologie technicienne » de certains de ses responsables, tous s'y trouvent à l'aise.

Didier BUFFIN :

— C'est le seul parti à présenter une solution de rechange gouvernementale crédible et un leader politique de taille historique. Je vois par ailleurs, l'usure de la droite, l'adéquation entre la volonté populaire de changement et ce qu'elle semble réclamer, la puissance de rassemblement de tous ceux qui ne sont ni du PC ni de la droite.

Danièle MOLHO :

— La faiblesse des autres. Le besoin d'alternance. Le fait que le PS est devenu crédible, notamment sur le plan économique.

2) Quels sont ses points faibles?

Thierry PFISTER :

— L'ambiguïté de sa politique : prépare-t-il une gestion social-démocrate ou un processus de rupture avec l'organisation sociale actuelle? Cette ambiguïté a permis de rassembler un électorat composite dont l'homogénéité n'est pas assurée lorsque surgiront les premières difficultés. Cette hétérogénéité se retrouve en outre au sein même du PS.

Franz-Olivier GIESBERT

— Le principal point faible me

paraît être la sous-représentation ouvrière au PS. Car le PS ne peut prétendre être le parti des travailleurs quand ses états-majors sont composés, pour l'essentiel, d'anciens élèves de l'ENA ou d'agrégés de lettres. Certes, les « énarques », mitterrandistes » ou CERES, sont nécessaires au Parti auquel ils apportent leur technicité. Mais ils ne sont pas représentatifs de la France des usines. Cette distorsion entre la sociologie des cadres (ou des militants) socialistes et celle du « pays réel », risque, à terme, d'être dangereuse.

Autre point faible : l'hétérogénéité de la doctrine du PS. Mais je pense que, sur ce plan, des progrès ont été faits dans la voie de la cohérence.

Alexis LIEBAERT :

— Ses points faibles : une analyse théorique trop floue — mais c'est peut-être le prix de la diversité — et le manque de formation politique de nombre de ses adhérents.

Sur le plan structurel, un nombre de militants insuffisant, une implantation trop superficielle dans les entreprises et la faiblesse de l'organisation en général. Autant de points qui pèsent lourd dans le rapport de force avec le PC.

Didier BUFFIN :

— Les atouts du PS sont aussi ses points faibles.

Danièle MOLHO :

— Ses vingt ans d'opposition. Le fait qu'un nombre infime de ses cadres actuels aient une expérience effective des problèmes du pouvoir.

Hervé HAMON

— Des atouts pour gagner quelle partie? L'appréciation des bonnes ou des mauvaises cartes varie selon la fin considérée, c'est pourquoi je ne saurais dissocier les deux questions posées. Ce qui est utile pour occuper l'hôtel Matignon (une solide assise institutionnelle, un flou idéologique qui séduit les nouvelles couches salariées, un personnel politique « compétent », un chef charismatique) peut atténuer ou différer la volonté d'engager la transition au socialisme. Non certes que ces deux objectifs soient contradictoires entre eux — les raccourcis de l'après-mai ne sont plus guère de mise. Mais aux questions qui me sont adressées, j'oppose cette question préalable que veut, finalement, le PS? Autrement dit : possède-t-il une théorie du changement, de la rupture, de la transition?

Je crains, en tout cas, que l'état-major du PS n'ait tendance à considérer comme des handicaps ce qui — bien exploité — me semble source de richesse. L'absence d'homogénéité du Parti n'est-elle pas conséquence autant que cause de son extrême fragilité? N'est-on pas enclin à réduire les fractures internes en désarmant les militants plutôt qu'en les armant politiquement? La méfiance territoriale, ne traduit-elle pas des préoccupations plus politiques que disciplinaires? Le régime de monarchie élective qui caractérise le PS (mieux vaut au demeurant, un prince éclairé qu'un secrétaire besogneux) contribue-t-il à le renforcer ou bien favorise-t-il les intrigues de cour au lieu des confrontations claires? Enfin, le souci — légitime — du « réalisme », de la « crédibilité », ne conduit-il pas à glisser de l'indispensable appréciation des contraintes prochaines à la justification, avant même l'expérience, de renoncements anticipés? a u fond, le talon d'Achille du PS est peut-être bien, paradoxalement, une confiance insuffisante en lui-même.

3) Pensez-vous que l'avance prise par le PS sur le PCF, dans le domaine électoral, va se poursuivre, se réduire ou demeurer ce qu'elle est aujourd'hui?

Thierry PFISTER :

— Le PS maintiendra sans doute son avance jusqu'aux élections législatives. La suite en revanche n'est pas assurée. Cela dit un journaliste n'est pas une pythie.

Franz-Olivier GIESBERT

— Le PS est aujourd'hui dans une phase d'ascension. Il faudrait vraiment un événement imprévu pour qu'elle soit stoppée net dans les mois qui viennent. Finalement, pour reprendre du terrain, le PCF ne peut que tabler sur les divisions internes des socialistes après la victoire ou sur leur échec au gouvernement. Bref, il lui faut, au moins, attendre les chrétiens.

Alexis LIEBAERT :

— L'avance va probablement se poursuivre, mais à un rythme moins rapide. Les élections municipales ont montré que l'union profite aux deux partis et le PC semble bien accroché derrière la « locomotive » PS. En outre, l'habitude de voir leurs villes gérées par des maires communistes conduira sans doute de nombreux électeurs à voter pour les candidats du PC aux prochaines élections législatives.

Didier BUFFIN :

— Disons que l'écart électoral constaté actuellement devrait se stabiliser. Le schéma suivant est en effet plausible : poursuite de la montée du PS, continuation du décollage du PC déjà enregistré aux municipales.

Danièle MOLHO :

— Je pense que le PC va se maintenir dans son score actuel. L'avance du PS va se poursuivre, notamment parce que le parti socialiste va prendre des voix au centre et à droite.

Hervé HAMON

— Il faut, je crois, distinguer entre le résultat possible ou probable des élections législatives et les évolutions qui s'amorceront après, à l'épreuve du pouvoir. Je ne vois pas pourquoi, aux législatives, le PS n'obtiendrait pas confirmation de sa prodigieuse

avancée, de son statut de « premier parti de France ». Reste qu'aux municipales, la surprise a été créée par le PC, qui a (enfin) « décollé », et par l'émergence d'une gauche extra-parlementaire (écologistes et extrême-gauche). Ce phénomène est révélateur de ce qui peut se produire après 1978. Partagé entre la nécessité de tenir le coup en période de crise économique, le désir sincère d'opérer des changements, et le besoin de conserver la confiance des nouvelles couches moyennes (que Giscard rêvait de conquérir par le verbe et que Chirac entend décrocher « à chaud »), le PS sera sur la corde raide. Il n'est pas impossible qu'il ait, d'ores et déjà, « mangé son pain blanc ».
Remèdes? 1. Une réflexion sérieuse sur la nature et le contenu de l'Union de la gauche. S'il est payant, pour l'instant, de la traiter comme une pure et simple alliance électorale, ce sera tout le contraire une fois au pouvoir. 2. Un débat avec l'extrême-gauche et avec les écologiestes (l'électorat « vert » s'est autant prononcé contre une certaine image de la politique que contre le massacre de l'environnement). Comme l'a judicieusement souligné Michel Rocard, dans le **Matin de Paris,** cette confrontation est urgente. Il y va non seulement des « menaces » de « débordement », mais du possible surgissement d'une ultra-gauche prenant de court les « gauchistes » eux-mêmes (que l'on songe à la situation italienne)...

4) Des divergences se sont manifestées au sein du PS sur un certain nombre de problèmes :
— Le fonctionnement de la démocratie interne et le jeu des tendances.
— Les rapports sur le parti communiste et, d'une manière générale, l'équilibre à établir entre l'affirmation de l'identité du PS et le renforcement de l'Union de la gauche.
— Le projet autogestionnaire et son impact réel sur la politique du parti.
— La manière de réaliser les nationalisations.
— La politique internationale et plus particulièrement l'élection du parlement européen au suffrage universel.
— La politique militaire et essentiellement l'éventualité du maintien d'une force de frappe française :
a) Quelles sont, selon vous, les divergences les plus sérieuses, celles qui sont susceptibles de peser lourd sur l'avenir du parti?
b) Avez-vous observé d'autres points de désaccord?
c) Dans quelles mesures ces divergences recouvrent ou ne recouvrent pas les frontières des différentes tendances et « sous-tendances » qui existent dans le parti?

Thierry PFISTER :

— a) Les trois divergeances essentielles me semblent être :
— le fonctionnement de la démocratie interne
— les rapports avec le PCF
— la politique européenne.
b) Une divergence publique existe en ce qui concerne le rôle respectif du marché et du plan.
c) Ces divergences correspondent pour l'essentiel aux frontières entre tendances et « sous-tendances » du PS. C'est ce qui fait leur importance et explique la « fragilité » apparente du PS.

Franz-Olivier GIESBERT

L'affaire des « tendances », c'est la surface des choses. Il est clair que le PS ne peut succomber à la « fractionnite » et se laisser transformer en PSI bis. Je pense qu'il y a un certain consensus, parmi les militants, pour que disparaissent « les partis dans le parti. » Le psychodrame à propos de la « mise au pas » ne concerne, à mon sens, que les états-majors de la minorité ou de la majorité du parti.
La question de la « démocratie interne », elle, est plus importante parce qu'elle recouvre un autre débat, le grand débat de la gauche — entre centralisateurs et décentralisateurs. Certains socialistes estiment que, pour mieux résister à la droite et au patronat, il faut tout centraliser — à commencer par le parti. Question d'efficacité. Ces héritiers du jacobinisme cèdent à la tentation étatique. Ils ne manquent pas d'arguments : les « monstres froids » du capitalisme sont encore puissants.
Mais d'autres socialistes, au contraire, pensent que, pour « changer de vie », il faut décentraliser, changer les rapports sociaux dans l'entreprise et diffuser très vite les responsabilité à tous les niveaux. Ceux-là viennent généralement de la CFDT ou du PSU. Ils ont le mérite, à mon sens, d'avoir entamé une réflexion sur le pouvoir.
Faut-il dramatiser ce débat? Je ne le crois pas. C'est de la dialectique que naîtront, comme toujours, les solutions. Quant aux autres divergences — sur la force de frappe, sur l'Europe, etc. —, elles me paraissent plus théoriques qu'opérationnelles. Elles s'effaceront probablement à l'épreuve des faits.

— Oui, sur l'écologie. Je crois qu'une fraction non négligeable de militants à une sensibilité « anti-nucléaire ». Ce qui n'est pas le cas des responsables, de la majorité ou de la minorité, du PS.

— Non, les divergences ne recouvrent pas les frontières des courants ou sous-courants du PS. Au contraire : les clivages passent à l'intérieur même des tendances. Au CERES comme dans les différentes « nuances » de la majorité, vous trouvez tout à la fois, des centralisateurs et des autogestionnaires ou des écologistes et des anti-écologistes. Pourquoi? Peut-être parce que les tendances organisées sont surtout des conglomérats de fidélités, d'amitiés voire d'ambitions.

Alexis LIEBAERT :

a) — Les rapports avec le Parti communiste, parce qu'ils conditionnent le succès d'une politique de gauche en France. S'ils venaient à se détériorer gravement, l'échec ne serait pas loin. Or, face à l'échec, les partis les plus cohérents politiquement risquent de se briser. A plus forte raison les autres.
— La démocratie interne : elle seule permet à cette diversité idéologique, qui fait la force du parti — de se manifester. Et donc, au PS, d'élargir son audience.
— La manière de réaliser les nationalisations : elle sera le test de la volonté de rupture avec le capitalisme des dirigeants socialistes. Test aussi de leur attachement au projet auto-gestionnaire. Elle conditionnera donc le soutien que le parti socialiste obtiendra (ou n'obtiendra pas) de cette nouvelle gauche marquée par les idées de mai 68.
— Oui, mais moins déterminants.
— Elles les recouvrent assez bien, ce qui prouve que les « courants du parti » ont une existence véritable —, puisqu'ils sont le reflet de différences théoriques et stratégiques —, et que leur apport est indispensable à la réflexion du parti socialiste.

Didier BUFFIN :

a) — L'équilibre entre l'affirmation de l'identité du PS et le renforcement de l'Union de la gauche. L'armée. La politique économique d'un pouvoir de gauche.
b) — Les désaccords personnels qui se greffent sur tous ces points.
c) — Ce qui est dangereux, par delà les divergences entre courants, c'est la mise en sourdine de débats gênants, souvent le faux unanimisme... Que se passera-t-il en 78?

Danièle MOLHO :

a) — Le fonctionnement de la démocratie interne et le jeu des tendances.


MAGNUM

Des menaces de débordement?

Le projet autogestionnaire.
La manière de réaliser les nationalisations.
b) — La succession de François Mitterrand en cas de victoire de la gauche aux législatives et, bien sûr, également en cas d'échec.
c) — Le rôle du PS : le PS doit-il rassurer à tout prix ou bien doit-il prendre à son compte toutes les espérances et les mécontentements accumulés depuis des années?

Hervé HAMON :

a) — Je n'établirai pas de hiérarchie entre des problèmes qui s'emboîtent les uns dans les autres. Le seul critère de classement me paraît être la manière dont certaines questions servent

de révélateur. Et à cet égard, *dans l'immédiat,* l'affaire européenne — dont il est hautement significatif qu'elle ne passionne pas la base du PS — s'annonce cruciale. A mon sens, elle contient toutes les autres interrogations : socialisme ou social-démocratie, autogestion des entreprises ou supplément d'âme de la rationalité industrielle, armée populaire ou armée de tutelle, compromis « historique » ou — selon une expression du CERES — compromis « géographique ». On sait que Brandt conçoit le parlement européen élu au suffrage universel comme une « constituante » (manière probablement, de hausser diplomatiquement la barre). Traduisons : est-il possible de construire un socialisme dans une société industrielle avancée dépendante de l'impérialisme ou de ses relais?

b) — Il est un point sur lequel on s'exprime peu, au PS, depuis les Assises du Socialisme et la convention sur l'autogestion : c'est l'analyse de l'Etat. Ce demi-silence recouvre des divergences inavouées ou inavouables. Divergences sur la relation entre les institutions et le mouvement de masse sous un gouvernement de gauche — on s'aperçoit là, comme je le disais plus haut, qu'une théorie de la transition fait défaut. Divergences sur la nature de l'autogestion, tantôt conçue comme catalogue de mesures immédiates, contre-poids éthique aux rigueurs du temps, tantôt comme horizon lointain de notre culture (en remplacement de cet horizon, évanoui, selon certains, que fut le marxisme).

c) — A l'évidence, l'information circule peu et mal au sein du PS. Elle ne parvient souvent aux militants que par le truchement d'organes extérieurs, ce qui investit les journalistes d'une fonction quelque peu abusive. D'une certaine manière, ce questionnaire lui-même est un détour pour exprimer indirectement des critiques tactiquement difficiles à avancer de but en blanc. Dans ces conditions, le jeu des tendances ou des courants apparaît nécessairement sommaire ou simplicateur. Mais, en retour, il serait sommaire et simplificateur de mettre ces carences au compte de la presse d'une part, des courants d'autre part. N'est-ce pas plutôt le Parti qui, faute d'un fonctionnement démocratique suffisamment intense, provoque ce qu'il dénonce? Et, si les courants venaient à se dissoudre, serait-ce à l'avantage d'un décloisonnement véritable, ou bien d'un morne dilution? La question européenne, par exemple, révèle que, si le clivage entre majorité et minorité n'est qu'un arrangement de congrès, la réalité des tendances est indéniable. Que convient-il, dès lors, de modifier : le partage du pouvoir ou le droit à l'existence des courants?

RAPHO.



Le congrès le plus triomphal pour François Mitterrand?

5) — Quels sont, à votre avis, les principaux enjeux du congrès de Nantes?

Thierry PFISTER :

Le PS doit d'abord remporter une victoire sur lui-même s'il veut être à même d'assumer les conséquences de son éventuelle victoire électorale.

Franz-Olivier GIESBERT

Préparer le Parti au enjeux de 1978.

Alexis LIEBAERT :

L'enjeu du congrès de Nantes paraît évident : dégager une cohérence politique — sans pour autant normaliser le PS — à quelques mois d'une probable arrivée au pouvoir.

Didier BUFFIN :

La cohésion du PS, son renforcement pour 78, bien sûr, mais son unité pour après.

Danièle MOLHO :

Les jeux sont faits. Ce sera le congrès le plus triomphal de François Mitterrand. Il y fera ce qu'il voudra. Il mettra sur orbite la « structure du parti » qui sera en place si la gauche est appelée à assurer des responsabilités gouvernementales.

Hervé HAMON

L'enjeu du congrès de Nantes, c'est qu'il ait lieu. Je veux dire : qu'on assiste à un débat, pas à un combat de nègres dans un tunnel et à la célébration d'un consensus préfabriqué. Ce serait décevant et ce serait dangereux. En revanche, si le PS parvient à unifier son discours sur l'Europe, sur l'Etat et la transition, sur l'Union de la gauche et le programme commun, sur ce qui est souhaitable et ce qui est possible, alors la partie deviendra fort intéressante. □

La victoire de Liu Shao-Ch'i

La chute de Chiang Ch'ing, la veuve de Mao Tsé Toung, et la réhabilitation de Teng Hsiao-p'ing est selon toute probabilité bien accueillie par les masses chinoises. Ce fait apparemment étonnant pour des Occidentaux est analysé ici par Lucien Bianco, co-auteur du livre « Regards froids sur la Chine » (1).



GAMMA

Dazibao contre Chiang Ch'ing.

Qu'est-ce qui m'autorise à postuler l'approbation du Coup d'Etat d'octobre par les masses chinoises, alors qu'un pouvoir qui n'a pas changé de nature s'emploie à les manipuler aujourd'hui comme il le faisait hier et qu'il les entraîne dans des manifestations et dénonciations dont la cible seule a changé, le style et le rituel s'inscrivant au contraire dans une tradition bien rodée?

Distinguons d'abord l'approbation après coup de la participation à l'événement. Il va de soi que les masses n'ont pas été consultées en octobre dernier : comme d'habitude, seuls les membres de l'oligarchie militaire et civile avaient voix au chapitre. La grande majorité d'entre eux étaient hostiles à la « bande des quatre », mais les oligarques minoritaires n'en étaient évidemment que plus pressés de prendre l'offensive : même entre les pairs du régime, il était exclu qu'une procédure « démocratique » réglât le différend. Dans ces conditions, ce qui a permis à Hua-Kuo-Feng de réussir son coup d'Etat des 6 et 7 octobre derniers, c'est tout simplement le soutien de l'armée. Ce qui veut dire, bien sûr : le soutien des chefs de l'armée, en premier lieu le général Ch'en Hsi-Lien, qui commande la région militaire de Chine du Nord et contrôle donc la garnison de Pékin (de la même façon, classer la milice parmi les forces favorables aux « Quatre » signifie seulement que Chiang Ch'ing et ses amis en ont le commandement; Affirmer que Shanghaï était un bastion de la « gauche » revient à dire que les secrétaires du parti placés à la tête de la grande métropole soutenaient la « bande des quatre »; etc.).

Courageux mais pas fous

Non seulement donc les masses ne peuvent intervenir dans le combat entre les « tigres », mais elles n'ont même pas la possibilité de compter les points — ou les pertes, et de s'en réjouir — puisqu'elles ne sont, en règle générale, informées qu'après coup, et toujours par le vainqueur. Il ne s'ensuit aucunement qu'elles soient indifférentes à l'issue de la lutte intra-bureaucratique. Celle-ci les concerne, en effet, au premier chef : ce n'est pas du tout la même chose d'être mangé à la sauce maoïste ou à la sauce de Teng Hsiao-p'ing. Tous les témoignages des derniers mois confirment que loin de s'en tenir à fournir la claque (requise évidemment), les masses ont apporté une adhésion allègre à l'élimination de la femme la plus détestée du pays. A six mois d'écart, quel contraste entre les manifestations du printemps dernier, où l'on ânonnait les textes officiels dénonçant le capitaliste non repenti Teng Hsiao-p'ing, et celles de l'automne, où l'on innovait et rivalisait d'invectives contre Chiang Ch'ing!

(1) Ed. du Seuil.

Les masses chinoises ne se sont pas contentées de célébrer dans la joie la chute de Chiang Ch'ing et de son clan. Elles ont à l'occasion débordé les consignes du pouvoir : invitées en janvier dernier à célébrer l'anniversaire de la mort du Chou-En-Laï, elles en ont profité pour demander le retour de Teng Hsiao-p'ing au pouvoir et pour critiquer certains dirigeants toujours en place qui ont, en avril, 1976 participé à la dénonciation de Teng et à la répression des manifestations de la place Tien-an-men. Courageux, mais pas fous, les manifestants se sont bien gardés de s'en prendre à Hua Kuo-feng, compromis lui aussi dans la campagne anti-Teng. Mais la tournure prise par ce second hommage posthume à Chou-En-Laï a représenté pour Hua une mise en cause indirecte et une menace : tout comme le premier hommage (celui d'avril 1976) avait mis en cause et menacé Mao et le maoïsme.

L'hostilité, que je postule très générale, au courant maoïste risque d'être motivée avant tout par une immense lassitude : quelque chose, en somme, d'un peu comparable à ce qu'éprouvait le peuple russe en 1923-1924, au moment où Staline cherchait à le séduire en brandissant le slogan du « socialisme dans un seul pays » afin de mieux perdre un Trotsky chargé du boulet de la révolution permanente. En Chine, les plus âgés seulement ont connu les épreuves de la guerre civile et de la guerre sino-japonaise, mais les jeunes comme les moins jeunes sont fatigués (c'est un euphémisme) du retour périodique des « campagnes » (*yun-tung*) et mobilisations de masse, bref des remises en cause perpétuelles du train-train quotidien. C'est l'instabilité qui est associée au maoïsme, la stabilité à l'anti-maoïsme. Le peuple chinois demande qu'on le laisse en paix et libre de produire ; il veut aussi recevoir sa part des dividendes du développement. En somme ce qu'il souhaite, c'est le retour à la politique pratiquée à la veille de la révolution culturelle, la politique incarnée par Liu Shao-ch'i, le président de la république destitué, et par... Teng Hsiao-p'ing : priorité au progrès économique, compromis par toutes les initiatives qui bouleversent l'ordre et la continuité.

La popularité dont Chou-En-Laï a bénéficié pendant les dernières années de sa vie (et sa popularité posthume) ne s'expliquent pas autrement. Si elle était due principalement à son caractère affable et conciliant, il resterait à rendre compte de la réelle popularité d'un Teng Hsiao-p'ing, qu'on nous présente d'ordinaire comme cassant et intransigeant, voire arrogant. Je crois que c'est tout simplement une politique (la ligne Liu) qui est plébiscitée à travers les personnes de celui (Teng) qui l'a toujours incarnée, comme de celui (Chou) qui l'a remise en honneur après la révolution culturelle, en se gardant, selon son habitude, de le crier trop fort. Chou a d'abord eu le mérite de survivre : c'est vraisemblablement pour ménager sa survie politique qu'il a choisi, au début de la révolution culturelle, de soutenir la faction Mao-Lin-Piao. Qu'il ait été dicté par l'opportunisme ou par la volonté de rester à son poste afin de limiter les dégâts, ce choix a permis à Chou-En-Laï de jouer en 1967, un rôle décisif (moins décisif évidemment que celui de l'armée, mais cent fois plus important que celui du tandem Mao-Lin), dans la préservation du régime, puis, sa stature ayant du coup grandi, d'en profiter pour freiner ou saboter dans les années de l'après-révolution culturelle les relances maoïstes de la révolution par en haut. Cela, seul Chou-En-Laï était en mesure de le faire, si bien que ce personnage ondoyant et insaisissable a fini par devenir le symbole de l'anti-maoïsme. Confirmation ultime : lors d'une de ses dernières apparitions en public (en janvier 1975, devant l'Assemblée nationale populaire), Chou En-Laï a repris à son compte de façon très explicite le programme de modernisation économique qu'appelait de ses vœux la très grande majorité du peuple chinois.

Les stigmates de l'obscurantisme

En soi, un programme de modernisation économique n'est pas nécessairement révolutionnaire, ni même de gauche : témoin l'ambition de Georges Pompidou ou le bilan du Second Empire, en France. Les maoïstes ne se sont pas fait faute d'opposer le développement économique style Liu ou Teng (ou Chou, mais cela ils se gardaient de le dire) à la préservation de la ferveur révolutionnaire et d'un minimum d'égalité sociale. Ils n'avaient, bien sûr, pas complètement tort : leur diagnostic, leurs inquiétudes, leurs critiques mêmes étaient souvent fondées. Ce qui l'était moins, ce sont les remèdes ou les échappatoires qu'ils préconisaient. Sans revenir sur les contradictions inhérentes au maoïsme (puisque fort heureusement ce n'est plus le maoïsme, mais une démaoïsation encore balbutiante qui est à l'ordre du jour en Chine), je me contenterai pour l'instant d'affirmer que la chute de Chiang Ch'ing et de ses partisans a au moins évité le pire. C'est en cela que le coup d'Etat d'octobre est une très bonne chose : il a débarrassé le peuple chinois de ses dirigeants les plus mal inspirés et parfois les plus funestes.

D'abord, en effet, la coterie maoïste était un peu une caricature du grand homme auquel elle devait une influence tout à fait disproportionnée à ses mérites et à sa représentativité. Comme toute caricature, elle était à la fois fidèle et infidèle à l'original : elle en accentuait les traits inquiétants ou repoussants, sans les corriger comme chez Mao lui-même par d'autres traits plus rassurants, voire émouvants.

Parmi ces traits accusés sur le visage de Chiang Ch'ing, mais discernables également sur la face débonnaire de Mao, repérons au moins les stigmates de l'obscurantisme triomphant. Certitudes sommaires et fermeture au monde extérieur sont à l'origine de bien des prises de position réputées maoïstes. Elles donnaient même fréquemment son originalité à la variante maoïste d'une position ou d'un sentiment partagés par tous, comme par exemple le nationalisme. Aucun dirigeant de la Chine populaire qui ne soit d'abord un fervent nationaliste (et subsidiairement — mais pas toujours — un communiste internationaliste), mais les maoïstes ont plutôt tendance à être xénophobes et chauvins.

Plus fidèles à la tradition de fermeture aux influences étrangères qu'a longtemps réussi à maintenir l'«empire du milieu », Mao et les maoïstes, ces infatigables pourfendeurs du confucianisme, demeuraient en outre les dirigeants les plus confucéens de la Chine populaire : non seulement parce que, plus ethnocentriques que leurs adversaires, ils étaient moins dégagés de la tradition culturelle dominante en Chine, mais aussi tout simplement parce qu'ils souscrivaient à la notion confucéenne que l'homme est malléable, qu'il suffit de l'éduquer de façon correcte pour l'orienter vers le bien, et de contrôler la production artistique et littéraire pour le maintenir dans la bonne direction. Mao a insisté sans relâche sur l'importance extrême de l'éducation, une éducation qui devait se garder de fabriquer des têtes trop pleines. A la différence toutefois des cervelles frottées de tout que souhaitait Montaigne, les têtes bien faites selon Mao doivent être préservées des influences pernicieuses qui menacent leur pureté : pureté révolutionnaire, mais aussi nationale et même... paysanne. L'attachement de Mao à la terre chinoise procède un peu



MAGNUN/HENRI CARTIER/BRESSON

L'influence maintenue de la tradition confucéenne.

de ce que sous d'autres latitudes on nomme l'esprit de clocher. Il est symbolique que Mao, légitimement soucieux de rappeler que la foi déplace les montagnes, se soit tout naturellement référé à la figure familière en Chine de Yukong (que des cinéastes lui ont, à leur tour, empruntée) (1) et qu'il ait choisi d'exalter la superbe ignorance de cet entêté. On flaire parfois dans la pensée-Mao-Tsé-Tung comme un relent de poujadisme hunanais.

Procédés ubuesques

Ce qui précède est une illustration partielle des aspects conservateurs, voire réactionnaires d'un courant qui passe pour incarner la gauche sur l'échiquier politique chinois. Il serait tout aussi erroné de le classer à droite (à d'autres égards le maoïsme a effectivement véhiculé une contestation de gauche, et s'il est vraisemblable qu'on va pour un temps s'efforcer de les oublier, les problèmes soulevés par Mao et les siens se reposeront d'eux-mêmes). Reste que mi-réactionnaire, mi-prophétique, le maoïsme était devenu le principal obstacle à la transformation de la société chinoise naguère entreprise sous l'égide de Mao lui-même.

La persistance des procédés ubuesques d'élimination des adversaires politiques n'en constitue pas moins la manifestation qu'aucune transformation du système politique n'est actuellement à l'ordre du jour. Les attaques dirigées contre Chiang Ch'ing volent aussi bas que celles qu'elle orchestrait naguère. Le culte du chef demeure, les mensonges les plus éhontés continuent d'être servis au peuple. Sous Mao, on accusait Teng Hsiao-p'ing d'avoir manigancé les manifestations de la place Tien-an-men. Aujourd'hui, on feint d'y voir un complot des Quatre, dont chacun sait pourtant qu'ils étaient les premiers visés par le mouvement. Une campagne récente rendait le neveu de Mao (Mao Yuan-hsin) et « la bande des Quatre », à laquelle il était affilié, responsables des difficultés économiques du Nord-Est (l'ancienne Mandchourie). Quelques mois plus tôt, une campagne en tous points similaire avait mobilisé les habitants de la même région, mais c'était alors pour vanter les progrès constants obtenus sur le front économique. L'ironie de la situation n'échappe pas, bien sûr, aux

(1) Je me permets de renvoyer à la méchante critique des films de Joris Ivens et Marceline Loridan que j'ai publiée dans *Esprit* (juin 1976) sous le titre : « La Chine en quatre chromos ».

« manifestants » : si les difficultés persistent et qu'il n'y ait plus de bouc émissaire disponible, ils sont prêts à incriminer demain le climat tropical de la Mandchourie.
Pour l'essentiel, le régime n'a pas changé de nature : il faut se garder d'exagérer la portée de signes tels que le très timide dégel constaté depuis que Chiang Ch'ing n'a plus la haute main sur les arts et les lettres. Le seul changement significatif risque d'être le renforcement du rôle de l'armée, à peine masqué par le colosse aux pieds d'argile (Hua Kuo-feng) qui barre l'horizon. Encore l'administration de la Chine par une junte militaire serait-elle préférable à ce qu'eût représenté un gouvernement maoïste. L'élimination des pires héritiers possibles de Mao, c'est-à-dire les héritiers selon son cœur : on en revient toujours là, c'est à cela que se ramène la peu exaltante « bonne nouvelle ».

Résoudre la crise de succession

L'échec du maoïsme, c'est-à-dire l'échec de la révolution permanente par en haut (trente ans après la terreur stalinienne, la révolution culturelle a tenté à son tour de relancer la révolution en remplaçant le personnel politique et administratif) ne prête pas non plus à de très exaltantes considérations. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'une expérience révolutionnaire plus populaire (une révolution « à la base ») se développe maintenant qu'on ne s'obstine plus dans l'impasse maoïste. Ce qu'on va enfin pouvoir tenter demeure très en deçà du projet révolutionnaire que Mao avait conçu.
Encore faut-il pour que la Chine populaire tente quoi que ce soit :
— que la crise de succession soit définitivement résolue. Cette crise a commencé bien avant la mort de Mao, et la chute des Quatre n'a éliminé que le plus criant des facteurs d'instabilité. Les luttes au sommet se poursuivent, nous en apprendrons le détail après coup. A supposer qu'il parvienne à se maintenir, jusqu'où Hua, promu par Mao et contre Teng, pourrait-il conduire une démaoïsation demeurée jusqu'ici honteuse et ambiguë?
— qu'une routinisation à la soviétique (le « révisionnisme » comme moindre mal) ait ses chances dans un pays beaucoup plus sous-développé que la Russie de 1917. Supposons, dans le meilleur des cas, que le septuagénaire Teng supplante Hua. Sous son égide, la transformation de l'économie chinoise deviendrait la tâche prioritaire — ce qui impliquerait, bien sûr, l'acceptation des inégalités, l'accroissement du rôle des techniciens et des experts, ainsi que de la technologie étrangère, l'intéressement matériel des travailleurs, la création ou plutôt le développement rapide d'une nouvelle élite, le consentement tacite aux privilèges de la bureaucratie, etc... Une telle orientation, on l'a vu, correspond au vœu immédiat de la grande majorité du peuple chinois. Comme elle suppose l'ordre et la stabilité, elle comblerait également la bureaucratie communiste. Plus défavorisée que ses homologues européennes, celle-ci aspire à consolider enfin son pouvoir, ce qui implique entre autres choses qu'elle puisse planifier sagement une carrière sans risquer de voir à tout moment le patient échafaudage renversé par un fait du destin (ou du despote). Pas plus que par des interventions brutales d'en haut, elle ne souhaite être importunée par l'aiguillon des critiques de la base. Cette marche du régime chinois vers la stabilisation et la modernisation signifierait donc (et pour des raisons que les intérêts des bureaucrates sont loin d'épuiser) tout autre chose que l'instauration de la démocratie. Elle amorcerait plutôt une institutionnalisation à la soviétique du régime bureaucratique : un régime, où, à la différence de ce qui s'est passé jusqu'ici en Chine, les oligarques finiraient par tomber d'accord sur les procédures à suivre en vue de régler leurs conflits.

En dépit de l'impression écœurante de déjà vu qu'une telle perspective donne par avance, en dépit de sa banalité même, elle n'est rien moins que probable. Si elle ne se réalise pas, si la Chine ne s'achemine pas dans les décennies à venir vers la consolidation, puis la stagnation d'un régime qui n'a rien de populaire et plus rien de révolutionnaire, ce pourrait être, bien sûr, parce que les Chinois, réussissant là où les Russes ont échoué, parviendraient à surmonter les contradictions du léninisme. Mais une telle éventualité me paraît, pour le coup, hautement improbable. Si la Chine ne reproduit pas un schéma de type soviétique, il y a plus de chances que ce soit tout simplement parce que la stabilisation y est entravée par des problèmes économiques beaucoup plus gigantesques et aigus que ceux auxquels les Bolcheviks ont été confrontés.

Plutôt que de passer en revue d'autres types possibles d'évolution du régime maoïste, je crois plus utile de terminer sur ce rappel de la situation démographique et économique de la Chine. Mao Tsé-tung n'a jamais pris son parti de la contradiction entre la fin ultime assignée par Marx aux révolutionnaires (fonder une société sans classe) et le but qui s'imposait à lui en tout état de cause : développer une société sous-développée. Je ne sais pas si le socialisme est réalisable, je sais seulement qu'il présuppose le développement. La tâche préalable n'exalte pas les biens nourris (Mao, les maoïstes français, etc). La Chine va donc cesser d'intéresser l'intelligentsia parisienne.

Lucien BIANCO

Les verts au-delà du Rhin

En Allemagne la protestation contre le nucléaire prend actuellement une ampleur que ni le gouvernement ni les syndicats ni les partis politiques ne soupçonnaient.

En Allemagne fédérale, les analyses vont bon train : que signifie cette extraordinaire vague de protestations qui déferle sur le pays, créant des dissensions au sein de tous les partis politiques, opposant les uns aux autres des ministres du gouvernement, des syndicalistes d'une même branche d'industrie et l'ensemble des organisations de jeunesse à l'establishment.
C'est, bien entendu du mouvement anti-nucléaire qu'il s'agit, de cette prise de conscience qui s'est manifestée tout au long de ces derniers mois dans la république de Bonn. Faut-il, oui ou non, admettre la construction de centrales atomiques, afin d'assurer l'approvisionnement du pays en courant électrique pour la fin des années 80? Pour la plupart des ministres, pour le chancelier Schmidt en premier lieu, pas l'ombre d'une hésitation : la réponse est positive. Mais, ironie du destin, c'est au moment où l'Allemagne fédérale s'apprête à fournir au Brésil des centrales nucléaires au prix d'un grave conflit avec les Etats-Unis, que de nombreux citoyens, balayant tous les arguments « raisonnables », répondent, eux, par la négative. Et ils déclenchent une sorte de révolte qui a surpris non seulement le gouvernement, toutes les autorités et les partis politiques dans leur ensemble. Consciemment ou non, la révolte est également nourrie par une interrogation sur la signification profonde de la croissance économique et sur les structures de la société.

Des manifestants par milliers

Mais d'abord, les faits : en novembre 1976, le gouvernement régional de Kiel, capitale du Schleswig-Holstein, entreprend dans le bourg de Brokdorf, au nord de l'Allemagne, la construction d'un réacteur atomique, première étape d'un vaste plan qui prévoit, pour la fin des années 80, la mise en place d'une trentaine de centrales atomiques à travers le territoire fédéral. A l'annonce de l'événement, des « comités de citoyens » se constituent un peu partout. Ce qui surprend, au premier abord, c'est le fait que les initiateurs se situent en dehors de tout mouvement politique organisé. Des hommes surtout des jeunes qui, pour la plupart, n'ont jamais eu d'activité politique, se mettent en mouvement, appellent à des manifestations, distribuent des tracts, font du « porte à porte ». Thème de leurs appels : « Il ne faut pas admettre que la population vive au milieu d'une « civilisation atomique » avec tous les dangers qui en résultent, à terme, pour le maintien d'un environnement vivable, pour la santé des hommes et pour la vie démocratique des citoyens ». Les « comités de citoyens » appellent alors à une manifestation de masse sur le « terrain atomique » de Brokdorf. Enorme surprise : des dizaines de milliers de gens, des jeunes essentiellement, déferlent sur le petit bourg, venant de tous les coins du pays. Ils affrontent des milliers de policiers armés jusqu'aux dents. Deux cents blessés des deux côtés : c'est le résultat d'une bataille rangée où les manifestants se font arroser de gaz lacrymogène lancé par des policiers ayant pris place à bord d'hélicoptères...





MAGNUM

Ne pas admettre que la population vive au milieu d'une civilisation atomique.

La manifestation de novembre 1976 aura des conséquences immédiates. La première : le gouvernement régional de Kiel, soucieux de ne pas être la victime d'un « mouvement aux conséquences incalculables », prend peur et demande au gouvernement de Bonn « de réfléchir ». De leur côté, les « comités de Citoyens », ayant fait appel à un tribunal administratif, obtiennent de celui-ci une décision ordonnant l'interruption de la construction de la centrale atomique. On apprend en même temps que les constructeurs n'ont trouvé aucune solution satisfaisante pour le stockage des déchets irradiés. Seconde victoire des manifestants : un autre tribunal, se basant sur la déposition de plusieurs spécialistes, estime que le fonctionnement de réacteurs atomiques pourrait avoir comme conséquence « de graves dangers pour la santé des citoyens ». Enfin, le 14 mars 1977 le tribunal administratif de Fribourg-en-Brisgau interdit la réalisation d'une centrale nucléaire à Wyhl, dans le Bade-Wurtemberg. Le motif : « Les conditions de sécurité ne sont pas réalisées ». C'est la défaite de l'atome, c'est une victoire retentissante des « anti-nucléaires » qui, neuf mois durant, avaient « investi » le chantier et fait un énorme travail d'information auprès de la population.

En marge des institutions

D'où un énorme embarras du gouvernement de Bonn. *« Le mouvement anti-nucléaire, estime le chancelier Schmidt, pourrait compromettre l'ensemble du plan qui consiste à créer de nouvelles forces énergétiques absolument indispensables à notre pays ».* Mais le dirigeant ouest-allemand n'est pas en mesure, lui non plus, de donner une réponse satisfaisante à la question qui lui est posée avec insistance : que faire des déchets irradiés ? Selon les spécialistes, il existe une seule région en Allemagne fédérale apte à recevoir ces déchets : c'est celle de la Basse Saxe, dans la région de Hanovre, avec ses énormes salines. Mais son gouvernement, pas plus que les autres régions du pays, n'a envie de recevoir ce cadeau empoisonné. Il a même conseillé au chancelier de s'en tenir à l'exploitation de l'énergie charbonnière, « en attendant une solution satisfaisante ».

Dans ces conditions, les initiateurs du mouvement anti-atomique ne semblent pas avoir tort lorsqu'ils accusent le gouvernement fédéral d'avoir agi avec une légèreté coupable. Le chancelier Schmidt l'a d'ailleurs

admis, implicitement en donnant l'assurance qu'aucune centrale nucléaire nouvelle ne serait utilisée tant que n'aurait pas été résolu le problème du stockage des déchets irradiés.

Ce qui est remarquable, c'est que le mouvement anti-nucléaire, loin de s'effriter, ne cesse de s'étendre. On l'a vu en février 1977, lorsqu'encore une fois des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés dans la même région de Schleswig-Holstein. Autre signe révélateur : malgré de grands efforts, les différents groupes d'extrême-gauche, bien que faisant preuve d'une grande activité, n'ont pas réussi à « investir » ce mouvement comme ils le projetaient. Car celui-ci se développe tout à fait en marge des institutions officielles, des partis politiques et du Parlement.

Précisément, de nombreux citoyens ne se sentent plus représentés par les organisations traditionnelles.

D'une certaine manière, ce « mouvement extra-parlementaire » rappelle les protestations de masse des années cinquante et soixante, lorsqu'il s'est agi de manifester contre le réarmement de l'Allemagne, contre les lois d'exception et contre « l'Université du passé » (la révolte étudiante). Le mouvement anti-nucléaire est sans doute le reflet d'une évidence : les partis politiques (y compris la social-démocratie) n'ont jamais sérieusement posé devant les citoyens le problème nucléaire et ses multiples implications. C'est ce qu'a fait remarquer un des initiateurs du mouvement, Hans Wüstenhagen, employé d'une entreprise pharmaceutique, un homme libéral qui se dit « humaniste ». Selon lui, les députés ont voté le programme de construction de centrales nucléaires sur le simple avis ou sous la pression des industriels. A aucun moment les citoyens n'ont été consultés, même pas au moment des dernières élections législatives. Les dirigeants du parti social-démocrate dans la région de Schleswig-Holstein, hostiles au programme nucléaire de Bonn, évoquent *« une protestation critique des citoyens contre les bureaucrates et les technocrates du gouvernement ».*

« Désobéissance critique »

Cette appréciation, même si elle néglige peut-être l'existence d'une sorte d'angoisse existentielle devant le phénomène atomique, est sans doute juste pour l'essentiel. Il faut y ajouter qu'en Allemagne, comme dans d'autres pays, est en train de croître le sentiment que les problèmes de l'environnement, du « cadre de vie », de l'écologie, en un mot, ne peuvent être pris en charge, dans une large mesure, que par les citoyens eux-mêmes.

La preuve en est que de nombreux « comités de citoyens » ont été formés en vue de défendre « l'environnement naturel contre les méfaits de la civilisation moderne. »

Pour les partis politiques et les organisations syndicales qui ne veulent y voir qu'une sorte de poujadisme, le mouvement actuel qui envisage d'appeler à la « désobéissance critique » (non paiement des notes d'électricité, grève de l'impôt, boycottage des sociétés engagées dans la construction de centrales nucléaires), peut s'avérer redoutable à plus ou moins long terme. Déjà, les organisations de jeunesse du parti social-démocrate et du parti libéral ont pris fait et cause pour les « contestataires nucléaires ». Les organisations syndicales, quant à elles, soucieuses avant tout de la croissance économique et du plein emploi (mis à mal par la récession), ont à faire face aux jeunes contestataires jusque dans leurs propres rangs.

Ce sont surtout les syndicats du bâtiment, de la métallurgie et de la chimie, plus particulièrement intéressés, qui prennent position contre les « anti-nucléaires », tandis que d'autres syndicats, plus sensibles à la protestation populaire, appellent à un « effort de réflexion ».

Et ce mouvement qui, en l'espace de quelques mois, a reçu l'adhésion (sous forme de cotisations) de plus de trois cent **mille citoyens groupés dans 900 comités anti-nucléaires semble bien destiné à prendre encore davantage** d'ampleur. La preuve en est qu'il a obtenu l'assentiment de la plupart des physiciens et savants qui comptent en Allemagne fédérale. *La signature de plus de huit mille savants,* **dit Wüstenhagen,** ***qui se sont prononcés contre la construction de centrales atomiques, compte davantage que les déclarations inconsistantes du gouvernement et les tentatives de donner au mouvement une certaine coloration politique.***

En définitive, ce mouvement puissant reflète le souci des citoyens « de prendre en charge **leurs propres problèmes », comme on peut le lire dans les tracts** distribués dans les villes et les campagnes. Et, dans ce sens, il dépasse les revendications ponctuelles, c'est-à-dire « atomiques ». Il a déjà durement secoué l'*« establishment »* de la République fédérale. Et le leader socialiste Willy Brandt n'a pas tort de dire que *« ce qui se passe actuellement dans notre pays est sans doute le début d'une extraordinaire prise de conscience de la population qui sent plus ou moins confusément qu'un problème de civilisation est posé ».*

Gérard SANDOZ



Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classe sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. (Raoul Vaneigem). (Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations).

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix de 100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "

UN ABONNEMENT + la collection de

faire

Pour 150 F

Je désire m'abonner à « FAIRE » et recevo les 12 prochains numéros et l'ensemble de la collection parue à ce jour au prix de 150 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de " FAIRE "



L'information dans la commune

Comment développer concrètement des formes de participation dans la ville. Voici deux tentatives : A Meylan, une expérience d'information. A Saulx les Chartreux la création de « coopératives »

Meylan est une commune à croissance rapide. Elle est passée de 4.000 habitants en 1962 à 14.000 actuellement. Proche de Grenoble, cette commune retient l'attention depuis cinq ans environ, par les nombreuses initiatives que prennent les responsables de cette collectivtité pour amener une meilleure participation des citoyens.

Ainsi, sur la proposition d'un groupe de personnes intéressées par le développement d'une libre information sur la commune, le Conseil municipal acceptait fin 1974 le principe d'une aide substancielle à une association ad hoc : l'APEDI (Association pour l'Expression et le Développement de l'Information).

Depuis 1974, cette association a bien grandi, assurant la publication d'un bulletin (bi-mensuel jusqu'en 1976, puis mensuel) comportant des annonces et informations émanant des trente-deux associations et de divers groupements ou individus soucieux de faire connaître des manifestations, des actions ou même simplement des opinions. Dans ce bulletin, les syndicats et les partis politiques peuvent aussi avoir la parole. C'est ainsi que pour la préparation des récentes élections municipales, les différents partis ont eu la possibilité d'obtenir la même valeur d'emplacements éditoriaux pour faire connaître leurs points de vue.

En dehors de la publication de ce bulletin, l'APEDI assure l'impression de tracts, d'affiches, de documents de toute sorte, et ce au prix de revient, pour les associations ou groupements membres. En 1976, le volume des publications représentait l'équivalent d'un demi-million de pages. Plus récemment, l'APEDI a complété les moyens d'expression et de diffusion dont elle

disposait en s'équipant pour les productions audio-visuelles.

Pour assurer la liberté d'expression de chacun, le Conseil de cette association est composé de vingt et un membres élus pour trois ans, dont sept désignés par la municipalité et quatorze élus par l'assemblée générale de l'association (sept au titre des associations et sept autres comme personnalités).

L'ensemble des publications et travaux de l'APEDI est réalisé sur du matériel mis à sa disposition par la municipalité en contre-partie de l'utilisation par les services de 25 % de la capacité de production de l'ensemble.

L'APEDI, qui vient d'entrer dans des locaux neufs spécialement mis à sa disposition, a un budget qui se monte à quelque 100.000 F dont les trois-quarts représentent une subvention municipale et le reste les recettes propres à l'association. Ce budget permet de rémunérer un animateur permanent.

La liberté d'action de cette association est attestée par la nature des textes diffusés, dont certains critiquent l'équipe municipale ou remettent en cause telle ou telle décision. C'est ainsi que dans une lettre ouverte au Conseil municipal, un groupe de citoyens protestait contre l'éviction de certaines fonctions d'une conseillère municipale et que, dans un autre numéro, une association de défense des sites mettait en cause des décisions d'urbanisation dans un secteur de la commune jugé vulnérable.

L'orientation de l'APEDI, définie par son Conseil d'administration (1), est axée autour de quatre points :

1. Développement de l'information locale.
Par la diffusion de l'information émanant des associations et de la mairie vers la population, et du citoyen vers le citoyen. Exploitation de l'information locale pour un plus grand impact auprès du citoyen.

2. Analyse et étude de l'information en tant que phénomène national. Compréhension des mass-media : rôle, but, fonction, pouvoir, contenu. (Des débats, stages, expositions, films, etc. traitant de ces sujets sont prévus en cours d'année).

3. L'expression.
Développement et mise en application des formes d'expression verbales, visuelles, écrites, dessinées, corporelles, etc. par les moyens techniques appropriés ; c'est-à-dire le tract, le journal, l'affiche, le magnétoscope, la formation à l'expression corporelle, etc.

4. Aide technique et conseils professionnels de l'APEDI auprès des associations, groupes, syndicats, particuliers, pour l'organisation, la diffusion, la mise en forme, de leur information.

Le dynamisme et l'intérêt de cette structure d'information d'un genre nouveau sont attestés par quelques chiffres et par le développement de cette formule dans d'autres municipalités. La diffusion du bulletin de douze pages est maintenant assurée chaque mois aux 5.000 foyers de la commune ; et puis au cours du seul mois de novembre 1976, plus de 66.000 pages d'impression de documents ont été réalisées, au service des associations ou groupements de Meylan.

L'intérêt de l'opération explique que déjà cinq communes (dont Voiron, Voisin et Rennes) aient repris cette idée à leur compte et développé de semblables associations.

(1) APEDI N° 10 - mars/avril 76.

Une coopérative de construction

Saulx-les-Chartreux est une commune rurale de 750 hectares, à 15 km de Paris. Afin d'assurer un développement mesuré de l'habitat et de réaliser les équipements dont la commune était totalement dépourvue il y a quinze ans, le Conseil municipal a décidé, en 1965, de créer une zone d'aménagement concerté et a procédé à l'acquisition des terrains nécessaires à cette opération.

Souhaitant réaliser une extension urbaine à l'image de la population communale (de l'OS à l'ingénieur), la municipalité a constitué un cahier des charges (qualité de l'environnement, locaux collectifs...) qui amenait les promoteurs traditionnels à se retirer. A la suite de ces refus, la collectivité locale a organisé, avec l'aide du mouvement « des cités coopératives », fin 1971, une réunion à laquelle étaient invitées une centaine de personnes figurant sur la liste des demandeurs de logements de la mairie. L'organisateur-conseil expliqua aux participants les procédures de constitution des coopératives. En janvier 1972, la coopérative était constituée et la signature des marchés avec les entreprises intervint au mois de novembre de la même année. En juin 1974, une première tranche de quarante logements fut attribuée aux occupants actuels, et une deuxième de même importance le fut en juillet 1976. L'aide de l'organisateur-conseil du mouvement des cités coopératives évitait aux coopérateurs de nom-

A nos lecteurs : Si vous avez connaissance d'expériences susceptibles d'être publiées dans la rubrique « Changez la Vie », n'hésitez pas à nous écrire, voire à nous envoyer un article.

breux problèmes liés au casse-tête des règlementations. Ceci explique que, l'esprit plus libre, les participants aient consacré beaucoup d'attention à l'organisation et à la disposition des habitations. A la suite de nombreuses discussions, l'opération a été montée à partir de bâtiments semi-collectifs (constructions accolées) permettant de vastes espaces libres et une bonne intégration au site.

Le Conseil d'administration élu de la coopérative de construction a joué tout au long de la réalisation, un rôle extrêmement important, allant jusqu'à intervenir dans le processus de recrutement des nouveaux coopérateurs. Ainsi, lors d'une « période creuse » de souscription, le Conseil d'administration décida-t-il de tenir des permanences à l'appartement-témoin les samedi et dimanche. L'accueil réservé aux visiteurs était d'une autre qualité que celui habituellement pratiqué par les organisation de promotion professionnelles. Vivre depuis quelques mois dans une opération que l'on a contribué à concevoir amène à présenter les choses différemment. De plus, ces contacts avant l'adhésion ont contribué à souder la collectivité des coopérateurs. Après la réalisation de la première tranche, une soirée « crêpes » entre anciens et nouveaux participants, avec projection d'un film sur les étapes de réalisation des premières constructions, a créé des liens.

Pour recruter de nouveaux membres, les organisateurs se sont improvisés publicistes. La rédaction d'un tract publicitaire, composé et tiré par les sociétaires et distribué dans les boîtes aux lettres des grands ensembles environnants, a été extrêmement efficace : vingt-cinq visites pour mille tracts distribués et une souscription pour six visiteurs, de quoi multiplier assez facilement de telles opérations.

Au-delà d'une réponse en termes stricts de logement, la coopérative a amené les participants à s'interroger sur l'organisation des services. A partir d'enquêtes organisées par le Conseil d'administration, des projets ont été envisagés : constitution d'un circuit d'achat coopératif, réalisation d'une bibliothèque d'échange de livres entre les coopérateurs, clubs-photo... De l'ensemble de ces projets, seuls ont été réalisés, pour le moment, des aménagements pour les sports (boules, volley-ball) et les jeux d'enfants. Le local collectif résidentiel est utilisé de façon polyvalente et permet de nombreuses réunions.

Un certain climat collectif s'est créé grâce à la participation des habitants à la réalisation de leur habitat, au sens large du terme. Il en résulte un état d'esprit de communication et d'échange.

Comme le soulignait l'architecte d'opération, « la communication passe », et ceci explique l'organisation de fêtes, de méchouis, de rencontres... Une vie collective qui fait de cette réalisation coopérative une opération pas comme les autres.

Jean-Pierre MURET.

TELECINE

LE MENSUEL
POUR MAITRISER L'AUDIOVISUEL

Au sommaire du numéro 218 de mai 77

TV : LE MONOPOLE EN QUESTION

1 - DOSSIER TV
Le monopole en question : comment faire de la télévision un véritable service public ? Avec la participation de Jacques Thibau, ancien directeur adjoint de l'O.R.T.F., Jacques Ralite du P.C.F., Georges Fillioud du P.S.

2 - JACQUES MARTIN : un nouveau Guy Lux ?

3 - RADIO : "Matinales"

4 - CINEMA et HISTOIRE : après Valence

5 - LES FILMS DU MOIS à la TV

6 - LES FILMS NOUVEAUX

EN VENTE CHAQUE MOIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 9 F - OU A.E.T.C. - 49, rue du Fbg Poissonnière - 75009 PARIS .

ABONNEMENT 1 AN 75 F - C.C.P. 5023 99 PARIS .

Histoire d'une pelouse

L'une de nos lectrices nous a envoyé ce récit : Comment un quartier s'est mobilisé pour obtenir la libre utilisation de « sa » pelouse !

Il y a des villes de liberté... il y en a d'autres... ceci peut se mesurer à l'histoire d'une pelouse.

Dans cette ville-là : Chambery, les pelouses des jardins publics sont interdites.

Mais, nous vivons en HLM de banlieue donc en secteur possible d'évolution, et peu à peu, l'on fait supprimer les clôtures, puis l'on tolère les empiètements des passants... Encore fallait-il que les gens de ma cité osent tous mettre le pied sur les pelouses (en Savoie, on est discipliné... ou maquisard).

J'attache en tant que femme une importance démesurée à cette conquête de l'herbe de nos pelouses, et un homme qui traverse la pelouse en diagonale, une maman qui s'y assied avec ses marmots, un gamin qui se cache dans les buissons, me remplissent d'aise...

Réapprendre la nature et la liberté, c'est déjà commencer la révolution.

De la suppression des clôtures à la libre marche, nous étions arrivés à une dernière étape :

Nous réclamions des « aires de jeux ».

Deux longues bandes d'herbe furent débloquées par les HLM ; la troisième, conquise sur le gravier.

« Nous » cela voulait dire « qui »? des gens organisés en association de locataires et qui essayaient de sortir des routines et de coller à la vie jour après jour... avec, concrètement, un système de délégués de montées (cages d'escaliers), soit, dans nos petits immeubles de quatre étages : un homme — ou une femme — transmettant les désirs des huit ou douze locataires à l'Association, et celle-ci à l'Office HLM.

La seule représentation possible des locataires au Conseil d'Administration des HLM ne restant plus, après la suppression des délégués des usagers, que l'expression écrite noir sur blanc ou la gueulante.

Mais, la mairie n'avait-elle pas établie dans cette ville un corps important de gardes municipaux (une police parallèle) chargée de l'« ordre » dans la ville?

Affaire « pelouse », on passe dans ma rue des gentils petits jeux de petits enfants sur le gazon, aux jeux de ballon plus vifs pour bandes de garçons... là, ça se gâte, l'autorité le rappelle... si bien qu'une guérilla commence entre les gens de la rue et les « représentant de l'ordre public ».

Pour le malheur de ce dernier, ça devient une guerre de femmes.

Une mère qui défend la vie de ses enfants, vous voyez ce que ça donne? Une femme ayant une détermination profonde ne craindra ni Dieu, ni diable et peut faire la révolution dans son quartier ou son village.

Donc, toutes ces femmes d'ouvriers, conscientes du besoin physique et moral des jeux de leurs gosses, se réveillent.

Les gamins crient et fuient à l'arrivée du garde : « attention, voilà le garde ». Les mères descendent, interviennent, informent les délégués de montées, insistent, reviennent...

Comme on reprend goût au jeu et à la vie dans cette rue, les jeunes gens se sont mis à « footer » le soir après le boulot. Un soir, le garde se pointe. Refus de quitter la pelouse. Re-jeux. Le garde municipal s'en va chercher des renforts — policiers — interpellation des joueurs — demande d'identité.

Les gens de la rue descendent de leur logement. La socialiste du lieu représentant le comité des locataires est envoyée quérir par les gamins. Elle arrive, parle, défend le refus de prise d'identité et la liberté des locataires : « Nous nous sommes entendus avec les HLM ».

Les policiers se retirent « Nous ferons notre rapport ». Du tac au tac : « Nous ferons le nôtre aussi » dit la femme.

On provoque sur le champ une rencontre de rue. On décide d'informer les locataires de la rue par une lettre d'indignation à la mairie qui sera proposée et signée à 92 %. Ça chauffe... Mais la mairie ne répond pas...

La situation se dénoue enfin par un réunion de rue où vient le directeur des HLM plus intelligent que les autres.

La réunion est savoureuse, vivante, populaire . Jeunes et adultes y parlent librement dans le langage de la rue... (pas un seul ne se taira).

Et, à la question dernière des HLM « mais enfin, n'êtes-vous pas heureux dans ce quartier? »

« C'est vrai, répond le papa du N° 103, arrivé tardivement en bleu de travail, avec ses deux



RAIMOND DITYVON/VIVA

Il y a des villes de liberté... il y en a d'autres. Ceci peut se mesurer à l'histoire d'une pelouse.

loupiots, on serait heureux s'il n'y avait pas les poulets ». Eclats de rire satisfaits. Tout se dénoue.

La rue se prendra en charge elle-même pour ses loisirs et couvrira ses risques de carreaux cassés ou ses histoires.

On va utiliser « notre » pelouse, et même les femmes proposent d'y jouer « pour maigrir » « chouette » dit son gamin, « mais il faudra t'acheter un pantalon ». Les jeunes filles viendront avec leur bande. « Ils » décideront...

On va essayer de bâtir ses loisirs HLM dans ce coin, de quitter sa télé et de mettre le nez dehors.

« Les autres pelouses ? » demande le directeur.

— Les gardes interviennent aussi... L'autre jour... une femme... renseignez-vous... »

C'est toute une nouvelle dimension sociale de vie en HLM qui est exprimée ce soir. En 1976 le règlement des locataires HLM lui-même doit être révisé. Il est anachronique.

Donc intervention de l'Office HLM à la mairie, réponse de la mairie. Retrait des gardes. On nous fiche la paix. On a gagné.

Lorsque vidée par cette longue bataille de rue avec le « pouvoir » la militante socialiste du coin va se changer d'air à Grenoble la semaine suivante, elle constate que dans cette ville toutes les pelouses sont libres. Celles même des jardins du centre ville étant en repousse alternée.

Elle dit « Quelle bataille inutile... changeons le pouvoir ».

Et surtout socialistes qui me lisez, ne considérez pas cette bagarre de rue comme une histoire épidermique ou sentimentale...

Nous, les habitants des HLM ne pouvons nous évader vers des logements campagnards, des résidences secondaires, ou des studios en stations savoyardes de sports d'hiver.

Il nous faut réaliser notre vie — ici — dans nos rues et choisir de vivre ou de mourir.

Par une prise en charge de notre cité en comité de quartier.

Des commentaires encore sur le plan de l'action collective :

Nous avons peu fait de phrases, de discours. Nous sommes toujours restés au niveau des gens.

Deux idées essentielles acceptées par les locataires de toutes pensées ont été le moteur de notre action :

1) Nous sommes des parents responsables.

2) Nous ne voulons pas de l'intervention de la police dans nos vies.

Et la conclusion simple de toutes les équipées

autogestion

et socialisme

Publié avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique

N. 37-38 Avril 1977

SOMMAIRE

1966-1976

TRACES, CONTRADICTIONS, PROJETS

Dixième anniversaire

Bakounine et l'autogestion (à l'occasion du centenaire de sa mort)

Roland BIARD : Bakounine, théoricien de l'autogestion .....

Daniel GUERIN : Actualité de la pensée de Bakounine .....

Annexes : Textes de Bakourine.

Conseils ouvriers et autogestion en Europe de l'Est

Michel RAPTIS : Sur l'importance internationale de la révolution hongroise (1956) .....

Vladimir FISERA : Conseils ouvriers et Autogestion en Europe de l'Est 1956-1969 .....

Paul MATTICK : Les soviets et le parti .....

Chroniques : Le PCF et l'autogestion. Un emploi éphémère du mot « auto-gestion » en 1910 .....

Note critique : Economie et autogestion en Yougoslavie .....

Comptes rendus :

Table décennale :

Direction - Rédaction - Administration - Abonnements
12, avenue du Maine, Paris 15, Tél. : 548-42-58 — 222.76.82.
Abonnement annuel : France : 60 F.
Etranger : 65 F.

qui nous réunissaient chez l'une ou l'autre était : Nous irons jusqu'au bout.

A partir de cette détermination et dans la confiance entre tous, on trouve aisément une politique du « possible » à coup de choix simples, concrets, volontairement limités... une politique accordant enfin son importance au moteur passionnel et à l'intervention de la sensibilité après celle de l'intelligence.

Et comme on ne fait de la bonne politique qu'avec des gens « debout », nous allons entamer dans le quartier par ce fait, une étape de libération personnelle.

— Conquête et utilisation de la nature dans nos espaces verts.

— Santé.

On a gagné...

On a gagné... Mais, passé ce coup de colère ou « à chaud », les hommes et les femmes de ma rue ont vaincu : la peur de l'autorité inoculée depuis l'enfance (voir école, armée etc.), le conformisme et la routine du milieu lui-même (voir consommation...). Il nous faudra maintenir cet éveil...

Jouer sur la pelouse, non plus par « provocation » comme c'était le cas au sommet de l'action, mais pour notre plaisir.

Les hommes et surtout les femmes accepteront-ils de prendre une détente dans leurs espaces verts? Le voudront-ils? Le pourront-ils? Ne seront-ils pas trop écrasés de soucis, de fatigue physique?

Les filles joueront-elles au foot « avec » les garçons?

L'équipe proche de gym volontaire internationale pourra-t-elle nous aider à des loisirs sauvages... hors des salles...

Et quelle tâche pour les rares socialistes vivant en HLM, portant le poids quotidien du capitalisme dans leur vie et tout le reste...

Fuiront-ils les quartiers? ou bien essaieront-ils de s'y réaliser eux-mêmes avec les habitants, essaieront-ils d'être heureux?

Tout cela est-il possible, impossible... je ne sais pas.

Adrienne HUGONNARD.

« La Ville au quotidien. »

Un colloque sur « La ville au quotidien » se tiendra au début de l'automne. Il aura d'abord pour objectif de permettre à tous ceux qui viennent de prendre des responsabilités municipales, de dire leur expérience, en particulier celle de la démocratie dans la ville; ensuite, à la lumière de ces faits, de préciser et d'approfondir ce que les socialistes et la gauche proposent aux Français pour qu'ils se sentent chez eux dans leur ville. Pour tous renseignements, écrire à Faire. (Ne téléphonez pas)

Débat : Les écologistes et le PS

Pour Daniel Mothé, la percée écologiste aux municipales n'est ni une mode ni une manifestation de néo-poujadisme mais le signe d'aspirations beaucoup plus-profondes.

Le succés des écologistes aux dernières élections est-il le signe d'une mode qui sera vite oubliée avec le temps, un néo-poujadisme seulement susceptible d'attirer les mécontents des partis traditionnels ?
Il semble bien que lors de la dernière campagne des « municipales », ces deux analyses, parfois utilisées par la gauche, n'avaient pour but que de tranquiliser ses militants ou de calmer leur colère.
Même si l'écologie est une mode, cela ne la dispense nullement d'une analyse. Cette manière de se comporter ne peut-être interprétée surtout pour des marxistes comme un effet du hasard même si le terme contient aujourd'hui l'idée d'une longévité très réduite dans le temps.
On peut affirmer d'une manière certaine que les raisons des électeurs de voter écologie ont été différentes de celles qui incitent habituellement à apporter ses suffrages à un parti. Dans bien des villes les écologistes se sont présentés sachant qu'ils ne seraient pas élus ce qui ne faisait d'ailleurs pas de doute pour les électeurs. Ne s'agissant pas d'un contrat ou d'un rapport de service entre le candidat et le citoyen, les électeurs écologistes ont politisé leur vote : ils ont voté pour des idées.
Or la particularité de ces idées est qu'elles impliquent une manière de vivre différente de celle que la population vit quotidiennement sans toutefois proposer des améliorations positives sur tous les domaines. Le plan de circulation pour Paris que proposaient les écologistes n'avait pas que des aspects séducteurs. La limitation de l'utilisation de la voiture n'a jamais été considérée comme populaire pas plus que la diminution de la croissance. Les idées agitées lors de la campagne ne baignaient pas uniquement dans l'utopie, les alternatives immédiates comportaient, toutes des contre-parties. Si ces contraintes n'ont pas empêché des électeurs de voter écologie, on peut en effet s'interroger sur ce que cache ce nouveau mode de rapport entre le citoyen et les candidats.
Le thème sur lequel s'est fait cette campagne « changer de vie » est déjà ancien. Il a été lancé en 68, repris par le PS, et enfin récupéré par la droite.
Ce qui semble cependant nouveau c'est que ce thème utilisé par tous ait beaucoup plus rapporté de voix aux candidats écologistes qu'aux autres.
Pourquoi le PS a-t-il moins de force de conviction lors qu'il utilise ce terme que l'orsqu'il est employé par les écologistes ? Peut-être parce que le PS y croit moins et que les électeurs le savent.
Le fait que le slogan « changer de vie » ne change rien au sein du parti, ni chez les militants, ni dans le fonctionnement de l'institution a peut-être une incidence sur un électorat qui peut avoir des difficultés à comprendre que la démocratie locale qu'on leur promet n'est pas appliquée au sein du parti qui la préconise (voir ma lettre de démission du PS). La conccurence pour le pouvoir entre les personnes et les groupes y est aussi acharnée que dans les institutions gouvernementales ou les entreprises capitalistes, et ne constitue pas un argument électoral pour rendre crédible les nouveaux rapports humains que le PS préconise.



VIVA

Le poids de plus en plus grand des media réduit la portée du discours écrit ainsi que celle du programme aux dépends de l'image, des visages, de la vie privée obligeant davantage les partis à se conformer au modèle qu'ils préconisent. Tout le monde peut savoir comment fonctionne le PS : une partie non négligeable de la population arrive à connaître un certain nombre de débat secrets entre les dirigeants qui ont autant de portée sur l'électeur que le programme rédigé souvent d'une manière incompréhensible.

La novation des écologistes est de pratiquer et d'expérimenter les slogans qu'ils défendent (radio verte donnant la parole aux habitants, musique, bal dans la rue illustrant la convivialité, « squattage » répondant à la politique du logement, etc.) Si ce nouveau discours est une mode pourquoi le PS ne l'utiliserait-il pas ?

Les candidats écologistes simples habitants étaient inconnus des média ce qui peut inciter à croire que l'incognito serait devenu une nouvelle manière d'influencer les électeurs.

Comment se fait-il que 8 à 10 % des électeurs préfèrent voter au premier tour pour des inconnus que pour ceux connus par la presse ? Plusieurs explications sont possibles.

Les média auraient mal fait connaître les leaders de la gauche et dans ce cas celle-ci devrait accentuer son effort en cette direction. Mais l'explication inverse peut-être aussi vraie : atteinte par un certain niveau de saturation, les média déçoivent les électeurs. On peut enfin émettre l'hypothèse que les leaders étaient décevants, non pas forcément médiocres, et que leur image ne répondait pas aux attentes des électeurs.

On a reproché aux écologistes leur poujadisme en voyant la raison de leur succès dans leur apolistisme.

Or un examen plus sérieux permet de constater que les écologistes ont été une force exactement inverse de celle du poujadisme dans la mesure par exemple où elle ne s'est jamais présentée comme une force de défense des intérêts économiques d'une catégorie sociale, déterminée ayant un poids réel dans la société.

Si nous nous sommes élevés contre la disparition des petits commerces c'est surtout au nom des services qu'ils rendent et non pour défendre leurs intérêts professionnels. Nous n'avons rien dit de particulier sur les ouvriers sur les cadres, rien de spécifique sur les classe sociales. Nous avons défendu une manière conviale d'habiter, au lieu d'établir la liste des revendications qui pourraient s'adapter à chacune des catégories sociales et cela aussi devrait inciter le PS à réflechir.

Comment peut-on obtenir des suffrage sans avoir de racines socio-professionnelles, sans être lié à une couche sociale spécifique : sans avoir une politique de classe ?

Naturellement les bons marxistes démontrent qu'en politique on est toujours l'allié objectif de l'une ou l'autre des classes sociales qui s'opposent dans la société mais si l'on pousse un peu plus loin son marxisme de la maternelle on ne peut manquer d'être inquiet. Pour comprendre cette inquiétude il faut se référer à la stratégie classique des partis, en particulier ceux de l'opposition qui ont pour but de devenir majoritaires. L'objectif est de chercher des électeurs dans chacune des classes sociales ou des catégories professionnelle en soutenant une ou plusieurs des revendications qu'ils expriment. Cette politique de soutien des intérêts économiques de toutes les couches de salariés qui est formulée dans le Programme commun s'annihile très rapidement dans la mesure où ces couches sociales s'affrontent dans la vie quotidienne et ne peuvent souvent améliorer leur situation qu'en supprimant leur rapport de dépendance. Cette fameuse « politique de classe » aurait donc tendance à cacher ces relations de pouvoir dans le salariat plutôt que de procéder à une clarification politique.

Dans la perspective de diminution de la croissance la politique de défense des intérêts économiques de toutes les catégories socio-professionnelles peut apparaître aux électeurs comme le signe d'une propagande démagogique.

Nous avons assisté de la part de la gauche à une propagande gestionnaire tendant à démontrer que sa technique serait meilleure que celle de ses adversaires. Les écologistes eux, se sont efforcés de démontrer qu'il pouvait y avoir une autre alternative de société reposant sur une autre manière de vivre, abandonnant les thèmes classiques du développement des forces productives communs à la gauche et à la droite.

La diminution de la croissance, la diminution des richesses et de la consommation allant de pair avec la convivialité sont apparues comme des thèmes importants aux yeux de l'électorat.

On peut ainsi se demander si les écologistes n'ont pas amorcé avec un an d'avance les thèmes politiques que la gauche au pouvoir sera obligée d'aborder si elle veut gouverner.

Le thème d'une nouvelle austérité aurait ainsi été essayé par les écologistes sans que le verdic populaire l'ait repoussé. Nous avons encore pu constater que le thème de l'autogestion n'était pas un concept vide de contenu et pouvait très bien être compris dans le cadre d'une vie municipale.

Nous savons ainsi désormais que les thèmes que la gauche n'ose brandir, qu'il s'agisse de la diminution de la croissance, du nucléaire ou de l'autogestion peuvent emporter l'adhésion de l'électorat. Nous espérons que cette expérience qu'il fallait tenter servira à la gauche pour les législatives. Il lui reste encore quelques mois pour perdre l'illusion que les électeurs écologistes rejoindront ses rangs mais il reste suffisament de temps au PS pour qu'il s'« écologise ».

Daniel MOTHE

Évolution et identité du Parti communiste français

Pour Ronald Tiersky, il n'est pas possible d'appréhender le PCF de façon univoque, à partir de qualificatifs globaux. Il analyse le PCF comme un parti structuré autour de quatre pôles : l'avant-garde, la contre-société, le parti de gouvernement, le tribun populaire.
A partir de ces concepts, il tente d'approfondir l'analyse de l'évolution et de l'identité actuelles du Parti communiste poursuivant sa recherche amorcée dans « Le mouvement communiste en France 1920-1972 » un livre publié en 1973 par les Editions Fayard.

Depuis au moins le Front populaire, le PCF est marqué par une ambivalence fondamentale dans sa stratégie et dans sa structure même. Ambivalence qui s'exprime historiquement dans l'oscillation entre un pôle « dur » (rôle d'avant-garde et de contre-société) et un pôle ouvert (rôle de tribun et de parti de gouvernement). C'est dire implicitement que depuis ce temps-là, le PCF n'a jamais correspondu que partiellement au modèle léniniste d'un parti de classe homogène, tendu vers le seul but de la révolution.

Aujourd'hui le PCF est-il plutôt un parti de classe ou un parti de masse?

La question est évidemment complexe, à la fois pour des raisons conceptuelles (à quel pourcentage d'ouvriers un parti devient-il un parti ouvrier? Comment définir la classe ouvrière aujourd'hui, c'est-à-dire qui est ouvrier etc.) et parce que



Le PCF : parti de classe ou parti de masse?

le communisme français se trouve en période de mutation considérable. Essayons néanmoins de dégager les lignes générales d'une réponse adéquate.

D'abord, que veut le PCF lui-même? Etant donné son idéologie et son histoire, ceux qui ont étudié le PCF ne sont pas surpris de constater qu'il veut être les deux à la fois, parti de classe et parti de masse. Nous pouvons retrouver aujourd'hui cette volonté dans la double ligne stratégique communiste : la combinaison d'une alliance politique, « L'Union de la gauche », avec une alliance *sociale*, « l'Union du peuple de France. » L'Union de la gauche, l'alliance des partis politiques sur un programme de réformes structurelles est liée à la perspective d'un régime socialiste; elle exprime, pour le PCF, le contenu de classe nécessaire au socialisme. Tandis que l'union du peuple de France consiste en une revendication générale « antimonopoliste », une alliance franchement inter-classiste de « l'immense majorité du peuple », toute cette masse de gens qui sont objectivement opprimés par le « capitalisme monopoliste d'Etat » et en particulier par les « vingt-cinq groupes monopolistes ». Cette dualité parti de masse/parti de classe peut également être appréhendée dans notre propre langage conceptuel. Dans notre schéma, nous pouvons dire, d'une part, que la volonté d'identifier le PCF avec la classe ouvrière et son rôle historique d'être « le » parti de la classe ouvrière exprime la prétention avant-gardiste, c'est-à-dire une politique et une stratégie révolutionnaire de classe, aussi bien que la dominante de classe dans la contre-société communiste, qui a pour base idéologique un dogmatisme prolétarien ou « ouvriérisme » (nous reviendrons plus loin sur la portée actuelle du concept de la contre-société). D'autre part, le parti de masse que veut être le PCF aujourd'hui trouve son expression dans les rôles de tribun et de parti de gouvernement, rôles d'essence inter-classiste, fonctions politiques qui ne peuvent pas se limiter à l'expression des intérêts d'une seule classe.

Le souci d'être véritablement un parti de masse impose l'abandon de la stratégie de prise de pouvoir révolutionnaire.

Une première remarque qu'impose cette analyse c'est que la théorie justifiant deux stratégies — ici être simultanément un parti de classe et un parti de masse — n'est pas nouvelle au PCF. Au contraire, l'étude de son histoire nous indique que nous ne faisons que chercher ici la forme actuelle de sa dualité fondamentale.



LE QUERREC/MAGNUM

but fixé : un million d'adhérents dans quelques années.

Donc s'il y a du nouveau, ce n'est pas tant dans la théorie ou dans la stratégie générale du PCF que dans son application spécifique dans une période ou une conjoncture donnée. Et, en effet, la préoccupation actuelle du PCF d'agrandir radicalement la taille de l'organisation nous fait constater que les dirigeants sont beaucoup plus conséquents avec la prétention d'être un parti de masse que par le passé. Le PCF a plus ou moins doublé le nombre de ses adhérents depuis les années 60, passant d'environ 300 000 membres à près de 600 000. Le but fixé est maintenant d'arriver à un parti d'un million d'adhérents d'ici quelques années. Le sens de cette démarche est évidente : toute la stratégie du PCF se base sur l'idée que l'élargissement de son pouvoir doit passer obligatoirement par le processus électoral, que la « prise de pouvoir » dans son sens classique n'est ni possible ni souhaitable aujourd'hui. Comme les gains électoraux des communistes sont normalement proportionnels à son organisation, surtout dans les entreprises, le PCF, pour gagner électoralement doit avoir beaucoup plus de membres, de cellules d'entreprise (cela est en train de se faire aussi : 5681 cellules d'entreprise en 1973, plus ou moins 9000 en 1976), et d'élus à tous les niveaux (la grande poussée communiste dans les élections municipales de mars 1977 amorce sans doute un processus à cet égard aussi). En un mot, le souci d'être *véritablement* un parti de masse impose aujourd'hui l'abandon de la stratégie de prise de pouvoir révolutionnaire; la plus grande conséquence quant aux rôles de tribun et de parti de gouvernement est l'établissement d'une corrélation « naturelle » avec la stratégie du passage pacifique au

socialisme. Pour reprendre la formule d'un intellectuel communiste : *« ...aujourd'hui être un parti de masse est la condition nécessaire du rôle d'avant-garde. »*

La classe ouvrière est loin de se reconnaître dans sa totalité dans le PCF.

Mais en devenant de plus en plus un parti de masse, le PCF va-t-il garder son caractère de parti de classe? Et tout d'abord, dans quel sens le PCF était-il auparavant un parti de classe?

Examinons d'abord la sociologie du Parti, en particulier les adhérents et l'électorat communistes. En 1966-67, la dernière fois que le PCF a publié une statistique globale sur sa composition sociale, à peu près 60 % des adhérents étaient qualifiés comme « ouvriers ». En déduisant les femmes mariées à des ouvriers, les ouvriers retraités etc., l'on arrivait à un pourcentage réel d'ouvriers actifs de 40 % environ; à peu près le même qu'au Parti communiste italien (PCI), qui est connu comme un parti beaucoup plus « interclassiste » que le PCF « ouvriériste », et, en fonction de sa taille (à peu près six fois la taille du PCF en 1966) également beaucoup plus comme un parti de masse. La réalité de ce chiffre de 40 % est apparemment confirmée par le fait que le PCF a annoncé que les 94 000 nouveaux adhérents de 1975 comprenaient 45 % d'ouvriers. En fait, le PCF ne touche qu'une fraction de la classe ouvrière : il est avant tout un parti de *familles ouvrières* plutôt qu'ouvriers actifs. Cela dit, le PCF est de loin plus ouvrier que n'importe quel autre parti de France, et l'on insiste sur la différence entre un parti d'ouvriers et un parti de familles ouvrières surtout pour marquer



RICHARD KALVAR/MAGNUM

Avant tout, un parti de familles ouvrières.

l'une des différences qui sépare le PCF du modèle léniniste classique.

En ce qui concerne l'électorat communiste, le PCF est une fois encore le plus ouvrier de tous les partis politiques français. Mais il reste qu'aux dernières élections législatives (1973), l'électorat communiste ne comprenait que 52 % d'ouvriers, et environ un tiers seulement du vote ouvrier global. 42 % des adhérents CGT n'ont pas voté communiste. Ainsi, dans le passé récent 50 % environ de l'électorat communiste n'était pas ouvrier tandis que 55-60 % des communistes eux-mêmes n'étaient pas non plus des ouvriers. La classe ouvrière est donc loin de se reconnaître dans sa totalité dans le PCF. Un parti ouvrier? Le plus ouvrier de France, certes, mais très loin à la fois de l'image léniniste de *« Que faire? »*, et de ses propres origines dans les années 20, quand le parti était beaucoup plus petit et à prédominance effectivement ouvrière. De plus, nous connaissons la composition sociale du Parti aujourd'hui : le PCF a plus ou moins doublé ses adhérents depuis 1968, et cela essentiellement depuis seulement quatre ans. Même si le pourcentage d'ouvriers reste à peu près constant (à condition de donner une définition très élargie et controversée de la classe ouvrière, ce qui provoque actuellement beaucoup de discussion au sein du Parti comme dans la plupart des PC d'Occident) un parti de 600.000 membres est très différent d'un parti qui a longtemps oscillé aux alentours de 300.000 membres; et surtout d'un parti qui vise maintenant, comme l'ont annoncé Georges Marchais et Paul Laurent, un million de membres. Ainsi, dans la pratique, le PCF semble effectivement évoluer vers le parti de

masse, tout en continuant de se dire aussi parti de classe. Mais il n'est pas du tout sûr que les dirigeants du PCF pourront ou voudront aller jusqu'au bout dans cette « italianisation » organisationnelle; cela implique un changement dans la nature de l'appareil qui ne peut pas ne pas avoir de conséquences profondes sur le caractère, le type d'action et la mobilité même du Parti. Beaucoup de choses dépendront à ce niveau du succès de la stratégie politique de large alliance et des chances d'accéder au pouvoir du PCF. Si celui-ci réussit à surmonter sa tendance à la stagnation (et les élections municipales de mars 1977 sont un premier signe d'une percée), l'idée d'un « nouveau modèle militant » et d'un parti de masse cherchant avant tout à accroître sa « présence » dans toute la société pourraient s'imposer. Si, par contre, la stratégie actuelle aboutit à un échec, la transformation amorcée pourrait être compromise. Le PCF, ici comme à plusieurs égards, se trouve aujourd'hui à mi-chemin dans une évolution dont la tendance générale est tracée mais dont ni la continuation ni le succès ne sont assurés.

« Parti ouvrier », le PCF est-il aussi « le » parti de la classe ouvrière? La réponse à cette question ne peut être qu'arbitraire, et donc facilement polémique. Demandons-nous donc plutôt quel est le rapport entre la stratification sociale du Parti et sa politique? Est-ce que le PCF reflète dans son programme les ambiguïtés de sa composition sociale?

Ici, une fois encore, nous avons affaire à un parti qui essaie, au moins en principe, de tout faire, d'être à la fois le tribun de toutes les catégories « non-monopolistes », c'est-à-dire le grand rassembleur de l'« union du peuple de France », et en même temps, l'avant-garde de la classe ouvrière, plaçant ses intérêts, lorsqu'il faut choisir, avant tous les autres, en attendant le grand jour où « l'immense majorité » se reconnaîtra dans le socialisme tel qu'il est défini par le PCF. Le programme communiste de 1971, le dernier programme complet et « pur », promet effectivement la résolution de tous les conflits, et la défense de toutes les catégories, tout en maintenant la place essentielle et « transcendante » en quelque sorte, de la classe ouvrière. Seule l'expérience pratique d'une participation communiste au pouvoir pourrait permettre de savoir si le PCF serait capable d'une innovation historique par rapport aux autres partis communistes, ou si, comme c'est sans doute le cas, sa théorie de l'histoire et de la représentation politique est à la fois scientifiquement fausse et pratiquement impossible à réaliser.

Un changement très profond est intervenu dans la conception et la pratique de l'internationalisme.

Comment analyser, à ce stade, la question du rapport entre le PCF et le mouvement communiste international?

En 1972 on pouvait encore parler du « mouvement communiste en France. » Aujourd'hui on aurait plutôt tendance à dire le « mouvement communiste français. » Nuance significative. En effet, la longue marche vers l'autonomie de prise de décision dans le PCF, processus dont les signes extérieurs ont fait progressivement surface sur une durée d'au moins dix ans avant la période décisive 1975-76, nous oblige à reconnaître que le PCF n'est plus un « détachement » d'un mouvement international, comme il le disait lui-même dans le passé. Si le PCF reste néanmoins à l'intérieur du mouvement communiste international, et si ce mouvement constitue toujours une sorte de contre-société en Occident, parallèle à celle que représente encore ce parti à l'intérieur de la société française, il n'est pas moins vrai qu'un changement très important est intervenu dans sa conception et sa pratique de l'internationalisme.

Avec l'adoption du terme « eurocommunisme » par Georges Marchais, après la réunion à Madrid de mars 1977 des dirigeants du PCF, du PCI et du PCE, les communistes français changeaient très nettement de ton, puisque jusque là Georges Marchais avait toujours récusé le mot, sinon le contenu. Que signifie donc ce changement de vocabulaire?

Dans le fond, on dirait que le PCF essaie simplement de faire de la bonne guerre idéologique. En effet, dans la pratique, le changement de mots n'a pas, jusqu'ici, de conséquences. Au niveau idéologique, par contre, le PCF prend l'initiative, en essayant de renverser l'implication négative et accusatrice du terme, pour insister plutôt sur ses implications positives. Au début, l'expression eurocommunisme désignait surtout le problème de l'internationalisme et de la prise d'autonomie de certains partis vis-à-vis de l'Union soviétique, bref la fin de la « fidélité inconditionnelle. » Il n'avait pas encore acquis son sens positif de projet socialiste démocratique et pluraliste, bien que chacun des trois principaux partis concernés aient déjà commencé depuis des années à élaborer une telle conception.

Ce n'est qu'une semaine avant la réunion de Madrid que le PCF dévoilait son intention de changement. Un article de l'hebdomadaire *France-nouvelle* affirmait que l'eurocommunisme

était désormais une « réalité », bien que le terme lui-même restât « impropre », en ce sens qu'il était trop limitatif géographiquement, et qu'il impliquait pour certains l'idée d'un nouveau mouvement ou un nouveau centre « régional » du monde communiste. (1)

Après la réunion de Madrid, Georges Marchais déclara que l'eurocommunisme se portait bien, et que non seulement la formule n'était pas gênante, mais qu'il la faisait sienne.

Ainsi les dirigeants communistes français, devenus eurocommunistes tout aussi brusquement qu'ils avaient annoncé l'abandon de la dictature du prolétariat, laissaient entendre que, au moins de leur côté, la réunion de Madrid n'avait pas été le moment décisif que certains observateurs affirmaient. Le PCF continue à se trouver à mi-chemin dans un processus qui n'est que très partiellement reflété, et parfois même occulté, par la lutte idéologique, la bataille de mots qui se livre autour des actions concrètes. Le dirigeant du PCI, Sergio Segre, a eu sans doute raison d'écrire que la réunion de Madrid a « *confirmé et developpé un processus de convergences des trois grands partis communistes de l'Europe occidentale* », mais que, en tout état de cause, « *Madrid n'a été ni un point d'arrivée ni un point de départ.* » (2).

Aucun des trois grands PC occidentaux n'est encore véritablement crédible aux yeux des non-communistes.

Finalement, malgré l'indépendance de prise de décision et malgré le choix d'une stratégie d'instauration d'un socialisme démocratique, aucun des trois grands partis eurocommunistes n'est encore complètement crédible aux yeux des non-communistes. D'une part, l'indépendance de ces partis, et surtout celle du PCF, la plus récente, ne va toujours pas sans interrogation. D'autre part, ni l'indépendance des partis, ni les désaccords de doctrine ou de stragégie n'ont détruit l'harmonie des « eurocommunistes » et des soviétiques sur le sens global des rapports de force dans le monde, c'est-à-dire l'opposition du bloc capitalisme-impérialisme-guerre et du bloc socialisme-libération nationale-paix. Et troisièmement, ceux-là mêmes qui croient à la sincérité des déclarations doctrinales constatent que, même dans sa forme gramscienne, l'idée d'un pluralisme démocratique assorti de l'hégémonie de la classe ouvrière ou d'un bloc historique demeure très controversée dans une théorie libérale de la démocratie.

Il est pourtant nécessaire de souligner les différences sensibles qui distinguent les partis eurocommunistes à cet égard. Le dirigeant espagnol Santiago Carrillo est par exemple sans doute le plus critique, au moins publiquement, à l'égard du système et du monde soviétique. Du côté du PCI, on retient surtout la déclaration d'Enrico Berlinguer qui ne se sent pas *« plus en sécurité » à l'ouest qu' à l'Est pour développer la stratégie d'un socialisme véritablement démocratique. »*

Les communistes français restent, pour l'instant, les plus silencieux à cet égard, et aussi les plus proches des positions soviétiques en matière de politique étrangère, en-dehors de certains désaccords ponctuels. Par exemple, tandis que le PCI et le PCE se sont prononcés pour une politique très européenne, favorable a une construction soutenue et approfondie de la Communauté européenne, le PCF continue d'énoncer à cet égard une position « gaullocommuniste » qui, au nom de la souveraineté nationale, refuse toute extension des pouvoirs de la Communauté européenne. (*)



J.P. PAIRAULT/MAGNUM

Le PCF, défenseur de toute les catégories sociales?

*Position qui n'est pas sur ce point modifiée par la déclaration nuancée de Georges Marchais sur l'élection du Parlement au suffrage universel.

NDLR

On peut également supposer qu'il y aurait aussi des différences significatives en matière de politique militaire, de sécurité et de défense; mais les Italiens refusent de développer des thèses publiques très précises à ce sujet, et la politique du parti français sur la question de la défense nationale et la force de frappe paraît en voie de mutation imminente. Pour le PCF, le fait de ne pas demander la sortie de la France de l'Alliance atlantique actuellement ne contredit probablement pas le maintien du but à long terme « de désengager, fut-ce progressivement, notre pays de l'Alliance atlantique », et de réorienter le commerce extérieur de la France, et sa diplomatie de manière générale, davantage vers les pays de l'Est, bien qu'il ne soit pas question de proposer une adhésion ni au Pacte de Varsovie, ni au COMECON (3).

Le rôle d'avant-garde continue de marquer le visage politique du communisme français.

Qu'est-ce donc que le Parti communiste français aujourd'hui? Beaucoup d'observateurs ont suggéré la « social-démocratisation » du PCF. A mon sens, c'est une double erreur. C'est en effet supposer que la transformation d'un parti communiste doit nécessairement créer un parti-social-démocrate; ce qui ne peut être soutenu sans une définition floue, qui revient en définitive à se fonder uniquement sur la distinction entre un parti révolutionnaire et un parti réformiste. Dans ce cas, comment qualifier un parti communiste qui ne veut plus, ou ne peut pas faire la révolution définie dans son acception traditionnelle, mais qui reste néanmoins basé sur le centralisme démocratique à l'intérieur et combat sans ambiguïté pour une transformation complète de l'économie et du régime? Le PCF demeure un parti communiste, en ce sens que sa conception de la stratégie et la nature de son organisation restent des produits de la racine léniniste. Dans les faits, le PCF ne devient pas non plus un parti social-démocrate, bien qu'il ne réponde pas autant que par le passé à l'image classique d'un parti communiste, image forgée pendant la période de la troisième Internationale. En 1972 j'avais conclu que le PCF n'était certes plus un parti révolutionnaire dans le sens classique du terme, mais que néanmoins le parti restait capable d'entreprendre des politiques « radicales », littéralement « de racine ». Aujourd'hui nous constatons, il me semble, la confirmation de cette thèse, et l'infirmation de deux autres : d'abord, la thèse de la social-démocratisation, et deuxièmement, l'affirmation que les dirigeants du PCF étaient satisfaits d'être le premier parti à gauche et dans l'opposition, et qu'ils ne cherchaient pas vraiment le pouvoir.

Les différents rôles politiques, ou « faces » du PCF continuent à se distinguer dans la réalité, à travers des tactiques ou des modes d'organisation spécifiques. L'avant-garde recherche « un socialisme aux couleurs de la France. » Le parti de gouvernement travaille pour la victoire de « l'union de la gauche. » Le tribun recherche « l'union du peuple de France. » Et la contre-société communiste, tout en se modernisant, persiste dans l'affirmation de son hétérogénéité radicale, et de sa supériorité, par rapport au reste de la société. Les communistes, à partir de leur théorie « véritablement scientifique », veulent s'imposer comme étant toujours « les meilleurs », les seuls vrais porteurs du les seuls vrais porteurs du socialisme. Le fait de se distinguer radicalement des autres demeure ainsi une préoccupation constante, et *nécessaire,* du Parti communiste français.

Le rôle d'avant-garde continue de marquer le visage politique du communisme français, donnant une signification ultérieure à chacune des différentes « faces » du mouvement, et les empêchant de s'enliser dans le « réformisme », dans « l'électoralisme », et dans le « sectarisme ». La prétention communiste à une vérité supérieure continue donc d'avoir des conséquences politiques considérables, bien que fondée à la fois sur l'idée fausse d'une théorie scientifique de la société, et sur la fausse communauté des liens « fraternels. »

Ronald TIERSKY

(1) *France Nouvelle* 28 février 1977, « Peut-on parler d'« eurocommunisme? » L'auteur, Gérard Streiff y proposait une liste de six « grands thèmes communs » des partis eurocommunistes : 1) l'analyse de la crise des pays capitalistes. 2) les conséquences sociales et politiques de cette crise. 3) une voie stratégique démocratique. 4) l'idée que le socialisme et la liberté sont indivisibles. 5) une politique de larges alliances. 6) la pleine indépendance des partis communistes.

(2) Dans *l'Unita* du 6 mars 1977, repris dans *Le Monde,* le 8 mars 1977, p. 2.

(3) Voir la déclaration de Georges Marchais, d'une franchise surprenante, dans un rapport au Comité central du 29 juin 1972 suivant immédiatement la signature du Programme commun — et qui ne sera publié que trois ans plus tard, par Etienne Fajon, *L'Union est un combat* (Paris Editions sociales, 1975), pp. 95-100.

TRIBUNE

Le C.O.S.E.F. pourquoi ?

par Jean-Marie Le Guen

Nous avons récemment donné la parole à Didier Davidoff, Secrétaire général du MAS. Jean-Marie Le Guen, Secrétaire général du COSEF (comité pour un syndicat des étudiants de France) explique ici l'analyse et les perspectives de son organisation.

Le C.O.S.E.F. (Comité pour un Syndicat des Etudiants de France) s'est créé en 1975 à l'initiative d'un petit noyau militant issu de l'U.N.E.F. renouveau et de l'ex Marc. Etudiants socialistes pour la plupart d'entre eux; notre entreprise que certains jugeront audacieuse est toute entière fondée sur l'analyse selon laquelle le syndicalisme étudiant, aujourd'hui faible et divisé, ne pourra réellement progresser que par la reconnaissance de sa diversité, et auparavant par l'expression et l'organisation syndicale des étudiants se reconnaissant dans les idées socialistes. Aussi je saisirai l'occasion qui m'est donnée ici, pour faire un premier bilan et tracer quelques perspectives de notre action.

Le printemps dernier a connu le plus fort mouvement revendicatif à l'Université depuis 1968. Une grève générale, étudiants-enseignants de plusieurs mois, la quasi totalité des universités touchées par le mouvement revendicatif, des manifestations d'ampleur considérable en réaction face à une réforme de second cycle universitaire. Tout cela, ne nous le cachons pas, n'a pas pour seule origine un décret arbitraire aggravant la sélection, la privatisation des universités ou même la main mise du patronat sur l'enseignement. La révolte est l'aboutissement d'un processus plus complexe: la crise de l'Université et plus généralement ce que l'on appelle la crise de la jeunesse. En fait, derrière ces concepts assez vagues se rattachent des réalités plus concrètes qui ont pour nom, le chômage, la dégradation des conditions de vie, le processus général de déqualification sociale mais aussi le rôle que le capitalisme veut faire jouer aux cadres et aux intellectuels, la crise idéologique et culturelle qui touche l'ensemble des couches moyennes.

En effet, certains pourraient dire à juste titre que l'Université n'est plus ce qu'elle était :

d'instrument privilégié de reproduction sociale et idéologique recrutant essentiellement dans une bourgeoisie sûre d'elle même, l'Université est devenue cette monstrueuse machine à stocker, sélectionner, indispensable mais aussi haïssable pour le système capitaliste.

Pour des raisons économiques et politiques, les divers gouvernements de la Ve République ont ouvert l'Université aux couches de la petite et moyenne bourgeoisie. Incapable de satisfaire la ruée vers l'Eldorado des études supérieures, en refusant de reconnaître les qualifications et les diplômes, on organise la sélection on détourne la formation supérieure des filières universitaires. Il s'agit en fait de développer d'une part des filières, véritables « voies de garage » où l'étudiant, futur chômeur, passe plusieurs années universitaires sans espoir de débouchés professionnels; ailleurs, on renforce la sélection dans les secteurs professionnalisés que l'on aménage de façon à mieux en contrôler l'enseignement. Ce démantèlement ne résoud en rien la crise de l'Université. Au contraire, allant de pair avec un amoindrissement des moyens financiers mis à la disposition des universités et de ses usagers, le système universitaire français est sûrement orienté vers une totale faillite.

Il est vain actuellement de prétendre planifier les besoins éducatifs en fonction des demandes économiques exprimées. C'est pourtant au niveau de la liaison entre diplôme, formation et emploi que le syndicalisme étudiant doit en partie se redéfinir tant dans son action que dans sa réflexion. C'est là qu'il trouve le fondement de classe de sa stratégie, son unité dans l'avenir social de la grande majorité des étudiants, ses possibilités d'engagement commun aux côtés des forces syndicales des travailleurs.

Faute de comprendre cette évidence plus d'une organisation étudiante a borné toute son action à une défense corporatiste inutile, car ne se donnant pas les moyens de gagner.

Vivant le plus souvent dans des conditions matérielles difficiles, victimes de la sélection ou engagés dans des études sans perspective d'emplois les étudiants, partie intégrante de la jeunesse, ressentent plus fortement que d'autres la crise idéologique et culturelle. Ce que l'on a coutume d'appeler contenu des cours et forme d'enseignement doivent se trouver également au centre de nos préoccupations syndicales. En effet, on ne peut distinguer sérieusement ce qui est proprement structurel ou idéologique dans nos revendications. Comme on l'a vu, la crise universitaire est un aspect parmi d'autres de la crise économique et sociale du capitalisme. Mais c'est aussi la conséquence des tentatives que la bourgeoisie met en œuvre pour y remédier. Il y a non seulement rupture entre les valeurs traditionnelles de la bourgeoisie et les aspirations des jeunes mais aussi cela se double à l'Université par une tentative de remise en cause par le capitalisme lui-même de certaines traditions universitaires. L'Université est jugée trop critique, trop éloignée de la sphère économique, comprenons par là pas assez soumise au culte du profit, à la logique économique et idéologique du capitalisme. A travers le contrôle de l'Université c'est l'intégration et la soumission des classes moyennes qui sont visées. Aussi à l'Université, enjeu et terrain de la lutte des classes, deux logiques totalement opposées s'affrontent. La lutte pour la satisfaction de nos revendications ne peut être que globale. Toute victoire que ce soit dans ce que l'on appelle le qualitatif ou le quantitatif est un pas en avant.

Face au double défi que représente l'organisation de la lutte contre les tentatives liquidatrices du pouvoir et les changements structurels que nous devons promouvoir, quelle est la réponse du syndicalisme étudiant?

Le syndicalisme étudiant est faible et divisé. Reprenant à son compte en les amplifiant les divergences des différents courants de la pensée progressiste, il laisse apparaître beaucoup plus ces déchirements que son unité. Avant d'avancer l'idée que le mouvement syndical étudiant est faible parce qu'il est divisé, attardons nous sur ces différentes composantes.

La droite organisée reste inexistante mise à part ses groupes d'action commandos. Cependant comme ailleurs en pareil cas les étudiants sont tentés par l'individualisme, le chacun pour soi. Cela explique en partie la faiblesse de la syndicalisation, le pourcentage très bas de participation aux élections et parfois même les suffrages que reçoivent des groupes locaux dits indépendants.

Le syndicalisme étudiant se doit de faire prendre conscience aux étudiants que leurs intérêts se situent dans le cadre du front de classe des travailleurs.

Pour cela il faut procéder par une démarche pédagogique excluant l'idéologisme volontariste et l'action marginale. Il ne suffit pas d'organiser la frange radicalisée, il faut surtout gagner la confiance de la grande masse des étudiants et pour cela se donner les moyens d'une action efficace c'est-à-dire réaliser l'unité des étudiants, faire avancer l'idée qu'un syndicat même anticapitaliste est d'abord l'outil des luttes concrètes au service de l'étudiant.

Si tout le monde à gauche ne va pas jusqu'au bout de cette démarche, il semble que chacun s'organise syndicalement.

Cela semble d'ailleurs être le sens de l'évolution récente de l'extrême gauche : longtemps opposée à toute forme de syndicalisme étudiant, elle a fait aujourd'hui le choix du travail dans les organisations de masse.

Or, importante constatation, l'extrême-gauche est présente à l'Université sans commune mesure avec son audience nationale. Sur le terrain universitaire, elle est active et à notre sens la principale erreur est de ne pas le reconnaître, en voulant plaquer sur la vie universitaire des schémas de la vie politique ou syndicale extra universitaire. Ce n'est pas le lieu ici de dénoncer les pratiques de ceux-ci ou de faire ressortir le caractère souvent néfaste de leurs activités pour le mouvement étudiant. Il est plus intéressant de noter qu'après la lutte du printemps dernier, certains (la L.C.R. en particulier) ont été contraints de faire leur autocritique et de se prononcer pour la syndicalisation.

Pour le C.O.S.E.F. cette démarche est positive, elle est le résultat d'un mouvement sans doute plus profond : la renaissance du fait syndical à l'Université.

En effet,il faut se rappeler que l'ensemble des organisations syndicales étudiantes ne syndiquent pas 5 % du milieu. Cela tient sans doute à la nature même du milieu, son caractère d'état passager, son absence de mémoire collective ou à l'attitude sectaire qu'imposent les différentes chapelles.

Mais notre analyse nous pousse à croire en un renforcement de la syndicalisation par l'accumulation assez prodigieuse d'échecs pour les luttes étudiantes et aussi par un processus objectif qui transforme l'étudiant en jeune travailleur en formation. Comme nous avons tenté de l'expliquer plus haut, l'étudiant n'est plus cet être privilégié à l'avenir professionnel exceptionnel. Ceux qui font nombre dans le milieu étudiant sont des salariés (+ de 50 %), les futurs chômeurs, les laissés pour compte des grades universitaires. Certes les étudiants ne sont pas directement productifs mais ils sont aussi victimes d'un système qui les exploite. C'est en ces sens que nous estimons que l'étudiant devient de plus en plus un jeune travailleur en formation comme le montre déjà la réalité des secteurs professionnalisés. Aussi la revendication de statut de J.T.F et son corrolaire le pré salaire étudiant est un pas important vers la notion d'éducation permanente, fondamentale pour le socialisme autogestionnaire.

Le renforcement de la syndicalisation étudiante pose deux grands problèmes : le respect de l'identité des diverses composantes, son efficacité.

Si depuis l'éclatement de l'U.N.E.F., décomposée sous la poussée de mai 68, chaque courant politique tente d'avoir son expression syndicale propre, c'est bien entendu à cause de l'importance que représente le terrain universitaire mais surtout parce qu'il semblerait qu'à l'université les fondements même de l'Union la plus restreinte sont impitoyablement foulés au pied par les hypothétiques « divergences fondamentales ».

Force est de reconnaître que si le syndicalisme étudiant trouve à notre sens sa justification théorique, les militants strictement syndicaux ne sont pas légion quoiqu'on en dise. Et lorsqu'ils existent ils sont à la merci d'appareils politiques qui chercheront à les manipuler. Il faut se rendre à l'évidence les intérêts donc les clivages politiques priment aujourd'hui. Nous sommes donc à cette situation où l'on voit s'élever les bases objectives d'un syndicalisme étudiant, alors que les appareils politiques, en relative perte d'influence, s'efforcent d'en prendre le contrôle ou de se donner une pratique syndicale de façade.

Au C.O.S.E.F. nous ne nous résignons pas devant cet état de fait. Face à l'inefficacité d'un syndicalisme divisé, nous nous battons pour la construction de la grande organisation syndicale qui regrouperait tous les étudiants. Mais cela n'est possible que si l'on reconnait l'existence des différents courants politiques de la gauche. Nous ne croyons pas pouvoir supprimer cette réalité sous prétexte de ne considérer que les démarches concrètes ou syndicales. Nous savons qu'à ce niveau même il y a existence de problèmes politiques même si le combat commun doit les effacer. Alors reconnaissons et faisons dominer notre volonté d'union. A ce titre nous pensons que le C.O.S.E.F. a son rôle à jouer, car pôle de rassemblement syndical des étudiants du courant socialiste, la force de nos idées et le potentiel que nous représentons chez les étudiants doivent nous permettre d'être le moteur de l'Union des étudiants au-dessus des manœuvres d'appareil. Mais nous restons lucides, si au fur et à mesure que notre existence s'affirme nous nous rendons compte de la sympathie que rencontre notre courant, nous savons que beaucoup ne nous ont pas rejoint et répugnent encore à le faire.

Mais nous attendons ces camarades dans l'esprit d'ouverture que nous voulons maintenir en espérant que pendant le temps qui passe, chacun travaille pour les idées qui nous sont communes. □

JEANMOUGIN/VIVA



Les propositions du Programme commun concernant la défense n'étaient pas parmi les plus admirables.

Bernard Jaumont poursuit ici le débat sur la force nucléaire ouvert dans notre numéro 16 par Gilles Martinet et Patrick Viveret.

Atome : un choix de dupes

Dans le Programme commun tel qu'il a été rédigé en 1972, les propositions concernant la défense n'étaient pas parmi les plus admirables.

Se donner pour tâche de définir « une stratégie militaire permettant de faite face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit », tout en supprimant la force nucléaire et en ramenant à six mois la durée du service militaire, c'est vraiment s'imposer une mission impossible. De ce point de vue, le récent revirement de la gauche sur la force de frappe peut apparaître comme une amélioration.

La réalité n'est pas aussi simple. Sur le plan moral ou métaphysique, on peut estimer que l'arme nucléaire est le mal absolu, qu'il faut condamner sans appel. Il est tout aussi légitime de dire que la possession d'une arme nucléaire est incompatible avec le type de société qu'on veut construire, avec le mode de rapports sociaux qu'on veut instaurer. Mais si l'on reste, plus modestement, sur le terrain politique, il ne s'agit pas d'être pour ou contre la force de

Au total la politique de défense de la gauche n'apparaît aujourd'hui guère plus limpide...

frappe comme on serait pour ou contre l'Immaculée Conception ou la grâce révélée. Un dispositif militaire, c'est le moyen de défendre une communauté humaine donnée contre le type particulier d'agressions qui peuvent la menacer dans une situation internationale donnée.
On peut donc soutenir ou critiquer certaines analyses de la situation mondiale à un moment donné, on peut être pour ou contre la définition du type de conflits qui sont susceptibles d'en résulter et auxquels on accepte de faire face, on peut contester la politique choisie (le type d'alliances par exemple), on peut encore soutenir que les armes dont on se dote ne sont pas cohérentes avec la politique décidée, ou bien qu'elles ne sont pas suffisantes pour assurer une défense efficace contre les menaces prévisibles. Mais il n'est pas très utile de se déclarer pour ou contre une arme si on ne dit pas ce qu'elle doit protéger, contre quels dangers et dans quelles circonstances.
Or, si dans les états-majors des partis de gauche, l'unanimité s'est faite en faveur de la force de frappe comme elle se faisait naguère pour la condamner, c'est, pour certains, en particulier le P.C. et le CERES, afin de préserver une politique d'indépendance nationale, mais c'est pour d'autres, au nom de l'appartenance à l'Alliance atlantique. Si bien qu'au total, la politique de défense de la gauche n'apparait guère plus limpide aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a cinq ans. La question primordiale n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre la force de frappe. c'est de savoir si l'on peut protéger la France éternelle contre les ennemis héréditaires, ou défendre l'indépendance nationale tous azimuts, ou préparer la défence de l'Europe, ou participer à la défense de l'Ouest contre l'Est.

En toute logique, la force nucléaire française n'a d'utilité qu'au service d'une politique d'indépendance nationale, et, en prenant position en sa faveur, le P.C. et le CERES sont parfaitement cohérents avec eux-mêmes et avec les choix qu'ils font dans les autres secteurs.

Seulement, si elle est compatible avec une politique d'indépendance, la force nucléaire n'y suffit pas. L'indépendance suppose aussi les moyens de ne pas être tributaire de l'étranger aussi bien pour l'approvisionnement en matières premières et en sources d'énergie que pour les techniques les plus avancées. Elle suppose une politique monétaire et une politique industrielle cohérentes et fondées sur des moyens suffisants.
Sur le plan strictement militaire, la force nucléaire n'est qu'un élément d'une défence indépendante, dont les autres composantes sont les troupes d'outremer (pour assurer la poursuite d'une politique néo-coloniale au profit exclusif des entreprises métropolitaines et veiller à ce que les richesses des anciennes colonies ne profitent pas aux concurrents), la Marine (pour protéger les communications entre la métropole et ses anciennes colonies) et une force d'intervention pour faire face à un conflit de nature conventionnelle.
En revanche, la politique d'indépendance nationale est incompatible avec le maintien des troupes françaises en Allemagne, qui est un élément de la défense de l'Alliance atlantique. On a parfois essayé de concilier les deux en soutenant que, même s'il y a des forces françaises en Allemagne, la France, une fois sortie de l'Otan, garde entière sa liberté de juger si elle doit intervenir dans un conflit entre les troupes du Pacte de Varsovie et celles de l'Ouest. C'est vraiment pure acrobatie verbale : dans l'hypothèse d'un conflit de ce genre, comment peut-on imaginer que les troupes fran-



LOCHON/GAMMA

Une photo des Forces Françaises en Allemagne : Veut-on nous faire croire qu'elles restent en temps de paix pour être rapatriées en cas de conflit?

çaises en Allemagne pourraient rester neutres, alors qu'elles se trouveraient peut-être directement sous le feu des forces en présence? Ou bien voudrait-on nous faire croire qu'elles restent en Allemagne en temps de paix pour être rapatriées en cas de conflit? En réalité, la présence de troupes françaises en Allemagne signifie que la France est engagée aux côtés des puissances occidentales dans tout conflit contre l'Est, que sa stratégie n'est qu'un élément de la défense de l'Alliance atlantique et que ce sont bien les valeurs et les intérêts de l'Alliance atlantique qu'elle défend, et non son indépendance nationale.

De Gaulle, à qui on peut reprocher beaucoup de choses mais sûrement pas d'avoir manqué de lucidité ni de cohérence, avait fondé toute sa politique de défense sur ces principes : une force de dissuasion « tous azimuts »; les accords de défense qui permettaient de maintenir des troupes dans les anciennes colonies; les forces de manœuvre en métropole (auxquelles avait été ajoutée la D.O.T destinée à maintenir le pouvoir en place face à une éventuelle insurrection populaire) et la Marine protégeant les communications.

Il faut enfin rappeler qu'au moment où il a décidé que la France devait se retirer de l'Otan, De Gaulle, très logiquement, voulait rapatrier en France les troupes stationnées en Allemagne. La force des choses ne lui a pas permis de mener à bien cette politique. La force de frappe n'a jamais eu la taille d'une arme « tous azimuts » : non seulement sa crédibilité (nulle à l'égard des Etats-Unis, reste, sinon inexistante, du moins très hypothétique face à une autre puissance nucléaire, en particulier l'URSS; mais en outre elle est tributaire des satellites d'observation américains pour être informée d'éventuels mouvements en URSS : ce ne sont pas les caractéristiques que l'on demande à l'instrument d'une politique d'indépendance. Surtout, les digues ont craqué sur tous les autres fronts : à quoi sert une politique militaire d'indépendance nationale quand tous les grands secteurs de l'économie sont contrôlés par des firmes étrangères, quand la monnaie nationale peut être menacée d'un jour à l'autre par des mouvements de capitaux non contrôlés?

Enfin, si De Gaulle a pu décider le retrait de l'Otan, pure satisfaction d'amour-propre, il n'a pas eu les moyens politiques d'imposer le retour des troupes d'Allemagne, qui sont le signe véritable de notre intégration dans l'Alliance atlantique.

Ces échecs et ces renoncements ont eu des conséquences profondes sur le rôle même de la force nucléaire. Assez rapidement, bien avant le départ de

Bien avant le départ de De Gaulle, on a cessé de parler de « Stratégie tous azimuts ».

de Gaulle, on a cessé de parler de « stralégie tous azimuts » et, même si cela n'a pas toujours été explicitement précisé, le rôle de la force de frappe a été très vite limité à la défense du « sanc tuaire ». C'est-à-dire que, dans l'hypothèse où l'URSS envahirait l'Allemagne sans que cela entraîne une riposte américaine, l'existence de l'arme nucléaire permettrait, d'après les partisans de cette thèse, d'éviter que les troupes soviétiques ne pénètrent en France.

On est loin de la politique d'indépendance nationale, mais il faut bien reconnaître que, en fonction du rapport des forces tel qu il existe dans le monde, c'est encore aujourd'hui le seul rôle que l'on puisse sérieusement confier à la force de frappe française. C'est en fonction de ce seul scénario que l'on peut se demander si elle a ou non un réel pouvoir de dissuasion.

Si l'on était loin de la politique d'indépendance nationale et de la stratégie tous azimuts, du moins de Gaulle refusait-il l'intégration dans l'Alliance atlantique. Avec Pompidou, le pas a été franchi : il faut regarder quelles sont, sur le plan militaire, les conséquences logiques de cette nouvelle orientation politique.

En toute rigueur, l'intégration à l'Alliance atlantique rend sans objet la possession d'une arme nucléaire.

Dans le schéma « atlantique », il n'y a pas de nations rivales ou concurrentes capables de devenir ennemies. Il y a l'Est et l'Ouest et par conséquent, pour les membres de l'Alliance, il ne peut exister que deux ennemis : à l'extérieur, les pays membres du Pacte de Varsovie et, à l'intérieur de chaque pays, tous ceux qui refusent le système capitaliste tel qu'il fonctionne.

Dans ces conditions, l'important c'est d'être à tout moment et en tout point de la zone occidentale, en mesure de répondre à un conflit avec les pays de l'Est, mais la nationalité des troupes qui assurent cette défense est secondaire : et par exemple, si les forces françaises sont vaincues en Indochine, les Etats-Unis prennent le relais. Dans un cas comme dans l'autre, elles interviennent non pas au profit des intérêts français ou des intérêts américains, mais pour le compte de toutes les firmes occidentales. C'est exactement la transposition de ce qui s'est passé au moment de l'apparition des nationalismes, lorsque Bretons, Basques et Auvergnats ont cessé de défendre la Bretagne, le Pays Basque ou l'Auvergne contre leurs voisins et ont été chargés de défendre les intérêts français aussi bien en Lorraine que dans les Ardennes ou dans l'océan Indien. Les conséquences sur l'organisation des forces armées françaises ne sont par immédiatement visibles : les troupes défendent les intérêts de l'Alliance à Djibouti ou à la Réunion, comme jadis elles y défendaient les intérêts du colonialisme français. De même, il est cette fois tout à fait logique qu'elles restent en Allemagne et qu'elles prennent leur place au créneau occidental de l'Alliance comme naguère les Vendéens ou les Provençaux dans les garnisons alsaciennes.

Au contraire, la force nucléaire est, dans cette logique, sans objet : seul le dispositif américain est capable d'exercer une véritable dissuasion à l'égard de l'URSS, et si un conflit éclate entre l'Est et l'Ouest, seules les armes nucléaires américaines ont un sens. La force française est alors un anachronisme, un peu comme si au XIXe siècle une province française avait conservé son armée. Sans signification dans une guerre entre impérialismes, cela aurait été malgré tout une aberration dans une défense nationale.

Il n'en reste pas moins que, depuis Pompidou, tous les parti-



LESSING/MAGNUM.

Peut-on sauvegarder son indépendance à l'égard des deux blocs?

sans de l'Alliance atlantique acceptent le maintien de la force de frappe. Non pas qu'elle soit l'instrument militaire de leur stratégie, mais simplement pour des raisons de politique intérieure : la force nucléaire est devenue un symbole de l'indépendance nationale, même si elle ne suffit pas à l'assurer. Et les « atlantistes » n'ont pas plus les moyens de la supprimer que de Gaulle n'a eu les moyens d'imposer le retrait des troupes d'Allemagne. Il reste alors à justifier le maintien d'une arme qui n'est pas adaptée à la politique que l'on poursuit; il faut bien reconnaître que les arguments utilisés ne sont guère convaincants. Pour les uns (c'était le cas de Pompidou, ainsi que le rappelle Gilles Martinet, l'existence d'une force nucléaire française obligerait les Etats-Unis à intervenir si l'URSS envahissait l'Europe occidentale. En d'autres termes, elle jouerait le rôle assigné par l'Allemagne aux troupes américaines stationnées sur son territoire. L'une et les autres donnent l'assurance que les Etats-Unis joueront le jeu de l'Alliance atlantique et non pas l'égoïsme sacré en s'abstenant de participer à un conflit dont leur territoire ne serait pas l'enjeu direct.

C'est un argument intéressant dans la mesure où il participe d'une logique exactement opposée à celle de de Gaulle. Mais il n'est pas très solide. Pourquoi la menace d'un recours à l'arme nucléaire française (qui accroît considérablement le risque d'un affrontement nucléaire) obligerait-elle les Etats-Unis à intervenir dans un conflit auquel ils voudraient rester étrangers de crainte précisément qu'il ne les entraîne dans un conflit nucléaire avec l'URSS?

L'autre argument avancé, c'est que grâce à sa force de frappe, la France pourrait, tout en étant dans l'Alliance, y conserver une certaine autonomie. Qu'est-ce que cela veut dire, et en quoi pourrait consister cette autonomie? Elle ne permettrait certainement pas de mener une politique contraire à celle des Etats-Unis, ni même différente. Tout ce que l'on peut espérer c'est, en période normale, être consultés par les Etats-Unis sur les grands problèmes les plus importants et infléchir leur position. Or, cela, les américains ne l'ont jamais admis, pas plus pour la Grande-Bretagne (qui était pourtant une puissance nucléaire bien avant la France) ni pour l'Allemagne ou le Japon, ni pour de Gaulle. Pourquoi les Etats-Unis accepteraient-ils demain ce qu'ils ont toujours refusé dans le passé? Quant aux périodes de crise, ou du moins de tensions graves, des événements comme la crise des fusées à Cuba ou la guerre du Proche Orient ont montré que les américains ne prennent, sur aucun sujet, l'avis de qui que ce soit. Bien plus, ils ont prouvé que ce ne serait pas matériellement possible parce que, dans les cas graves, les décisions doivent être prises en quelques minutes et celà ne laisse pas le temps de consulter un allié. En fait, l'autonomie dans l'Alliance évoque irrésistiblement la fameuse formule d'« indépendance dans l'interdépendance » inventée par Edgar Faure, ce virtuose dans l'art d'associer dans un compromis purement verbal deux réalités totalement incompatibles.

Au regard de cela, que signifie le revirement de la gauche, et en particulier celui d'une partie du PS?

En toute logique, l'adoption de la force de frappe devrait signifier qu'on a choisi la politique

Pour être l'instrument crédible d'une politique d'indépendance la force de frappe devrait être considérablement renforcée.

d'indépendance nationale. C'est pourtant peu probable : pour un pays comme la France, l'indépendance signifie la constitution d'une zone de quasi-autarcie soit par le maintien de relations particulières avec les pays d'Outre-mer, soit avec des pays d'économie complémentaire.

Cela signifie aussi une politique monétaire, industrielle, douanière etc., dont l'objectif est la défense de l'ensemble national.

Certains responsables du P.S. ont préconisé, au moins partiellement, cette attitude. Mais d'autres ont fait un choix inverse, par exemple en affirmant la nécessité de respecter les mécanismes du marché, ce qui exclut toute politique d'autarcie.

Au demeurant, pour être l'instrument crédible d'une politique d'indépendance, la force nucléaire devrait être considérablement renforcée, par un plus grand nombre de sous-marins, par l'existence de plusieurs bases sous-marines comparables à celle de l'Ile Longue et au moins par la mise en œuvre d'un réseau de satellites d'observation. Le P.S., pas plus que le P.C., ne paraît envisager un tel renforcement.

Alors doit-on considérer que le P.S. a choisi l'Alliance Atlantique? C'est possible et c'est ce qu'affirme Gilles Martinet dans un article du Nouvel Observateur. Dans ce cas, le maintien de la force de frappe est, pour les partisans de l'indépendance nationale, un marché de dupes.
En réalité, il ne semble pas qu'en prenant position pour la force nucléaire, nombre de dirigeants du P.S. aient eu conscience de faire un choix décisif entre des orientations fondamentales, mais simplement de prendre acte de deux echecs :
— Lorsque la gauche était hostile à l'arme nucléaire, elle n'a pas été suivie par la majorité de la population : une partie de l'opinion est restée indifférente, une partie favorable à la force de frappe, par chauvinisme ou pour toute autre raïson. Dans ces conditions, il est plus facile d'accepter que de refuser l'arme nucléaire, non pas qu'elle soit l'instrument d'une politique militaire cohérente, mais parce que cela pose moins de problèmes vis-à-vis de l'opinion intérieure.
— Il n'y a pas, dans le monde, de bases sérieuses pour une politique de refus des blocs ou de troisième voie, que ses adversaires appellent, bien sûr, « neutraliste ».

L'Europe n'est pas aujourd'hui une puissance ayant ses propres orientations, sa volonté, son mode de développement, et capable d'imposer sa politique face à l'URSS et aux Etats-Unis.

Quant aux non-alignés, ils représentent dans certaines circonstances une capacité de refus ou du moins de résistance, mais pas une force d'entraînement vers des objectifs précis décidés en commun et qui seraient indépendants de la volonté des deux Grands.

En même temps, avec l'échec du gaullisme s'est effondrée l'illusion que la France seule, ou plutôt appuyée sur la richesse de ses anciennes colonies, peut mener une politique indépendante des rivalités et des complicités entre l'Est et l'Ouest. Le gaullisme a montré qu'il faudrait, pour y parvenir, la mise en place d'une sorte d'économie de guerre et un accroissement considérable des dépenses militaires, — c'est-dire des sacrifices et un prix que l'opinion n'est pas prête à payer. —

Ni troisième force, ni non-alignement, ni indépendance nationale ne sont des objectifs réalistes à moins de profondes transformations en France ou dans le monde. Voilà la constatation d'où il faut partir car, encore une fois, la définition d'une politique de défense dépend de l'analyse qu'on fait de la situation internationale, du rôle qu'on s'y assigne et des menaces auxquelles on peut, ce faisant, être exposé.

Faute de pouvoir agir sur le monde ou même simplement de l'empêcher d'agir sur nous, il ne reste plus que le choix entre deux paris.

— Ou bien on parie qu'il n'y aura pas de conflit armé entre l'Est et l'Ouest dans un avenir prévisible. Il est alors possible d'essayer d'amorcer une transformation des structures politiques, économiques, sociales du pays. Parallèlement, on peut s'efforcer de favoriser l'apparition d'un nouveau type de rapports internationaux pour retrouver la possibilité d'une politique de non-alignement (ou de neutralisme, comme on voudra) appuyée sur des moyens plus importants que ceux de la France seule. C'est alors, et alors seulement, que se posera la question d'une politique de défense dont l'arme nucléaire pourrait ou non être l'instrument.

— Ou bien on considère que c'est là une attitude irresponsable et que la plus grande probabilité est celle d'un affrontement entre l'Est et l'Ouest. Alors, rien n'est plus urgent ni plus impérieux que de renforcer la défense Atlantique (où la force de frappe française ne conserve un sens que si elle y est complètement intégrée) en participant activement à la mise en place d'un appareil militaire adapté à l'intérêt commun de tous les membres de l'Alliance. Pour la gauche, le pari à prendre dans ce cas-là c'est qu'on peut s'intégrer complètement à l'Alliance Atlantique, dépendre entièrement de ses partenaires pour se défendre dans un conflit jugé vraisemblable, sans être obligé de soutenir à l'intérieur ce qui constitue la seule raison d'être de l'Alliance Atlantique : le maintien des structures politiques, économiques, sociales, culturelles, de l'économie de profit.

Bernard JAUMONT

Pour des intellectuels critiques



J.-J. BENICHOU

Une société qui ne se pense pas ne peut que s'enfoncer dans la décadence...

Jacques Caroux évoque ici le récent livre d'Alain Touraine : « La Société Invisible ».

Qu'est-ce qui fait courir Alain Touraine ?

Après « Production de la société », « Pour la sociologie », « Lettres à une étudiante » et plus récemment, en collaboration, « Au-delà de la crise » voici que paraît un nouvel ouvrage aux éditions du Seuil. Dans « La société invisible; regards 1974-1976 », Touraine, avant de disparaître « derrière sa pratique de sociologue et de citoyen comme dans un casque de motard », nous fait parcourir, chevauchant une grosse cylindrée, une multitude de paysages nationaux, intérieurs, théoriques, quotidiens, politiques où il nous est

« La société invisible » : un puzzle corrosif.

permis de saisir tout à la fois les événements et, à travers ses regards, l'auteur. « La Société Invisible » est conçu comme un puzzle corrosif nous permettant, dans un même mouvement, de construire une image de la société tout en faisant éclater les modes traditionnels de représentations sociales. Le mode d'exposition, une suite de notes prises au jour le jour, du 24 septembre 1974 au 24 avril 1976, renforce le décapage idéologique, cette passion de détruire les apparences, voulue par l'auteur, en nous faisant accomplir des cheminements étonnants qui nous conduisent des Assises du Socialisme au trou des Halles ; de l'Amérique latine à l'offensive du PCF ; du mouvement ouvrier aux loubards ; du Portugal à l'Université... Journal intellectuel composé de plus d'une centaine de tableaux. « La Société Invisible » aborde par facettes des thèmes majeurs : l'érosion de notre société, à la fois de son tissu social et de son ordre symbolique ; le rôle de l'intellectuel ; l'analyse du changement social. Ces thèmes confèrent à l'ouvrage son unité profonde.

La société a disparu ! Nous assistons à la triple érosion de notre héritage social, culturel et politique, à la décomposition de la singularité des groupes sociaux, de leur façon de s'habiller, de se comporter entre eux, de rejeter l'étranger à la communauté, de s'enraciner territorialement. Du conflit entre deux classes « réelles », le prolétariat et la bourgeoisie, ne subsiste que le conflit entre manipulés et manipulateurs. Le rapport de classe s'est désubstantialisé, dépersonnalisé. « Ne me demandez plus où sont les classes, de vous les montrer du doigt, comme on montre le coron à côté du bâtiment, orgueilleusement dressé, de la mine. L'être de la classe n'est plus que son action dans une société qui,toute entière, est fille de ses œuvres, société de production et non plus de reproduction. » Le mouvement ouvrier, devenu rouage de notre système social est appelé à disparaître avec lui. La bourgeoisie cède la place à de nouveaux acteurs sociaux. Contestant le rôle médiateur des partis, des intellectuels organiques, les bases des nouveaux mouvements sociaux revendiquent le monopole du sens de leur action. « Dans une société en changement, il ne faut plus chercher de point fixe». Ce sont les loubards, ces jeunes des couches populaires de la périphérie des villes, plongés dans le cul-de-sac de l'anomie, ce repli de la société civile traquée par les appareils de pouvoir, qui, rejetant l'univers du travail, nous font le mieux sentir le déclin du « cosmos » des sociétés industrielles.

Société invisible mais aussi société non visible des lieux d'où l'on veut traditionnellement la visiter.

Il faut balancer par dessus bord l'idée qui nous pénètre de partout que l'économie explique la société ». Ce que Touraine combat ici, c'est notre incapacité à nous représenter la société autrement que déterminée depuis et par ailleurs : Dieu, le Prince, la raison, l'Histoire, l'Economie... C'est dire que doivent être rejetées toutes les représentations d'une origine extra-sociale de la société. Nous voici confrontés à la société, au système social, — âne refusant d'avancer pour mieux se vautrer dans son univers quotidien —, au changement social, — pur sang fougueux se précipitant vers l'avant pour le meilleur et pour le pire —, sans nos œillères intellectuelles sécurisantes. L'enjeu de cette confrontation n'est pas seulement théorique. De notre capacité de pénétrer la brêche ouverte par la disparition des garants métasociaux dépend notre devenir social. Nous sommes saisis par un avertissement comparable à celui que formulait Nietzsche en annonçant la mort de Dieu : « Si nous ne faisons pas pour nous de la mort de Dieu un renoncement grandiose et une continuelle victoire sur nous-

mêmes, nous aurons à en supporter la perte ». Touraine est tout aussi explicite: « Une société qui ne se pense pas ne peut que s'enfoncer dans la décadence, lentement ou brutalement. Le refus d'analyser et de prévoir, l'abandon à la pure consommation des idées comme à celle des produits matériels annonce la fin du monde ».

Libérer la culture afin que le changement social ne soit pas vécu comme une dérive appelant l'action salvatrice d'une élite ou d'un parti, la dégager des langages morts qui sont aussi le tombeau des pratiques novatrices, tel est le rôle de l'intellectuel. Intellectuel critique et non organique. Il faut reprendre à Gramsci, en la remettant sur pied, cette conception que les intellectuels prenant parti sont l'expression, les opérateurs de l'hégémonie quels que soient les acteurs qui l'exercent. Pour Gramsci, les intellectuels agissent comme « médiateurs » et ont à faire passer des conceptions folkloriques (réactionnaires ou déjà partiellement progressistes des groupes sociaux concrets) aux conceptions officielles, soit réactionnaires lorsque ces conceptions renvoient à une hégémonie bourgeoise, au maintien de l'ordre social, soit progressistes lorsqu'elles renvoient à l'hégémonie prolétarienne, au projet de changement social. Mais si, avec Touraine, nous rompons avec cette idéologie évolutionniste en dissociant l'analyse du système social de l'analyse du changement social, sous le fard généreux de l'intellectuel organique, apparaît l'intellectuel hégémonique garant, protecteur, profiteur d'un nouvel ordre social à sa mesure. Il faut, disait Stanislaw Ossowski, au sortir d'une« disgrâce stalinienne » que l'intellectuel ne se soumette« ni au syndicat, ni au parti, ni au ministre, ni à César, ni à Dieu. S'il est docile, s'il change ses opinions sur ordre, ou bien encore si sa pensée n'est pas en accord avec ses paroles, il trahit ses obligations ». Dans le même ordre d'idée, Touraine écrit: « Dans notre société où se tisse un réseau de plus en plus serré de force d'intégration, de séduction et de répression, c'est en étant l'intellectuel critique, en étant en dehors de l'Ordre, en ne parlant au nom d'aucun pouvoir et surtout pas de ceux qui se préparent à le prendre et à l'exercer, qu'on agit le plus et qu'on contribue le plus à libérer les actions. »

Ces positions conduisent Touraine à rompre avec différents courants de la pensée sociale et surtout avec les « idéologies et les doctrines que l'histoire a réunies sous le nom de marxisme ».

Aux différents tenants de ce champ théorico-idéologique, il reproche leur paresse intellectuelle et, plus fondamentalement, la subordination des conduites sociales à l'ordre économique qu'ils opérent, ce qui leur interdit paradoxalement d'accorder aux conflits et aux mouvements sociaux la place centrale de l'analyse. « Pensée du siècle passé, associée à une politique de salut public ou de dictature du prolétariat, car elle subordonne l'action sociale à un ordre supérieur« objectif » où seuls pénètrent la Théorie, le Parti, l'Etat. Contre ce jacobisme-léniniste... je voudrais faire comprendre qu'une sociologie de l'action sociale est l'instrument intellectuel d'un socialisme démocratique, et, plus encore du retournement victorieux de la société contre ce qui est supposé la dominer, l'Economie ou l'Etat ». Union ou opposition entre la lutte de classes qui débouche sur la nécessité d'un Etat fort pour construire un nouveau type de société et la lutte démocratique qui oppose la sphère publique, la société civile à l'Etat quelle qu'en soit la légitimité? Touraine a trop ressenti l'assassinat du Chili pour formuler une réponse sans nuance: « Je sais que mon cœur est du côté de l'association de la lutte de classes et de la démocratie anti-étatique, mais je sais aussi que la raison me commande d'appuyer le renforcement de l'appareil d'Etat pour écarter la catastrophe ».

Mais entre l'analyste et les acteurs n'y a-t-il pas une séparation fondamentale? Pour l'intellectuel critique l'analyse du changement social a pour horizon une société qui se sait et qui se fait. Pour l'acteur, le« progrès » social s'inscrit dans une dialectique des mythes. Incommunicabilité? On pourrait le croire en constatant que les représentations surannées, traquées par le sociologue sont toujours quotidiennement bien arrogantes et jouissent d'une telle vitalité. C'est que leur tâche est importante: elles ont à maintenir l'enthousiasme des acteurs au niveau de la grande tragédie historique tout en dissimulant à eux-mêmes et aux autres le contenu de leur lutte. Tout est absorbé par l'historicité, changement qui ne se sait pas, qui omet l'obscur, l'ambivalent pour ne donner en clair que ce qui n'est pas. A ces grands rendez-vous manqués de l'histoire, envoûtements du devenir opérés à partir de périodes historiques révolues, il est certain qu'aucun des vieux acteurs sociaux ne viendra, mais on peut augurer avec sûreté que de nouveaux acteurs viendront, que l'on n'attendait pas. Contre ces formidables fuites en arrière et en avant, contre les plénitudes bornées, les enthousiasmes utopiques, nous avons à découvrir les véritables enjeux des nouveaux conflits sociaux. Le sociologue n'est pas un homme heureux. « Je veux vivre comme vit la société, telle que je la représente, distante par rapport à elle-même, mais en permanente destructuration, tendue vers la production de soi-même et le poids de l'ordre qui se reproduit. Je ne crois pas à l'unanimité; le monde de la possession est toujours celui de la dépossession; la fête de la libération met les tyrans au pouvoir; l'homme heureux est l'homme soumis ».

Jacques CAROUX

Notes et critiques

La Culture. Un sujet tabou. Nul ne se hasarde à l'aborder de front. Les uns, la majorité, l'ignorent. Les autres, une extrême minorité, s'en préoccupent et exercent un insupportable diktat. Etiquetée. Compartimentée. Programmée. La culture apparaît aujourd'hui comme un produit localisé. Le ticket de cinéma. Le discount sur les livres et les disques dans les grandes surfaces...

Alors que la culture se développe simultanément sous toutes ses formes et partout. La télévision. La radio. Les affiches. La publicité. Les campagnes électorales. L'architecture. L'esthétisme. La musique. *Et caetera.* La culture n'est plus réductible aux « arts nobles » comme la littérature, la musique classique ou la peinture. A présent, elle a éclaté en mille morceaux et s'est insérée dans les moindres manifestations de la vie. Il nous est apparu nécessaire d'en recueillir les effets.

C'est ce que dans chaque numéro de « Faire » l'équipe de cette rubrique s'efforcera de restituer.

Mon cœur est rouge de Michèle Rosier

Michèle Rosier a repris sa caméra. Après « Georges qui? », elle nous donne aujourd'hui « Mon cœur est rouge », simple récit des 48 heures de la vie d'une jeune femme d'aujourd'hui : « une journée plan-plan », vendredi de travail et la fête du samedi. Ce film, c'est surtout Clara et sa présence aux autres, ceux qu'elle croise dans la rue, les cafés, les bureaux et les appartements. En Solex, en voiture ou à pied, elle va d'un endroit à l'autre pour faire des interviews — elle est enquêtrice d'une agence de publicité — pour « draguer », pour faire des courses, pour voir des amis. La ville est son milieu, elle l'entoure et lui offre ses rencontres en une série de séquences, juxtaposées un peu au hasard semble-t-il. Il y a une bourgeoise entretenue (« Mon job, c'est mon mari, c'est un job en or!), une jeune ouvrière chargée de travail et d'enfants (« Le maquillage? Pour moi, c'était avant, avant tout ça... »). Il y a aussi une jeune motocycliste accidentée qu'elle emmène à l'hôpital, une charcutière raciste et une merveilleuse femme de ménage immigrée qui chante en passant l'aspirateur dans les bureaux, la nuit. Il y a celui qui lui fait le coup de l'auto-stop et celui qu'elle aborde et revoit le soir...

Sensible, fragile, fatiguée, Clara marche à grands pas. La caméra reste à ses côtés, distante, amicale, pudique, et nous suivons. Oui, nous avons envie de voir comment passe son temps, parce que cette célibataire libre et lucide, ce petit phare du féminisme quotidien, est remarquablement interprétée par Françoise Lebrun. Le visage nu et tendre, sans maquillage ni coquetterie, les vêtements anonymes, un pantalon de velours, un blouson imperméable et un bonnet.

Elle nous émeut. Les yeux verts battus, une longue natte rousse dans le dos, elle a l'air vif et curieux d'une étudiante prolongée et nous l'aimons bien. C'est elle la réussite de ce film tonique qui n'impose pas de revendication militante ni de psychologie plaquée, mais simplement nous montre l'exemple de sa vie, ni soumise ni accablée.

Clara, pourtant disparaît dans la dernière séquence consacrée à la grande fête des femmes; elle laisse la place à une foule éclatante



D.R.

Ni soumise, ni accablée

et joyeuse, qui chante, danse, parle de politique et de poésie, la foule de ses sœurs.

Millie MORIN

Le poujadisme de Jacques Martin

La télévision des années 75 se caractérise principalement par un manque complet de nouveauté. Le matraquage insensé de films en tous genres nous laisse pantois, et entre les jeux-gags de la première chaîne et les gags-jeux de la seconde, le choix du téléspectateur se restreint singulièrement.

Quelques émissions ont cependant fait une percée, plus par la personnalité de leur auteur-présentateur que par l'originalité de leur composition. Ainsi « Apostrophes », tout en s'appuyant sur le traditionnel débat sur un thème unique, nous a donné des soirées riches en couleurs et finalement la palette choisie par Bernard Pivot s'est révélée assez large. Martin, c'est une autre histoire.

Depuis le temps qu'il prend à contre-pied ses plus fidèles admirateurs et qu'il retourne vicieusement ses détracteurs les plus acharnés, on n'a jamais tellement su où le situer. Chansonnier, comédien, meneur de jeu, on l'a vu à la radio, au théâtre, au music-hall, au café-concert, à la télévision enfin. Depuis qu'il a pris en main la destinée du dimanche après-midi sur la deuxième chaîne, on commence à mieux discerner les contours du personnage. Etre pendant toute une après-midi dominicale l'invité de millions de foyers qui, ne pouvant sortir, attendent de leur petit écran un dépaysement complet, un oubli du train-train quotidien, n'est pas une mince affaire.



UZAN/GAMMA

Rien ne va plus au royaume de Jacques Martin.

Le « Petit Rapporteur » avait été un succès foudroyant parce que, dans la grisaille des programmes d'alors et des émissions style brosse-à-reluire, il avait soufflé sur son passage toutes les recettes de la télévision toute préparée. Acidité d'ailleurs plus apparente que réelle. On se moque gentiment du bon « Babar », on conte sur un ton ironique les malheurs du candidat politique de droite, de gauche, et du milieu. On développe le thème légèrement racoleur de la bande de copains riant un bon coup autour d'un petit rouge gouleyant. Politiquement « neutre », l'émission de Jacques Martin avait comme but unique l'indice d'écoute; de ce côté-là, pas de problème, ce fut une réussite complète. Mais on peut en vouloir à l'équipe de ne jamais avoir voulu aller plus loin et finalement d'avoir trompé leur auditoire en passant pour des empêcheurs de tourner en rond sympathiques alors qu'au fil des émissions ils devenaient des « détourneurs » de vrais problèmes.

La lorgnette reprend ces défauts d'une manière amplifiée : le goût est nettement un cran au-dessous, les idées peu renouvelées. Il est vrai, et c'est là la double face de Jacques Martin, qu'elle n'en reste pas moins attrayante : les parkings tellement étroits sous les grands ensembles que le conducteur est obligé de sortir par le sas arrière, les publicités mensongères, les dessins politiques de Piem, retiennent l'attention et tentent d'entraîner le téléspectateur à garder l'antenne le reste de l'après-midi.

Martin montre là son côté le plus désagréable. Avec son smoking bien coupé et ses chemises à jabot, il perpétue les traditions les plus usées de la télévision style Guy Lux - Armand Jammot. Ce qu'il est censé dénoncer à deux heures, il l'exécute à huit.

Et comment reconnaître, dans le présentateur-auteur de « Music and Music » faisant une soirée spéciale Georges Brassens avec Enrico Macias et Adamo (!) et tous les poncifs inhérents à ce genre de soirée, le compère de Jean Yanne qui nous fit découvrir un nouveau style d'humour, il y a quinze ans sur notre transistor...? Rien ne va plus au royaume de Jacques Martin.

Didier MAX

Hey Ferrat!

Dans le feu des résultats électoraux, au soir des municipales, entre tous ces noms qui évoquaient les joutes politiques ou les bancs d'assemblée, il en fut un qui laissa passer un joli vent de fraîcheur, de souvenirs et de joie : Jean Ferrat. Disparu des scènes de music-hall, Ferrat n'en continue pas moins à exercer une sorte de fascination sur les publics de tous âges.

Réapparu au petit écran le mois dernier, il nous rappela qu'il reste l'un des quatre ou cinq grands chanteurs français qui montrent la voie à toute une génération. Depuis ses débuts, qu'il effectua dans la lignée de Brassens à qui il rendit un hommage musical merveilleux, il imposa un nouveau style à mi-chemin entre Montand et Ferré. La trame essentielle de ses chansons est politique. D'abord au service d'une idée, souvent à celui d'un parti, sa chanson se situe d'emblée dans le domaine populaire. La mélodie est enthousiaste, les paroles faciles à retenir, le thème central simple et dépouillé. La gamme est elle-même fort étendue : l'amour, la difficulté de vivre, l'action politique, le souci écologique. Jean Ferrat chantait la montagne et son air dépollué à des millions de gens qui ne connaissaient ni Dumont ni Lalonde. Sa retraite, ou

plutôt son repli sur lui-même, étonne. Lui qui proclama si fort qu'en « groupe, en ligue, en procession », il voulait être à la pointe du combat, son ambition se réduirait à élever des moutons et gérer les affaires communales de deux mille citoyens?

Qu'il nous soit permis d'adresser un reproche amical à Jean Ferrat.

Après nous avoir fait découvrir tant de recoins cachés de la poésie et de la chanson moderne, avoir continuellement renouvelé son répertoire, de « Ma môme » à « La commune », son horizon se borne aujourd'hui à effectuer des reprises réorchestrées et mises au goût du jour. C'est trop, ou trop peu.

La retraite complète, comme Brel se comprend aisément. L'arrêt en pleine « gloire », quand on pense qu'on n'a plus rien à dire de nouveau ou que le métier vous devient insupportable, peut-être. Mais la méthode de Ferrat de nous redistiller « Hey l'amour » et bientôt « Potemkine », avec un accompagnement new-look et une publicité renforcée n'est peut-être pas la meilleure passe de sa carrière.

D.M.

La volonté de savoir

« Ne pas croire qu'en disant oui au sexe, on dit non au pouvoir; on suit au contraire le fil du dispositif général de la sexualité. »

Avec « la Volonté de Savoir » qu'inaugure le premier des cinq tomes de l'« Histoire de la Sexualité » (1), Michel Foucault ne tombe pas dans le piège grossier de décrire platement les comportements sexuels à travers les âges et les civilisations. Mais de démonter les mécanismes des rapports entre le pouvoir et le sexe. A savoir que loin de nier le sexe, nos sociétés n'ont cessé de parler de la sexualité, d'écrire sur la sexualité pendant que le pouvoir la régissait.

Foucault poursuit là son entreprise de démolition pour recueillir la « vérité ». Après « la folie », les prisons », maintenant le « sexe ». A travers ce premier tome, il tente de saisir l'ensemble du dispositif et d'expliquer les mécanismes positifs qui, produisant la sexualité sur tel ou tel mode, entraînent des effets de misère. Ces mécanismes se nomment : santé, démographie, racisme, médecine, psychiatrie, psychanalyse etc. La sexualité est en effet un ancrage de contrôle fantastique pour le pouvoir. C'est là où tout se passe. Ce qui permet à Foucault de rechercher ce qu'il peut y avoir de caché dans les relations de pouvoir; les ressaisir jusque dans les infrastructures économiques; les suivre dans leurs formes non seulement étatiques mais infra-étatiques; les retrouver dans leur jeu matériel. Et précisément, l'auteur se fait historien et expose une histoire du discours de la



RAPHO

Le sexe : un moyen de contrôle fantastique pour le pouvoir.

(1) Gallimard



P. MICHAUD

Et si on disait « non » au sexe?

sexualité. Comment « entre l'Etat et l'individu, le sexe est devenu un enjeu, et un enjeu public; toute une trame de discours, de savoirs d'analyses et d'injonctions l'ont investi »?

A l'origine deux techniques parallèles sévissent : la confession dans l'ordre religieux « la pastorale chrétienne », et la torture dans l'ordre juridique.

Pour poursuivre cette politique de l'aveu, véritable obsession de l'Occident, la science a suffi pour surveiller et diriger les comportements de chacun.

Dès le XVIIe siècle, la sainte *scientia sexualis* se substitue au discours totalitaire de l'Eglise en une série de « discursivités distinctes » : morale, médecine, psychiatrie, psychologie... La psychanalyse étant le dernier représentant du fastidieux catalogue de l'aveu. Peut-être qu'en disant non au sexe, on redécouvrirait les corps et les plaisirs. C'est-à-dire l'amour. Contre le pouvoir. En un mot la « vérité ».

C'est ce que Michel Foucault nous invite à faire dès le premier volume de l'« Histoire de la Sexualité ».

P.M. THIBAULT

Les syndicats américains

Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier sont allés aux Etats-Unis récemment. Ils publient aujourd'hui leur carnet de voyage, fait de rencontres avec les syndicalistes américains (1).

L'ouvrage n'est donc pas une œuvre bien léchée de sociologue ou d'historien. C'est plus un reportage, avec ses portraits vivants et ses dialogues variés. De ce travail de journaliste, le lecteur français retire essentiellement l'impression de la diversité : il est étonnant de découvrir combien ce syndicalisme américain est décentralisé et par conséquent hermétique à toute idéologie unifiante. Chaque syndicat, chaque corporation se bat pour défendre à sa manière ses propres intérêts.

Là est le secret de ce syndicalisme que l'on accuse de pratiquer la collaboration de classe mais qui provoque trois fois plus de jours perdus pour fait de grève que son homologue français. Ainsi que l'écrivent Cot et Mounier, « les syndicats américains n'ont pas pour vocation d'éveiller la conscience de classe. L'idée ne leur en viendrait pas. Le problème est de se battre, tous les jours, sur le terrain, afin de préserver et d'étendre les droits des travailleurs, ici et maintenant ». Et ils concluent le récit de leur voyage par cette pointe d'amertume : « Il ne faut pas se faire d'illusions. La classe ouvrière américaine ne connaît pas la solidarité. La variété des enjeux fractionne les luttes. »

Jacques GALLUS

(1) Flammarion

L'Europe : une dimension nécessaire

Notre dossier du mois
est consacré à l'Europe.
Thème d'actualité sur le plan tactique
compte-tenu de l'évolution du
Parti communiste sur le problème
de l'élection du Parlement européen
au suffrage universel.
Mais la plupart des approches
sur cette question restent
malheureusement intemporelles.
Les Européens comme les « indépendantistes »
continuent à raisonner
comme si nous avions le choix
entre des espaces homogènes
également cohérents
sur le plan militaire, politique,
économique et social.
Or il n'en est rien.
Il serait donc utile d'être
de part et d'autre un peu moins
lyrique et un peu plus concret.
C'est en tout cas
ce que nous tentons à travers ce dossier.

L'approche du débat parlementaire sur l'élection au suffrage direct de l'Assemblée européenne de Strasbourg réveille aujourd'hui des passions que l'on croyait éteintes. Elle remet aussi à nu, à droite comme à gauche, des interrogations et parfois des clivages que les difficultés économiques et les combats politiques de la période passée avaient presque fini par faire oublier.

Nous ne nous intéresserons pas ici aux passions. Entre les champions du nationalisme et ceux de la supranationalité, entre les tirades de Michel Debré et la foi de Jean Lecanuet, nous n'avons pas de choix à faire. Leur débat n'est pas le nôtre, tels qu'ils s'ingénient à le poser en tous cas.

Il reste, en particulier parmi les militants et les sympathisants de la gauche, des interrogations qui sont graves et auxquelles on ne peut se contenter de répondre en renvoyant à la lettre de tel ou tel programme. Ces interrogations sont pour l'essentiel au nombre de deux.

Une difficulté majeure

La première prend sa source dans l'observation de la réalité actuelle des rapports de force entre les différents Etats de l'Europe. Le poids économique sans cesse plus lourd de l'Allemagne, son rôle politique croissant en tant que relais de l'impérialisme américain, font peur à beaucoup. A ceux-là, toute mesure contribuant à renforcer de quelque manière que ce soit l'intégration européenne fait craindre un pas supplémentaire vers l'« Europe allemande » et un risque accru d'entraver la possibilité pour la gauche arrivant au pouvoir en France de mettre réellement en œuvre son programme. Qu'attendre d'un parlement européen élu sinon au mieux une tribune de plus pour condamner demain l'expérience de l'Union de la gauche? L'autre interrogation concerne le problème de la solidarité de cette gauche. On se souvient que les questions européennes ont constitué l'une des difficultés majeures rencontrées lors de l'élaboration du Programme commun. On sent bien que les analyses socialiste et communiste continuent de différer dans ce domaine. Peut-on dans ces conditions, à moins d'un an peut-être d'une victoire aux législatives, assumer le risque d'exposer publiquement une divergence, sur une question de politique étrangère qui plus est, et donc d'importance secondaire? Ne serait-il pas préférable de se replier tous ensemble sur une simple attitude d'abstention?

Ces deux interrogations dégagent des éléments de constat irréfutables : oui, la puissance de la « zone mark » que l'Allemagne organise autour d'elle en Europe du Nord est impressionnante; oui, le souvenir du chancelier Schmidt intervenant récemment sans la moindre retenue dans les affaires intérieures italiennes ne saurait être oublié; oui encore, une éventuelle division de la gauche à propos de l'Europe en juin prochain peut être dangereuse. Mais ces constats ne sauraient conduire pour autant à adopter les attitudes politiques que leur présentantion semble suggérer : encore convient-il de s'assurer qu'à vouloir échapper à un danger on ne risque pas de se précipiter dans un autre encore plus grave. Or, une telle évaluation ne saurait être conduite sans référence à des objectifs et à une stratégie de moyen et de long terme. Réduire la question de l'Europe au seul problème du mode de désignation du Parlement de Strasbourg, c'est évacuer l'essentiel de l'analyse nécessaire et laisser véritablement l'arbre nous cacher la forêt. Resituer les constats que nous venons de rappeler dans une réelle perspective globale : tel est par conséquent le premier objectif de ce dossier.

Le premier élément de perspective, le plus important sans doute pour le long terme, a été analysé de façon détaillée dans la motion finale du Congrès socialiste extraordinaire qui s'est tenu fin 1973 à Bagnolet (voir fiche). Le monde est aujourd'hui largement dominé par les deux superpuissances que constituent l'URSS et les USA. Même si la capacité d'expansion de l'URSS est souvent différente dans sa nature de l'impérialisme américain, tout se passe comme s'il existait une sorte de gouvernement mondial dont les décisions s'imposent. Or, notre projet socialiste, s'il contredit totalement l'organisation capitaliste actuelle dont les Etats-Unis représentent le modèle, ne se reconnaît pas davantage dans le type d'organisation sociale, économique et politique qui prévaut en URSS. Sa mise en œuvre risque de nous mettre en opposition avec l'une comme l'autre des deux superpuissances. Et dès lors se trouve posée, au moins pour le moyen terme, une première question déterminante : la France peut-elle représenter une aire géographique, économique et humaine suffisante pour échapper à l'une ou l'autre des tutelles dont aucune ne peut favoriser le développement de nos objectifs socialistes? Le deuxième élément de perspective nécessaire se situe à un horizon que nous commençons à croire très proche : celui d'une victoire possible de l'Union de la gauche aux prochaines échéances législatives, au plus tard en mars 78. Cette victoire, nous ne la recherchons pas pour elle-même : elle est une des conditions nécessaires pour la



Les rapports de force en Europe : un problème crucial.

mise en œuvre de la stratégie de rupture avec le capitalisme que représentera ensuite l'application du Programme Commun. Mais se trouve alors posée une autre question : quelles peuvent être les conséquences extérieures de la mise en œuvre de ce programme et, plus précisément, comment peut réagir notre environnement le plus proche, de quels moyens de pression peut-il disposer rapidement, en particulier dans l'hypothèse où son hostilité ne tarderait pas à se manifester?

Cette remise en perspective nous conduit ainsi à dresser pour commencer un bilan des interdépendances qui lient notre pays à ses voisins et qui n'ont cessé, au long des dernières années, de se développer.

Des interdépendances fortes

La première de ces interdépendances est sans aucun doute celle qui résulte de notre commerce extérieur. Celui-ci a représenté en 1975 plus de 20 % de notre produit intérieur brut et 40 % de notre production industrielle. Il s'est effectué pour moitié avec nos partenaires de la CEE. En dehors même de nos importations énergétiques, nos exportations agricoles vers la Communauté à des prix largement supérieurs à ceux du marché mondial - comme nos importantions de biens d'équipement allemands - pour lesquels les droits de douane n'existent pas - sont tout à fait essentiels à notre équilibre (voir fiche).

Ce commerce extérieur s'inscrit par ailleurs dans un marché, tant mondial qu'européen, régi par un certain nombre de règles et de traités internationaux. Au plan mondial, les règles du GATT (1) définissent de façon assez précise les normes à respecter d'une « juste » concurrence. Au plan du Marché commun, les traités CEE garantissent aujourd'hui la libre circulation des hommes et des capitaux, créent un espace économique dépourvu de barrières douanières intérieures et dotées d'un tarif extérieur commun (même si les actuels désordres monétaires fractionnent à nouveau le Marché commun et si , sous l'influence des Etats-Unis, le tarif extérieur a été scandaleusement abaissé), réglementent enfin les aides, les soutiens ou les ententes possibles.

Ensuite, notre pays se trouve, comme ses voisins, de plus en plus marqué par l'emprise des firmes multinationales. On admet qu'aujourd'hui 25 % environ de notre potentiel industriel (en termes d'investissements et de ventes) est contrôlé par les firmes multinationales, ce taux pouvant monter à 50 % et plus dans des secteurs comme l'informatique ou le pétrole. Il est de plus important de garder à l'esprit qu'une filiale française de firme multinationale ne représente souvent qu'un simple maillon dans une chaîne de production et se trouve de ce fait incapable d'exister seule. Par contre, les « multinationales » même lorsqu'elles sont d'origine américaine ce qui est le cas pour environ la moitié d'entre elles, sont souvent dotées d'autonomie de production et de décision au niveau « régional » européen.

Enfin, prolongement du point précédent, notre pays est de plus en plus souvent intégré à la sphère internationale à travers de grands projets à technologie avancée, concernant soit des entreprises privées ou publiques (cas de l'aéronautique ou de l'informatique), soit directement des Etats à travers des agences spécialisées (cas de la recherche nucléaire, de la coopération spatiale, etc.).

Du fait de ces interdépendances, nos perspectives d'activité, l'évolution de notre inflation et de notre chômage, dépendent

aujourd'hui de façon tout à fait importante de ce qui se passe chez nos voisins, en particulier en Allemagne.

Le refus de l'autarcie

Cette première série de faits donne un éclairage nécessaire aux choix du Programme commun et du Congrès de Bagnolet. Elle justifie tout d'abord qu'ait été et que doive plus que jamais demeurer écartée la tentation traditionnelle d'un repli sur l'Hexagone, dans la perspective d'un ilôt socialiste français réduisant au maximum ses relations avec un environnement jugé non seulement hostile mais irrécupérable.

D'une part en effet la situation dont nous hériterons n'est pas de celles qui puissent être changées dans le court-moyen terme. Une tentative, même sur cinq ans, de réduction ou de réorientation importante de nos relations extérieures extraînerait une désorganisation économique significative et, inévitablement, un rétrécissement de la base sociale qui aurait porté la gauche au pouvoir. De plus, la rupture, à notre initiative, des différents engagements internationaux où nous nous insérons aujourd'hui, risquerait de servir de prétexte à de redoutables représailles. Sans conduire à une tragédie du type chilien, cette double évolution ne manquerait pas d'entraîner, d'une manière ou d'une autre, l'échec de notre expérience.

D'autre part, dans le long terme, un objectif d'autarcie ne paraît pas davantage imaginable. Une politique nouvelle dirigée vers le Tiers-Monde et les pays producteurs de pétrole ne suffirait pas à mettre notre approvisionnement énergétique à l'abri de tout chantage. Et la nécessité d'un développement technologique, que nous pouvons souhaiter réorienter dans bien des domaines mais que fort peu songent à arrêter, nous conduit aussi à accepter l'hypothèse d'une assez large ouverture extérieure.

Les constats précédents ne signifient pas, bien évidemment, que la politique industrielle et commerciale de la gauche ne devra pas réduire un certain nombre de dépendances injustifiées, qui n'ont le plus souvent d'autre raison d'être que le laisser-aller ou l'impéritie des gouvernements actuels. Ils ne signifient pas qu'une planification nationale ne saurait être mise en place pour l'orientation de notre économie. Mais il apparaît clairement que le futur gouvernement de la gauche devra intégrer largement et à tout moment dans ses décisions intérieures leur répercussion extérieure : le capitalisme européen et mondial fait peser sur la France une contrainte à travers le marché extérieur ; nous pouvons combattre cette contrainte, nous ne pouvons pas la nier.

En aucun cas par conséquent nous ne pouvons nous permettre l'économie du développement, proposé par le Programme commun, d'une véritable stratégie européenne, fondée sur les deux objectifs : « participer à la construction de la CEE avec la volonté de la libérer de la domination du grand capital », « présenter la liberté d'action nécessaire à la réalisation de notre programme ». En aucun cas non plus nous ne pouvons nous permettre l'économie de la finalité, proposée par la motion de Bagnolet, d'une Europe socialiste, seule capable à terme de nous permettre d'échapper à la domination des deux superpuissances que nous récusons.

Les grands axes de l'action européenne d'un gouvernement de la gauche apparaissent ainsi clairement : garantir malgré les ruptures internes un fonctionnement aussi normal que possible de nos relations extérieures ; encourager tout ce qui peut faire apparaître à terme une véritable « identité » européenne, distincte de l'identité nord-atlantique que les Etats-Unis cherchent à promouvoir, favoriser enfin tout ce qui peut mettre l'Europe sur une voie anticapitaliste. Cependant, si les principes sont clairs, les moyens de leur donner simultanément réalité peuvent paraître à beaucoup peu évidents. Il est bien certain en effet que les grands objectifs ainsi mis en lumière ne seront pas atteints spontanément et que les résultats qui pourront être obtenus, s'ils dépendent largement de la capacité du gouvernement de la gauche à disposer à chaque instant d'un ensemble cohérent de propositions, dépendront au moins aussi largement de l'accueil qui sera donné à ces propositions par des partenaires dont la pente naturelle ne paraît pas, pour le moment du moins, susceptible de conduire à un quelconque socialisme !

Une stratégie européenne

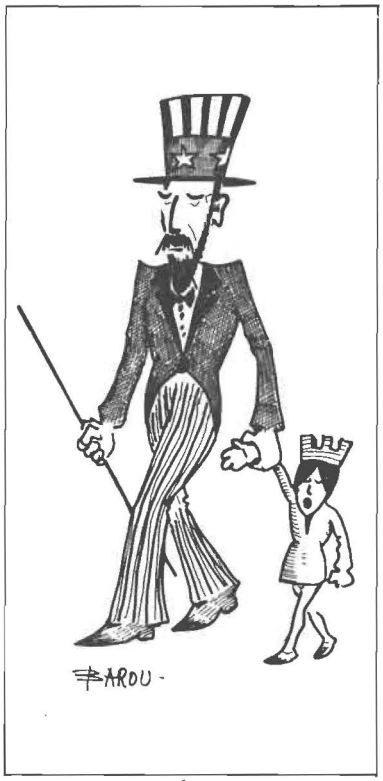
De telles réflexions ne prennent cependant pas en compte la formidable évolution de situation que connaît en ce moment l'Europe. Evolution politique d'abord, en particulier du côté méditerranéen : Grèce, Portugal, Espagne. Considérer « l'Europe du Sud » comme une alternative possible au Marché commun ne serait qu'un rêve (voir Faire No 8). La négliger comme facteur important dans la création d'un nouvel équilibre continental serait une faute. Evolution économique ensuite : la crise majeure qui secoue le

Marché commun fait apparaître, si l'on veut bien y porter l'attention nécessaire, des données nouvelles qui peuvent se révéler tout à fait à notre avantage.

Les premières phases de la construction de la Communauté européenne : suppression des barrières douanières entre les « Six » puis les « Neuf », établissement du tarif extérieur commun, mise en place de la politique agricole commune, etc., s'étaient déroulées non sans difficultés graves parfois, mais finalement en respectant à peu près les calendriers et les échéances prévues (voir fiche). Les premiers grincements sont apparus au début des années 70, marquées en particulier par l'échec de l'ambitieux projet de l'Union économique et monétaire (Plan Werner). Puis, la crise du pétrole de 1973 a inauguré une période où les acquis passés eux-mêmes sont remis en cause. Ces difficultés sont interprétées par beaucoup comme le simple reflet de la crise mondiale que connaissent en ce moment les pays capitalistes. Pour les socialistes, plus profondément, elles marquent l'échec d'une certaine Europe, fondée sur le libéralisme. Le jeu naturel d'un Marché commun seulement défini en termes de libre circulation des hommes et des capitaux a conduit à une aggravation des disparités structurelles entre les Etats membres et à l'intérieur même de ces Etats. Face à des secousses économiques et monétaires de grande ampleur, ceux-ci n'avaient plus alors d'autre solution que de réagir en ordre dispersé, à travers des mesures spécifiques correspondant à la situation de chacun. Ainsi, Italie, Grande-Bretagne, France et même Allemagne se trouvent aujourd'hui obligées de défendre leurs équilibres externes au prix de décisions nationales contradictoires, allant jusqu'à la restauration en principe provisoire de certains protectionnismes.

Les effets pour nous positifs de cette crise sont cependant aussi évidents, dans la mesure où elle amène à des réflexions et des interrogations nouvelles à la fois les responsables des Etats et certaines couches sociales avec lesquels nous nous sentons le plus d'affinités.

Au niveau des responsables de la CEE le sentiment qui prévaut de plus en plus est que, faute de se donner de nouveaux objectifs, la construction européenne actuelle risque de se désagréger de façon accélérée, chaque pays connaissant alors un marasme intérieur encore plus grave. Dans ces conditions, la crainte de voir un quelconque des Etats membres s'engager, pour quelque raison que se soit, dans une direction protectionniste, est très forte et rend moins plausible l'hypothèse de pressions économiques importantes exercées à l'encontre d'une expérience de gauche dans notre pays. A l'inverse, toute suggestion susceptible d'apparaître comme une relance, même si elle se situe en dehors des sentiers battus du Marché commun peut être bien accueillie.



Au niveau des forces sociales, et politiques représentatives des intérêts des classes ouvrières et des travailleurs européens, l'interrogation majeure porte plutôt sur la persistance des niveaux élevés à la fois des taux d'inflation et de chômage. Il s'ensuit, y compris chez certaines organisations syndicales et politiques qu'en tant que Français nous avons tendance à considérer comme le plus « intégrées », des interrogations sur les vertus du libéralisme qui ne peuvent que nous être profitables (voir fiche). Dans ce double climat en tout cas, l'évolution de la gauche française et les solutions qu'elle préconise recueillent une attention incomparablement plus forte que lors des années écoulées. Quels partenaires alors sont envisageables pour l'inévitable dialogue ?

Il y a d'abord le niveau syndical bien sûr. Celui des « multinationales », où l'actualité nous montre que les actions de solidarité entre filiales de différents pays se développent, même si le travail de contact et de structuration à établir reste considérable ; celui des fédérations par branche (chimie, métallurgie...) où l'action et la réflexion peuvent encore être combinées ; celui des confédérations nationales ou de la Confédération européenne des Syndicats (voir fiche), où s'élaborent plutôt de grandes orientations communes. Il y a le niveau des partis : rencontres bilatérales du type PS — SPD, ou

multilatérales comme dans le cadre de l'Union des partis socialistes de la CEE (voir fiche). Il y aura le niveau des gouvernements au pouvoir, quelle que soit alors leur coloration.

Franche explication entre camarades même si les idéologies souvent diffèrent, ou négociation difficile, fondée sur le seul rapport de forces entre gouvernants de deux ou plusieurs Etats : les conditions du dialogue peuvent connaître quant à elles tous les extrêmes. Pour autant cependant qu'il s'inscrive comme une étape dynamique vers nos objectifs, aucun accord, aucun compromis, ne peut être à priori exclu.

Garantir notre expérience

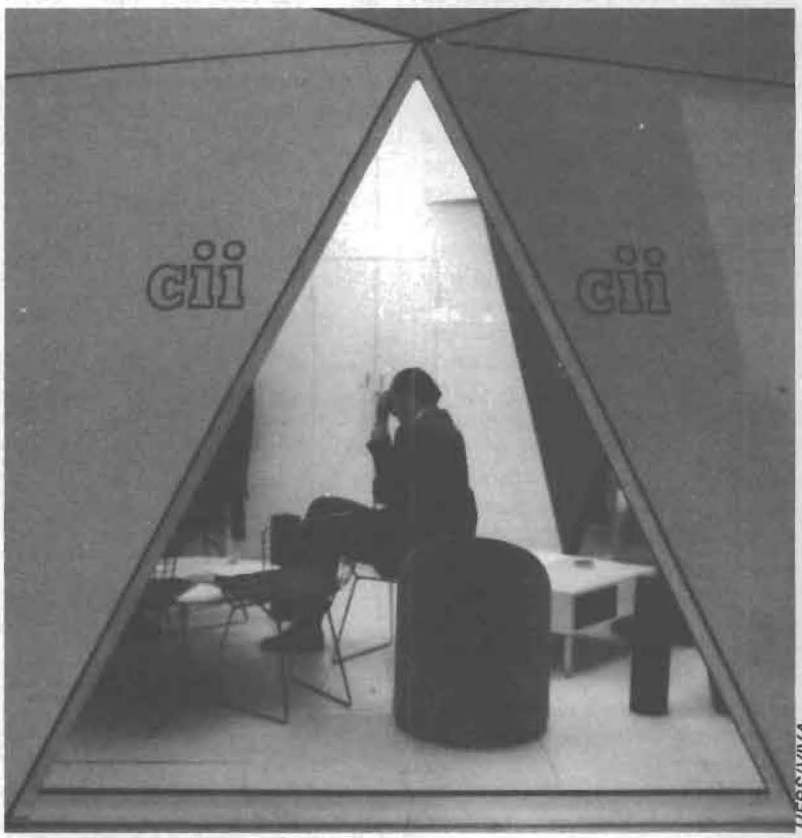
Quelles pourraient alors être dans ces perspectives certaines de nos propositions ?

Dans une période d'abord où le niveau de vie et l'emploi de nombreux travailleurs se trouvent fortement menacés, l'alignement sur le pays le plus avancé du droit social du travail des « Neuf » ne pourrait être que bien accueilli. Les Français pour leur part ont tout à gagner à une telle harmonisation, qui peut s'inscrire sans difficulté dans le contexte des traités actuels. De façon plus générale, proposer une politique européenne de l'emploi prenant en compte à la fois la durée et la qualité du travail intéressera la majorité de nos partenaires. A niveau plus structurel, le renforcement d'une politique européenne d'aménagement du territoire permettrait d'aider à réduire certaines disparités régionales que la crise actuelle rend insupportables. Dans le même esprit, des éléments de programmation à moyen terme pourraient à la fois aider à la reconversion de fabrications condamnées par les tendances à long terme de la nouvelle division internationale du travail et prévoir le développement de certains secteurs de pointe qui n'ont plus d'avenir à l'échelle nationale. Ce dernier point implique en particulier une réorientation aussi importante que possible des choix atlantiques de l'actuelle politique industrielle giscardienne, hier dans l'informatique, demain dans l'aéronautique. Ainsi pourraient être mis en place, à partir d'éléments très concrets, les germes d'une véritable planification européenne.

Autre direction : un minimum de règles de contrôle des firmes multinationales pourraient être instaurées au niveau de la CEE. Les Allemands eux-mêmes reconnaissent aujourd'hui que le rôle de ces firmes est loin d'être l'inflation (par le jeu de prix de transferts injustifiés entre filiales) et au niveau du chômage (par le jeu d'un désinvestissement de plus en plus poussé de certaines industries de main-d'œuvre). Ce contrôle - là aussi, en ce qui concerne l'investissement tout au moins, pourrait constituer l'un des éléments du plan européen.

D'autres domaines enfin, de certaines harmonisations fiscales (impôt sur le capital par exemple) à une redéfinition du marché commun agricole, pourraient également constituer des bases possibles de discussion.

Un tel ensemble de propositions offensives, pourrait à la fois aider à la mise en œuvre en France du Programme commun et rencontrer auprès de nos partenaires un écho positif. Les contreparties et les accords précis qui seraient alors conclus



HERS/VIVA

Pourra-t-on contrôler les firmes multinationales?

constitueraient la meilleure garantie d'une acceptation par l'extérieur de notre expérience interne. Une nouvelle dynamique européenne pourrait naître de cette situation.

Une formidable tribune

L'ensemble des perspectives ci-dessus nous a entraînés assez loin de nos interrogations de départ sur l'opportunité d'affirmer clairement en juin prochain notre adhésion à l'élection directe du Parlement européen. Le problème ainsi posé peut cependant maintenant être réexaminé dans sa véritable dimension.

D'abord au niveau des risques. Les pouvoirs du Parlement européen, pouvoirs de délibération et de contrôle, sont énumérés de façon précise et limitative dans le texte des différents traités européens (voir fiche). La modification de ces pouvoirs, dans le cadre des traités existants ou par signature d'un nouveau traité, ne saurait de toute façon s'opérer sans l'assentiment de notre Parlement national. Juridiquement, les risques de dérapage de ce côté sont donc nuls. Economiquement, nous l'avons vu, l'anarchie structurelle que connaît en ce moment l'Europe ne rend que fort peu vraisemblable l'adoption, à l'initiative de tenants du libéralisme, d'une quelconque discipline nouvelle qui puisse être réellement contraignante. Il reste le danger de voir s'exprimer à Strasbourg une voix hostile à notre expérience nationale. Mais sur ce point, la situation est fort claire : ou bien le gouvernement de la gauche arrive, grâce à ses propositons, à obtenir le consensus ou du moins la neutralité de ses partenaires, auquel cas le Parlement européen participera à la dynamique nouvelle ; ou bien un tel équilibre provisoire ne pourra être dégagé et alors la voix de ce Parlement pèsera de toute façon fort peu à côté de l'expression directe des gouvernements de nos voisins.

En contrepartie de ces risques, il faut cependant bien mesurer également les avantages. Le premier est qu'en acceptant une telle élection, qui ne nous dérange guère et permettra, ce qui n'est pas négligeable, de rendre plus démocratique le contrôle exercé sur les institutions et les technocraties communautaires, nous faisons un geste de bonne volonté, marquant notre détermination d'accorder à la perspective européenne une place importante. Par ailleurs, la campagne qui précèdera l'élection elle-même, au printemps ou plus probablement à l'automne 1978, donnera l'occasion de multiples débats au sein de la gauche européenne. Elle diminuera pour nous le risque de l'isolement et pourra représenter une formidable tribune pour nos idées. Notre projet, notre stratégie, sont aujourd'hui suffisamment clairs pour que nous affrontions sans crainte de tels débats et que nous en retirions le maximum. Dans la plus mauvaise hypothèse, ces débats nous feraient en tout cas gagner un temps certainement précieux.

Il reste le problème sans doute le plus sensible : celui de l'indispensable maintien de la cohésion de la gauche dans cette année 77 qui, peut être, est en train de voir basculer l'histoire. Le Programme commun n'a pas permis de définir un accord à propos de l'élection du Parlement Européen.

L'éventualité de voir communistes et socialistes, fidèles à leurs engagements établis sur ce problème, se séparer lors du prochain vote à l'Assemblée, ne saurait donc être écartée même si les toutes récentes déclarations de Georges Marchais laissent pour la première fois entrevoir une possibilité d'accord. Mais l'importance d'une telle divergence ne devrait pas être surestimée.

D'une part, on ne peut douter que les contacts nécessaires seront pris afin qu'elle ne puisse être exploitée par nos adversaires. D'autre part, et surtout, ce désaccord n'empêcherait pas la poursuite des discussions au sein de l'Union de la gauche sur les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour atteindre, dans le contexte de 1978, les objectifs européens du Programme commun sur lequel nous nous sommes accordés. Nos camarades communistes ont toujours affirmé, en particulier par la voix de Georges Marchais, que sur le problème du Parlement européen comme sur les autres problèmes, « à partir du moment où la majorité des Français a décidé, nous sommes respectueux de la volonté de la majorité ». Une fois levée l'hypothèque de juin, nul doute que la gauche puisse présenter rapidement à l'opinion les grands axes de propositions communes sur l'Europe, qui manifesteront avec éclat son unité stratégique.

La raison et l'analyse nous conduisent toutes deux aux mêmes conclusions : l'Europe est dès aujourd'hui et sera plus encore demain une dimension essentielle des luttes sociales et politiques. Ces luttes, comme celles que nous aurons à mener dans notre pays, seront parfois complexes, devront donner lieu à des compromis temporaires, conduiront peut-être même parfois à des difficultés. Sur ce terrain européen comme sur le terrain intérieur, ce seront finalement à la fois notre degré de préparation et notre capacité à ne pas perdre de vue nos objectifs qui se révèleront en fin de compte déterminants.

Gérard FUCHS

Programme commun et motion de Bagnolet

Le programme commun indique d'abord : « le développement, largement ouvert à l'échelle mondiale, des échanges et de la coopération, correspond aux exigences du progrès économique et social » (2ème partie — Chapitre X). Puis, plus spécifiquement sur l'Europe : « le gouvernement aura à l'égard de la CEE un double objectif :

— d'une part, participer à la construction de la CEE, à ses institutions, à ses politiques communes avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions, de soutenir les revendications des travailleurs et d'orienter dans le sens de leurs intérêts les réalisations communautaires ;

— d'une part préserver au sein du Marché commun sa liberté d'action pour la réalisation de son programme politique, économique et social ». « Les représentants Français à l'Assemblée de la Communauté seront désignés proportionnellement à leur importance dans le nouveau Parlement national. Il en sera de même pour la représentation française au Conseil de l'Europe. L'Assemblée de la Communauté, appelée à voter annuellement le budget, doit pouvoir en contrôler l'exécution. Elle devra être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la Communauté ».

« Les pouvoirs et les moyens de la Communauté devront être adaptés aux responsabilités qui lui seront reconnues par le Conseil des ministres pour l'exécution des décisions précitées. Appréciées cas par cas et limitées aux domaines dévolus aux attributions de la Communauté, les délégations de compétences nécessaires seront décidées par les pays membres dans l'intérêt commun en application de l'article 235 du Traité de Rome ».(4ème partie-Chapitre IV).

La motion de Bagnolet commence par des analyses : « Les



L'Europe des peuples pas celle du capital

deux superpuissances, Etats-Unis d'Amérique et Union Soviétique, qui ont grandi à mesure que déclinait l'Occident, exercent désormais la maîtrise des affaires du monde... Tout se passe comme s'il existait une sorte de gouvernement mondial dont les décisions, bonnes ou mauvaises, s'imposent à tous... Les pays d'Europe Occidentale sont soumis à cette loi d'airain ».

« Désormais, la réalité du pouvoir économique et de l'exploitation capitaliste dépasse le cadre national. Le développement des firmes multinationales fournit l'illustration la plus frappante de cette évolution. Echappant à tout contrôle politique, leur puissance les rend en état de jouer un pays contre un autre, de spéculer sur les fluctuations monétaires, de déterminer l'emploi de millions de travailleurs et l'avenir de régions entières. Dans ces conditions, aucun pays européens ne peut estimer qu'il mène une politique vraiment autonome : sa balance des paiements et sa monnaie sont d'ores et déjà influencées par les décisions arrêtées par les grandes firmes qui donnent à l'impérialisme américain les moyens de son hégémonie ».

Puis viennent les objectifs :

« La construction de l'Europe doit être poursuivie sans délai ni préalable. Les socialistes savent que l'Europe à construire ne peut être immédiatement une Europe socialiste. Ils choisissent de participer à sa construction, mais en conservant au gouvernement comme dans l'opposition trois préoccupations fondamentales :

1. Faire en sorte que la construction de l'Europe et les politiques communes ne se traduisent pas par une dégradation des conditions de vie des travailleurs au profit du capital.

2. Faire en sorte que l'Europe à construire reste susceptible d'évoluer vers un modèle original de socialisme ce qui suppose sa réelle indépendance vis à vis des deux blocs, et la démocratisation de ses institutions.

3. Faire en sorte que les délégations de compétence à consentir au profit des institutions européennes ne puissent limiter la liberté d'action du futur gouvernement de la gauche pour l'exécution de son programme; du succès ou de l'échec de la gauche en France peut dépendre en effet l'évolution future de l'Europe vers le socialisme ».

« Notre Europe, l'Europe socialiste du possible, ne peut être que l'Europe des peuples, les socialistes... demanderont que le Parlement européen soit élu au suffrage universel direct avec représentation proportionnelle. Cette assemblée recevra les pouvoirs de contrôle et d'initiative, attributs de tout parlement dans un régime vraiment démocratique ».

Enfin les moyens :

« Notre lutte ne peut évidemment être isolée de celle de nos camarades des autres pays. En dépit des divergences dues à des facteurs idéologiques ou aux diversités des situations politiques nationales, il existe entre les socialistes des pays européens les bases évidentes d'une action commune.. L'idée d'un Programme commun de la gauche européenne doit faire son chemin... Le Parti socialiste proposera dès à présent aux autres Partis socialistes de l'Europe des Neuf d'aborder la discussion d'objectifs communs et l'adoption d'une ligne anticapitaliste pour lesquels la lutte devrait être entreprise sans délai car à l'internationalisation de la production doit correspondre l'internationalisation des luttes ».

La balance commerciale française

Les chiffres ci-dessous concernent l'année 1974, après le quadruplement du prix du pétrole, avant le début de la récession. Pour référence, la production intérieure brute de l'année était de 1.158, le Produit national brut de 1.324 (en milliards de francs). On arrive au tableau global suivant :

Postes	Importations (C.A.F.)	Exportations (F.O.B.)
Agriculture	28	38
Energie	57	6
Matières premières	30	17
Demi produits	45	54
Biens d'équipement	52	51
Biens de consommation	37	50
Divers	4	4
Total	255	220

La part de la CEE était de 48 % dans les importations (RFA 19 %) 53 % dans les exportations (RFA 17 %). En regardant les chiffres à un niveau moins aggrégé, on constate : que le poste « combustibles minéraux » à lui seul correspond à un déficit de 51,6 (essentiellement Moyen-Orient); que si l'agriculture dégage un excédent global de 10, l'excédent à destination de la seule CEE est de 13,4 (céréales + 7,9 ; produits laitiers + 2 ; boissons + 2,1) ; que les échanges avec la CEE et en particulier la RFA sont structurellement déficitaires (CEE — 4, dont RFA — 11) ; que le déficit avec la RFA en matière de biens d'équipement est à lui seul de 9,6.

Bien évidemment, une analyse de notre balance commerciale en termes de pressions économiques possibles, dans l'un ou l'autre sens, nécessite une étude fouillée produit par produit.

(Source : Statistiques du Commerce Extérieur de la France - Ministère de l'Economie et des Finances).



SIMONET/RAPHO

Les grandes dates du Marché Commun

1951 : Création de la Communauté européenne Charbon-Acier (CECA).

1957 : Signature du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'Energie atomique (Euratom).

1959 : Première caisse des tarifs douaniers entre les « Six ».

1961 : Première candidature britannique.

1962 : Mise en place du Marché commun agricole. La libre circulation des capitaux est réalisée.

1963 : De Gaulle met son veto à l'adhésion de la Grande-Bretagne. Accords de Yaoundé (entre CEE et « pays d'Outre-Mer »).

1965 : Fusion des trois Communautés. De Gaulle refuse que la Communauté unique bénéficie de ressources propres, indépendantes des Etats membres. La France ne siège plus au Conseil des Ministres.

1966 : Compromis de Luxembourg : la France reprend sa place moyennant l'acceptation de fait par ses partenaires du droit de veto.

1967 : Deuxième candidature britannique.

1968 : Il n'y a plus de barrières douanières entre les « Six ». Le tarif extérieur commun est en place.

1970 : Plan Werner d'Union économique et monétaire. Objectif : une monnaie européenne unique en 1980. Acceptation du principe des ressources propres.

1972 : Adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande. Refus norvégien.

1973 : Premier éclatement du « serpent » monétaire européen.

1974 : Création du « Conseil européen » des Chefs d'Etat et de Gouvernement des « Neufs ».

1975 : Accords de Lome (entre CEE et 46 pays d'Afrique, Pacifique et Caraïbes) garantissant les recettes d'exportation des pays associés. Accord de principe sur l'élection au suffrage direct de l'Assemblée de Strasbourg.

1975 : Extension des pouvoirs budgétaires du Parlement européen (Traité ratifié par le Parlement français en décembre 1976).

La Confédération européenne des Syndicats

La CES est une organisation « régionale » non affiliée à l'une des trois grandes centrales mondiales : CISL, CMT (ex CISC) et FMS.

La CES a été constituée en février 1973 à Bruxelles, à partir des organisations européennes membres de la CISL. En mai 1974, la CES s'est élargie aux organisations européennes membres de la CMT, en particulier à la CFDT. En juillet 1974, la CGIL italienne rentrait aussi à la CES après avoir accepté de ne garder qu'un statut d'associé à la FSM. L'adhésion à la CES de la CGT française paraît envisageable pour un avenir proche. La CES regroupera alors la totalité des confédérations de l'Europe de l'Ouest.

La CES ne représente pas comme d'autres confédérations internationales une simple instance de rencontre entre Présidents et Secrétaires généraux des confédérations membres. Elle se veut véritable organisation syndicale. Elle est déjà dotée d'un programme partiel (sur l'emploi, les salaires, le développement). Elle vient de réaliser une première action syndicale européenne. Le pragmatisme de ses membres les plus importants (TUC britannique : 10 millions de membres; DGB allemand : 7 millions de membres) rend son évolution lente mais en même temps peu réversible une fois entamée. La crise que traverse le Marché commun semble renforcer la volonté d'accélérer le développement de la CES.

Quelques institutions à connaître

Le Conseil : réunissant les ministres des « Neuf » concernés par les sujets à traiter (économie, agriculture,...), il est l'instance de décision du Marché commun où chaque Etat est représenté; pour les décisions importantes (qualificatif laissé à l'appréciation de chaque Etat membre) il fonctionne depuis 1966 et ces décisions sont prises à l'unanimité.

Le COREPER : « Comité des Représentants permanents » de chaque Etat membre, prépare les décisions du Conseil; au fil des ans, son rôle de fait s'est avéré de plus en plus important.

La Commission : composée de treize membres « offrant toute garantie d'indépendance », elle est l'instance « supranationale » du Marché commun chargée de présenter et de défendre « l'intérêt européen »; elle a un rôle essentiel de proposition; elle assure l'exécution des décisions, en liaison avec les administrations nationales.

Le Parlement européen : est un organe de contrôle (voir fiche spéciale).

Le Conseil européen : réunissant périodiquement depuis 1974 les chefs d'Etat et de Gouvernement des « Neuf », il n'est pas une instance communautaire; il est supposé donner une impulsion à l'ensemble des affaires européennes (coopération politique comprise); de fait, il se voit de plus en plus chargé de résoudre les difficultés non surmontées par le Conseil.



RIBOUD/MAGNUM

Le futur parlement Européen

Un stage sur l'Europe

Session de réflexion et d'échanges, avec la participation de :

— Gilles Martinet, secrétaire national du Parti socialiste

— Jacques Moreau, membre de la Commission Exécutive de la C.F.D.T.

Session organisée par « Carrefours Socialistes », les 14 et 15 mai 1977, à Paris.

Renseignements et inscriptions : 33, rue Godot de Mauroy, 75009 PARIS.

Les sessions organisées par « Carrefours socialistes » s'adressent aux militants politiques, syndicaux et du cadre de vie qui inscrivent leur engagement dans la perspective du socialisme autogestionnaire.

Quand l'Allemagne s'émancipe



BURRI/MAGNUM

L'Allemagne d'aujourd'hui : stabilité financière et force commerciale

Une Europe indépendante passe par une Allemagne indépendante.

Le Général de Gaulle l'avait compris lorsqu'il décida d'établir des liens privilégiés avec le chancelier Adenauer et de construire l'Europe à la fois avec lui et contre une Angleterre qu'il jugeait trop liée aux Etats-Unis. En réalité, il s'agissait plus d'un pari que d'un constat. Car l'Allemagne des années cinquante et soixante était économiquement et militairement liée aux Etats-Unis au moins autant que l'Angleterre. Le pari était que l'Allemagne pourrait défaire ses liens alors que l'Angleterre ne le pourrait pas.

Il est trop tôt pour dire si l'analyse était juste; quelques indices donnent néanmoins à penser qu'elle pourrait l'être. D'un côté, l'effondrement économique de l'Angleterre, dont le tiers du commerce extérieur est constitué de transactions entre les filiales anglaises de sociétés américaines et les sociétés-mères, ne lui donne pas pour le moment la liberté de mener une politique indépendante à l'égard du cousin d'Amérique.

Bien au contraire, les importantes facilités de crédit accordée récemment par le Fonds Monétaire International, dominé par les Américains, ont été assorties de conditions draconniennes de gestion des finances publiques anglaises.

De l'autre côté, l'Allemagne a reconquis une place éminente sur la base d'un puissant potentiel industriel. Cette force économique vaut au mark d'être depuis dix ans l'infirmier monétaire de l'Occident, en ce sens que toutes les crises monétaires — provoquées par un changement politique du dollar ou par la dépréciation brutale d'autres monnaies occidentales — se sont traduites par une réévaluation du deutsch-mark. Or, l'Allemagne semble en avoir assez de ce scénario répétitif. D'abord parce que la situation économique générale du capitalisme s'est dégradée, y compris en Allemagne où le chômage est grave. Celle-ci ne souhaite donc plus avoir à supporter le poids des incartades du dollar et les interventions récentes du chancelier Schmidt sur la nécessité pour l'Occident de mener une politique économique et monétaire rigoureuse en dépit de la crise s'adressent au-delà de M. Callagan ou de M. Andreotti, au Président Carter lui-même.

La nouvelle ambition de l'Allemagne est ainsi d'user de sa puissance économique pour faire respecter sa discipline, celle par laquelle elle est justement devenue la plus solide industrie du monde.

La République fédérale se ressent aujourd'hui comme le premier pays d'Europe : celui dont la stabilité financière et la force commerciale consolident l'Europe occidentale aux yeux de l'extérieur et assurent la meilleure liaison avec l'Europe orientale.

La force économique donne ainsi naissance à une force politique. Il ne reste plus à l'Allemagne qu'à acquérir la force militaire décisive — c'est-à-dire atomique — pour que son indépendance soit acquise vis à vis d'une tutelle américaine née avec la défaite de 1945. Or, sur ce plan également, la volonté allemande progresse petit à petit : les âpres discussions avec les Etats-Unis sur la production d'énergie nucléaire au Brésil sous licence allemande montrent que désormais rien n'est impossible.

Cette évolution considérable est bien sûr pour l'Europe un sujet central de préoccupation. Car d'une part tout mouvement d'autonomie de l'Allemagne par rapport aux Etats-Unis est positif, mais d'autre part il convient que cette indépendance accrue se fasse au profit de la collectivité européenne et non au profit d'un seul de ses membres.

J.G.

Les liaisons européennes du Parti Socialiste

Historiquement, les liaisons essentielles des socialistes français sont d'abord passées par le canal de l'Internationale socialiste. Celle-ci continue aujourd'hui de réunir périodiquement les responsables des partis membres. Les instances de l'Internationale ne disposent pas de pouvoirs de décision mais jouent un rôle non négligeable en matière de circulation d'informations.

Par ailleurs, parallèlement à la naissance du Marché commun a été créé en 1957 un « Bureau de liaison des membres de l'Internationale des Etats membres de la CEE. Ce bureau, instance de concertation, s'est réuni deux fois par an avec les membres du groupe socialiste de l'Assemblée européenne. De plus, tous les deux ans, s'est tenu un Congrès des partis de la CEE (avec une dizaine de délégués par pays). Le dernier Congrès, en avril 1973, a adopté des « Thèses en vue d'une Europe sociale »; une convergence intéressante s'y manifestait à travers l'acceptation de la nécessité d'une planification démocratique européenne; une divergence significative apparaissait par contre autour des trois thèmes : participation, cogestion, autogestion.

En avril 74, le Bureau de liaison a disparu au profit de l'« Union des partis socialistes de la CEE », dotée d'un secrétariat permanent à Bruxelles et Luxembourg. L'Union a notamment pour objectif de préparer l'élection européenne de 1978 et élabore dans ce but une « Plate-forme socialiste européenne ». Cette plate-forme est discutée au sein de quatre groupes de travail (économie, politique sociale, démocratie et institutions, politique extérieure) qui réunissent régulièrement des représentants des partis membres (sauf, pour l'instant, les travaillistes britanniques). Elle devrait être adoptée à la fin de l'année au cours du Xe Congrès des partis de la CEE. Abordant de façon pragmatique les problèmes de la période (inflation et chômage en particulier), la plate-forme peut marquer le début d'une renaissance du socialisme européen.

En dehors du cadre de l'Union et à la suite d'une rencontre entre François Mitterrand et Willy Brandt en 1976, ont également été instaurées des relations bilatérales particulières entre PS et SPD.

Là aussi, trois groupes de travail (Europe, politique économique et modèle de société, Tiers-Monde et développement) viennent de se mettre en place.

Les pouvoirs du parlement européen

Le traité de Rome a conduit à la création d'une « Assemblée européenne » de 142 membres, qui « exerce les pouvoirs de délibération et de contrôle qui lui sont attribués par le Traité » (Article 137).

L'Assemblée, qui s'est dénommée elle-même Parlement européen en 1962, dispose ainsi :

— d'une compétence législative : à travers des « avis » sur les différents projets de législation communautaire élaborés par la Commission;

— d'une compétence de contrôle : sur les décisions de la Commission (allant jusqu'à la procédure d'une motion de censure, entraînant en cas d'adoption — cela ne s'est encore jamais vu — la démission de la Commission) et sur les actes du Conseil (à travers des « questions incluant le domaine non communautaire de la coopération politique) ;

— d'une compétence budgétaire : depuis le Traité dotant la Communauté de ressources propres (1975), le Parlement européen arrête le budget ; il peut voter un accroissement des dépenses dites « non obligatoires », c'est-à-dire ne découlant pas du Traité ou des actes pris en vertu de celui-ci ; le Parlement européen a ainsi contrôlé en 1976 un budget de 8,5 milliards d'unités de compte (qui vaut environ 5F) ; environ 70 % de ce budget correspond à l'intervention dans le secteur agricole, 5 % dans le secteur social, 5 % dans le secteur régional ; du fait du système des ressources propres, ces sommes échappent au contrôle des Parlements nationaux.

Les pouvoirs du Parlement européen peuvent être modifiés de deux manières :

— dans le cadre des Traités existants : afin de mieux réaliser « l'un des objectifs de la Communauté » (Article 235) les Etats membres peuvent déléguer de nouveaux pouvoirs d'action aux institutions européennes (éventualité retenue par le Programme commun) ; une telle décision requiert l'unanimité des Etats membres ;

— par révision des Traités existants (cas des ressources propres) ou signature de nouveaux Traités ; aux termes de la Constitution Française, la ratification de cette procédure exige alors l'approbation du Parlement.

L'élection directe de l'Assemblée européenne a été prévue par le Traité de Rome : l'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres. Le Conseil, statuant à l'unanimité, arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres » (Article 138).

Aux termes du Traité soumis aujourd'hui à ratification, la nouvelle Assemblée serait composée de 410 membres ; elle pourrait être élue au printemps ou à l'automne 1978. Les Italiens ont déjà ratifié le Traité à l'unanimité des deux Chambres.

dialogue avec nos lecteurs

1 — Dans son intéressant article publié dans le numéro de novembre 1976, votre collaborateur J.-P. Dubois fait un certain nombre de remarques sur la gauche socialiste grecque et plus particulièrement sur le Mouvement socialiste panhellenique (PASOK) qui sont bien éloignées de la réalité. Ceci nous peine d'autant plus que le PS français a, au début de l'année 1976, pris l'initiative d'un échange de vues et d'une concertation des partis socialistes de l'Europe du Sud. Les quelques lignes qui suivent nous paraissent nécessaires pour rectifier les malentendus que cet article risque de créer. Nous sommes conscients que tous les aspects du problème ne sont pas pour autant élucidés, et nous espérons qu'un débat plus approfondi aura lieu à une prochaine occasion.

Les affirmations de J.-P. Dubois peuvent se résumer ainsi : le Pasok propose un programme socialiste avancé (l'auteur oublie pourtant que la socialisation et l'autogestion des grandes entreprises, du crédit et de la santé, figurent aussi dans ce programme), mais il ne s'agit que d'une tromperie. Pourquoi ? Parce que, continue l'auteur, « les députés sont des anciens membres de l'Union du Centre, très conservateurs », parce que « le Pasok est un parti de notables à peine implanté dans la petite bourgeoisie..., un rassemblement de caractère populiste jouant... sur le nationalisme épidermique du peuple grec », et aussi à cause « du refus conscient de Papandréou de tenter de faire du Pasok un point de rassemblement de la gauche socialiste ».

2 — Ainsi donc, pour juger de la sincérité d'un parti socialiste, il faudrait regarder l'ancienne appartenance de ses députés ! Que dire alors du nouveau Parti Socialiste français ? En fait, parmi les 170 députés de l'ancienne Union du Centre, environ une dizaine seulement ont demandé de se représenter sur les listes du Pasok, le total des candidats présentés par le Parti étant 300. Dans tous les cas, les militants des sections ont voté sur les candidatures, ratifiées ensuite par le Comité central provisoire de l'époque.

3 — Le Pasok a 15 000 membres environ, ce qui, a ramené à l'échelle française, donnerait 100 000 membres. Ce chiffre prend toute sa signification si l'on tient compte que selon les statuts du Parti, tout adhérent absent pendant trois mois du travail militant est exclu du Parti. Ce nombre de militants est au moins triple de celui du Parti communiste, deuxième parti de la gauche grecque. La composition sociologique des adhérents reflète à peu près la composition des couches salariées et moyennes du pays (50 % tertiaire, 30 % agriculteurs, 20 % ouvriers).

L'implantation du Pasok est répartie uniformément dans tout le pays, à la différence du PCG, qui n'est présent que dans les grandes villes. Ceci, même les simples touristes peuvent le constater.

4 — Selon l'analyse du Pasok, la bourgeoisie grecque est dépendante de l'impérialisme aussi bien financièrement que technologiquement, militairement etc. Sans rupture de ces liens organiques avec l'impérialisme, aucune politique anticapitaliste ou même simplement progressiste n'est possible. Autrement dit, l'exigeance d'indépendance nationale a un caractère anticapitaliste profond. Assimiler ce lien dialectique entre la rupture avec le capitalisme à l'intérieur d'un pays dominé et l'indépendance nationale à un « nationalisme épidermique » comme le fait votre collaborateur, nous paraît bien superficiel.

5 — Le drame de la gauche — et pas seulement en Grèce — est sa division. On l'a vu au Portugal. En ce qui concerne l'unité des socialistes, elle ne peut se réaliser que sur une base de rupture avec le capitalisme et dans le but d'entamer la construction d'une société socialiste et démocratique. Parmi les clubs socialistes grecs proches de la IIe Internationale, *aucun* ne s'est prononcé pour une telle rupture, aussi timide soit-elle. De ce fait, quels que soient les efforts et les pressions des sociaux-démocrates, allemands et autres, l'unité ne pourra se faire. A qui la faute ? En ce qui concerne le groupe « Socialistiki Poria », dont parle J.-P. Dubois, voici les faits : aussitôt après la création du Pasok en septembre 1974, un appel fut lancé à toutes les personnes ou groupes se reconnaissant dans son programme pour rejoindre le nouveau parti. Le noyau dirigeant du groupe de résistants « Défense démocratique », décida alors d'adhérer au Pasok. Malheureusement, cette adhésion ne se transforma pas en une réelle unification, ce groupe conservant son propre appareil. Ceci amena à la rupture et à la création du groupe dissident de « Socialistiki Poria ».

Heracles GALANAKIS
Dimitri PAPAS

CHAQUE VENDREDI

L'unité

L'HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE

avec la chronique
de François
Mitterrand

LA revue de cinéma
pour les VRAIS amateurs

cinéma 77

N° 221 MAI
EXCLUSIF
Grand entretien avec
ARTHUR PENN
Trois films, un auteur :
GLEB PANFILOV

•

THÉORIE DU
CINÉMA
avec Christian Metz
et Michel Fano
TROIS ENTRETIENS
TRENTE FILMS,
et toute l'actualité
en vente partout : 10 F
et 6, rue Ordener-Paris 18e

6 rue Ordener Paris 18e
Tél. : 208.72.93

autrement

Francs-tireurs de la médecine

Une médecine «**autre**», méconnue, très novatrice. Celle de généralistes, d'équipes de santé qui prennent en compte le cadre de vie, associent médecins, infirmières et travailleurs sociaux, permettent aux usagers de se prendre progressivement en charge.

Le «**premier**» dossier sur ces nouvelles pratiques, ces nouveaux lieux et les réactions qu'ils provoquent.

autrement n° 9, 240 pages, 35 F

dossiers trimestriels. Vente en librairie (**diffusion Stock**) ou par abonnement (**1 an, 4 numéros : 100 F**) au 120, bd St-Germain 75280 Paris cedex 06.

Le premier révolutionnaire

" Qu'on me pardonne d'avoir
au moins une pensée pour
le premier révolutionnaire
de toutes nos légendes,
de notre mythologie,
de notre histoire,
le premier révolutionnaire
que l'homme ait connu,
qui se soit rebellé
contre le
pouvoir établi
et l'ai fait de
façon si efficace
qu'il a pu au moins
créer son propre
royaume. Lucifer ".

Saul Alinsky

tiré de " Manuel de l'animateur social "
(Rules for radicals)
Éditions du Seuil.